

Services  
Télématique  
Dans l'Inde  
dans deux bâtiments publics  
la destruction  
de Charvieu-Chavagneux  
Rien n'est joué  
mais tout indique que la Pologne  
s'achève vers ce qui devrait  
être une grande première dans  
les pays membres du pacte de  
Varsovie : un gouvernement  
dont le chef ne sera pas membre  
du Parti communiste. Tel est en  
effet la solution que le chef de  
l'Etat, le général Jaruzelski,  
l'homme du coup de force de  
décembre 1981, a accepté  
d'envisager après son entrevue  
de jeudi soir avec M. Lech  
Walesa et les chefs des deux  
petites formations autrefois  
dociles alliées du POUF, les  
Partis paysan et démocrate.  
Pour tous, les enjeux de la  
perte en cours sont considéra-  
bles. Pour le POUF d'abord, qui,  
après sa déroute aux élections  
du mois de juin, risque de se  
trouver littéralement marginalisé  
au sein d'un régime qu'il domine  
exclusivement depuis plus de  
quarante ans. Une bonne partie  
de ses membres ne se résignent  
nullement à un tel sort, et la  
réaction du nouveau premier  
secrétaire, M. Mieczyslaw  
Rakowski - qui a accusé Solida-  
rité de tenter un « coup d'Etat  
politique » - en dit long sur  
l'esprit dans lequel il aborde les  
négociations qui vont précéder la  
formation du gouvernement.  
Avant perdu  
toute crédibilité dans la popula-  
tion, le PC polonais n'a pourtant  
d'autre choix que de s'efforcer  
de regagner, dans un système  
déformé par le POUF, le mini-  
mum d'audience qui lui permet-  
tra de demeurer une véritable  
force politique.  
Certains de ses membres,  
parmi les plus réformateurs, ne  
rejetent pas cette perspective -  
déjà envisagée par le PC hon-  
grois - mais il n'est nullement  
certain que le parti entier s'y ré-  
soudra. Le plénum du comité  
central de samedi s'annonce  
décisif.  
Le pari est tout aussi risqué  
pour Solidařité. Au sein même  
du mouvement de M. Walesa, nom-  
breux sont ceux qui jugent sui-  
cidaire de prendre en charge en  
participant au gouvernement -  
voire en assumant la direction  
la situation économique et  
sociale catastrophique léguée  
par le POUF. Sans doute Solida-  
rité dispose-t-il d'atouts. Une  
aide occidentale, d'abord, qui  
sera vraisemblablement accordée  
plus généreusement au nou-  
veau régime qu'à celui du parti  
unique communiste.  
Son récent  
triomphe électoral montre  
d'autre part que l'opposition  
d'hier jouit d'une large confiance  
qui l'autorise à exiger des Polo-  
nais les sacrifices qu'impose une  
indivisible cure d'austérité.  
Pour la Pologne tout entière  
enfin, l'aventure n'est pas sans  
péril. Pays martyr à des époques  
répétées de son histoire, elle ne  
s'est pas toujours caractérisée  
par le goût de la stabilité et de la  
sagesse. De vieux démons peu-  
vent encore se réveiller. Or  
l'expérience inédite qu'elle  
entreprend est suivie avec la  
plus extrême attention par ses  
voisins. Moscou a manifesté  
jusqu'à maintenant beaucoup de  
retenue, mais a laissé entendre  
que l'URSS espérait voir les  
Polonais faire preuve d'esprit  
de responsabilité, en particulier à  
l'égard de leurs alliés. L'angeu  
n'est pas seulement le maintien  
de la Pologne dans le pacte de  
Varsovie. Il y va aussi du sort  
de la parastatisme dans les pays  
frères, où l'exemple d'un sérieux  
dérèglement politique serait lourd  
de conséquences.



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13859 - 4,50 F      Fondateur : Hubert Beauve-Méry      Directeur : André Fontaine      SAMEDI 19 AOÛT 1989

Un pas décisif vers le règlement de la crise en Pologne

## M. Jaruzelski accepte que Solidarité anime la coalition gouvernementale

### Des enjeux considérables

Rien n'est joué, mais tout indique que la Pologne s'achève vers ce qui devrait être une grande première dans les pays membres du pacte de Varsovie : un gouvernement dont le chef ne sera pas membre du Parti communiste. Tel est en effet la solution que le chef de l'Etat, le général Jaruzelski, l'homme du coup de force de décembre 1981, a accepté d'envisager après son entrevue de jeudi soir avec M. Lech Walesa et les chefs des deux petites formations autrefois dociles alliées du POUF, les Partis paysan et démocrate.

Le comité central du PC polonais devait se réunir samedi 19 août pour déterminer sa position après que le chef de l'Etat, le général Jaruzelski, eut accepté jeudi soir que la direction du futur gouvernement ne soit pas confiée à un communiste et que Solidarité anime la coalition gouvernementale. M. Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique, membre de Solidarité, proche conseiller de Lech Walesa et candidat possible au poste de premier ministre, a été reçu vendredi matin par le président. Le chef du gouvernement devrait être élu par la Diète jeudi prochain 24 août.



PANCHO

## Le sourire de M. Geremek

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

Il faut voir les deux huissiers du Parlement le doigt sur la couture du pantalon, la main droite collée à la casquette en un salut militaire, au moment où M. Bronislaw Geremek, chef du groupe parlementaire de Solidarité, quitte le bâtiment, pour comprendre que quelque chose a réellement changé en Pologne. Il paraît que tous les huissiers n'ont pas le salut spontané, mais M. Geremek n'en était pas moins d'une humeur étrangement détendue jeudi soir 17 août à l'issue d'une nouvelle journée harassante de manœuvres politiques doublées d'une session de la Diète.

Il semble en effet qu'on ait pas mal progressé sur la voie de la formation d'un gouvernement à direction non communiste. Si M. Geremek se sent le cœur à sourire, c'est peut-être parce qu'il a eu dans la journée une heure et demie d'entretien en tête à tête avec le chef de l'Etat, le général Jaruzelski, avant que celui-ci ne

reçoive, ensemble, les présidents de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant les trois formations d'opposition, MM. Lech Walesa de Solidarité, Roman Malinowski du Parti paysan unifié (ZSL) et Jerzy Jozwiak, du Parti démocrate (SD).

Même si la Pologne n'en est plus à un retournement de situation près, quelle revanche pour un homme comme le professeur Geremek, lui-même membre du Parti communiste jusqu'à 1968, homme-clé de la période légale de Solidarité en 1980-81, puis interné pendant l'état de guerre, constamment surveillé par la police, chassé de son poste à l'université et aujourd'hui premier ministre!

Le pas décisif accompli jeudi est l'acceptation par le général Jaruzelski du principe d'un gouvernement de coalition, dont le premier ministre serait choisi par Solidarité. C'est en tout cas ce qu'ont compris ses interlocuteurs, notamment le président du SD, et c'est ce que l'on annonçait dans la

L'avenir du numéro deux français de l'assurance

## La Bourse autorise l'OPA de Suez sur Victoire

La plus importante offre publique d'achat jamais réalisée à la Bourse de Paris, celle de Suez sur le groupe d'assurances Victoire, pour un montant de 23 milliards de francs, a été déclarée recevable par le Conseil des Bourses de valeurs, vendredi 18 août. Suez a dû néanmoins rehausser de 1 800 F à 2 000 F le prix offert pour chaque action Victoire. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, explique les raisons de cette offensive.

« Pourquoi Suez a-t-elle lancé une OPA sur la Compagnie industrielle, principal actionnaire du groupe Victoire ?  
- Nous avons lancé cette OPA parce que nous n'avons pas obtenu d'accord avec M. Jean-Marc Vernes, le président de la Compagnie industrielle, quant au maintien de la structure traditionnelle de l'actionariat du groupe d'assurances Victoire. Suez était menacé de se retrouver minoritaire, face à un actionnaire pouvant devenir majoritaire.  
« Je vous rappelle que la Compagnie industrielle a, depuis une vingtaine d'années, trois actionnaires principaux, de poids à peu près équivalents : la Société centrale d'investissement, de M. Jean-Marc Vernes (25 %),

Suez (18 %) et Centenaire Blancy (16 %). Il y a aussi un autocontrôle important, d'environ 14 %, dans les mains du président de la Compagnie industrielle. Ce dernier, M. Jack Francis, était depuis longtemps une personnalité indépendante des trois groupes d'actionnaires et constituait en quelque sorte un quatrième membre de l'actionariat.  
« Tout le monde savait que Suez souhaitait augmenter un jour sa participation, mais nous avions toujours dit que nous ne le ferions que lorsque nos partenaires y auraient convenu.  
Propos recueillis par  
ERIK IZRAELEWICZ  
et DIDIER POURQUERY.  
(Lire la suite page 19.)

M. Chevènement face à la grogne des gendarmes

## Concertation et rappel à l'ordre

La réunion de concertation annoncée par M. Jean-Pierre Chevènement dans la lettre qu'il a adressée, jeudi 17 août, à toutes les gendarmeries de France, réunies, le 23 août, autour du ministre de la défense plus de quatre-vingts gendarmes venus de tout le territoire. Huit officiers, vingt-huit sous-officiers et trente-six gendarmes seront tirés au sort parmi les volontaires. Seule procédure acceptable, estime-t-on au ministère. D'ores et déjà, certaines organisations de « gendarmes en colère » ont fait savoir qu'elles ne répondraient pas à l'invitation. Celles-ci n'ont retenu du message ministériel que la ferme mise en garde à l'encontre de ceux qui ont franchi « la ligne jaune » de la contestation. Elles réclament comme un préalable la levée des sanctions disciplinaires prises à l'endroit d'un sous-officier de Narbonne, soupçonné d'avoir utilisé le système de

transmission interne à la gendarmerie pour appeler ses collègues à la grève des procès-verbaux.  
M. Chevènement a confirmé son intention d'annoncer avant la fin de septembre une série de mesures destinées à rééquilibrer les forces de gendarmerie sur le terrain. Les principales seraient la concentration des brigades territoriales, notamment autour des grandes agglomérations, ainsi que la réduction du nombre des escadrons de gendarmes mobiles dans le but de renforcer ceux qui seront maintenus. Enfin, la débudgétisation progressive des gendarmes affectés sur les autoroutes est envisagée. Des négociations sont en cours avec les sociétés d'autoroutes, qui pourraient payer elles-mêmes ces personnels, prélevés sur les effectifs existants sans création de postes.  
(Lire nos informations page 22.)

La protection des éléphants en Afrique

## Feu sur les braconniers du Kenya !

La Commission européenne a adopté un règlement portant interdiction définitive de l'importation d'ivoire provenant d'éléphants d'Afrique, a annoncé, jeudi 17 août, un porte-parole de la Commission.

NAIROBI  
correspondance

Il y a moins d'un an, à l'occasion d'un numéro spécial consacré à la lutte contre le braconnage, l'hebdomadaire kenyan Financial Review (aujourd'hui interdit) avait fait preuve de cynisme en publiant, le dessin de soldats massacrant avec allégresse un troupeau d'éléphants. La légende ne précisait pas si les soldats étaient kenyans ou s'ils venaient

d'un pays limitrophe. Mais l'allusion au laxisme gouvernemental était suffisamment éloquent pour éclairer la lanterne du wananchi (citoyen) le moins averti. Aujourd'hui, l'ère du sarcasme est révolue. La protection des parcs nationaux et la défense des animaux sauvages sont devenues, tourisme oblige, une des préoccupations majeures du gouvernement de M. Daniel Arap Moi.

Un des premiers signes de ce tournant a été la nomination, en avril, du professeur Richard Leakey à la tête du département chargé de la protection de la nature et des parcs nationaux. Fils des célèbres anthropologues Louis et Mary Leakey, Richard Leakey, quarante-cinq ans, est lui-même un chercheur de renom international et un ardent défenseur de la faune africaine. C'est à ce double

titre qu'il a pu diriger, pendant près de vingt ans, le Musée national de Nairobi et qu'il figure parmi les principaux animateurs de la puissante East African Wildlife Society. Sa nomination marque un changement radical dans les faits comme dans le ton : la politique « musclée » du professeur Leakey a de quoi inquiéter autant les braconniers que les fonctionnaires corrompus.  
Quelques jours avant la cérémonie « historique » du 18 juillet, au cours de laquelle les autorités kenyanes ont fait brûler tout leur stock d'ivoire confisqué (12 tonnes), le professeur Leakey avait prévenu la presse étrangère : jusqu'à présent, avait-il expliqué en substance, vous avez été habitués à voir des photos d'éléphants massacrés.  
CATHERINE SIMON.  
(Lire la suite page 4.)

### GUY BEART

CHANSON CRÉÉE A BEYROUTH LE 13 MAI 1989

## LIBAN LIBRE

GUY BEART ET LES ENFANTS LIBRES

Liban Libre...  
libre  
Liban

UN DISQUE  
DE LIBERTÉ ET D'ESPÉRANCE • UN DOCUMENT ÉMOUVANT

DISQUES EMPORTEL POCHETTE DOUBLE  
PHOTOS, TEXTES ET TÉMOIGNAGES

45 T CHEZ VOTRE DISQUAIRE

M 0147 - 0819 D - 4,50 F  
3790147004500 08190

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,98 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 435 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 0,400 LD ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

لبنان حرة



IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNEE TERRIBLE

L'année 1940 apparaît comme la « belle époque » du régime Pétain, qui se cherche une doctrine. Il croit la trouver dans la Révolution nationale, dont la devise, « Travail, famille, patrie », dit assez l'inspiration littéralement réactionnaire.

« L'E régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur une idée fautive de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des chances données à tous les Français de prouver leur aptitude à servir [...] ». Le message du 10 octobre 1940 fournit une bonne approche du nouveau régime : depuis des mois, d'ailleurs, le chef de l'Etat français se répandait en déclarations et articles qui aident à définir ce qu'on appelle la « Révolution nationale ». Il s'agit, répétons-le bien, de l'œuvre de Vichy, sans intervention de l'occupant Pétain, qui se serait bien passé de la collaboration d'Etat et de relations compliquées avec le Reich, se passionnant à l'idée de remodeler la France.

Le « Maréchal » aurait préféré le terme de « rénovation nationale ». Du moins expliqua-t-on que la révolution était celle des astres qui repassent toujours par leur point de départ.

Ce qui comptait, c'était ce que Pétain appela dès juin 1940 un « redressement intellectuel et moral », une sorte de révolution culturelle.

Vichy reconnaît parfois — Borotra le fit à l'égard de Léo Lagrange — ce qu'il devait au régime précédent, mais la plus part du temps il entendait faire table rase, proposant, selon la distinction classique de Péguy (la vedette de l'année 40 !), une mystique qui ne se dégraderait pas en politique. La Révolution nationale, avec pour devise « Travail, famille, patrie », repose sur un syncrétisme idéologique, dont le maurrassisme ne fut qu'une référence parmi d'autres. La doctrine n'est pas seulement le contre-pied de la grande Révolution, même si la critique de la Liberté (« notion abstraite ») et encore plus de l'Egalité, comme le retour en deçà du libéralisme, les propos pessimistes sur l'homme et la société, sont autant d'indices d'un fond réactionnaire — au sens exact du terme — trouvant ses origines dans la contre-révolution.

On y retrouve aussi le remue-ménage idéologique des non-conformistes, qui, dans les années 30, agitaient toutes les familles politiques, mettant en cause le modèle de la démocratie libérale. Vichy prétendra avoir trouvé une troisième voie, entre le libéralisme désœuvré et le collectivisme écrasant. L'économie, notamment, sans se passer de ce « moteur puissant qu'est le profit », devait être « organisée et contrôlée » pour en finir avec la « ténébreuse alliance [...] du capitalisme international et du socialisme international », et donc avec la lutte des classes. Moins soucieux du rôle de l'Etat que ne le fut le régime nazi, on envisageait un corporatisme à la française, incitant les professionnels à s'organiser eux-mêmes.

CERTAINS thèmes récurrents complètent la panoplie idéologique : le « retour au réel », au bon sens, contre l'abstraction, le jargonisme, le rationalisme ; le modèle, c'est l'homme de la terre (qui, « elle, ne ment pas »), plein de vertus ancestrales. Contre l'intellectualisme, on prône le travail manuel, le métier, l'artisan ; on évoque les « hiérarchies naturelles », les « élites véritables », car « il ne suffit plus de compter les voix, il faut peser leur valeur ».

On s'attaque en termes violents à l'individualisme corrompeur pour mieux exalter la « communauté » (encore un terme-clé des années 30). On glorifie la nation, mais, très vite, au nom de la « seule France », on combattra l'« ennemi intérieur » ; sans être encore spécifiquement policier, le régime est répressif dès ses débuts.

L'absence de contrôle parlementaire donnait à un gouvernement qui ne se contenta pas de sermons moralisateurs, mais déborda d'activité souvent brouillonne, les moyens de faire aboutir un très grand nombre de mesures, dont certaines ne furent pas abolies après la Libération. Et Vichy légiférait pour les deux zones (avec, d'ailleurs, un seul Journal officiel), même si les autorités d'occupation

superposaient en zone nord leur propre réglementation.

La hargne contre l'« ancien régime », la Troisième République accusée de tous les maux, prit parfois des aspects puérils : Jaurès, Zola, Anatole France, perdirent leurs rues ; on modifia l'ordre des préséances : « Quand je pense qu'un général de division passait après un préfet [...] », s'exclame le général Brécard, directeur du cabinet militaire du « Maréchal ». On fit surtout un grand ménage politique : conseils généraux remplacés par des « commissions administratives nommées par le préfet », maires et élus municipaux des agglomérations de plus de 2 000 habitants nommés. Enfin, pour casser définitivement le « pouvoir syndical », qui a fait tellement peur en 1936, les centrales ouvrières sont supprimées (par une fausse symétrie sont également dissous la Confédération générale du patronat français, le Comité des Forges de France et le Comité central des Houillères de France).

On entame largement l'édifice laïque de feu la République : suppression des écoles normales d'instituteurs pour mêler les futurs maîtres d'école aux élèves des lycées ; abolition des lois sur les congrégations ; bien plus — et bon nombre de ces mesures, trop cléricales, devront être rapportées en 1941 — on rétablit dans les programmes les « devoirs envers Dieu », on autorise le catéchisme à l'école ; et les subventions des communes aux écoles privées (ce que souhaitait vivement l'épiscopat).

Nous ne pouvons donner qu'un aperçu sélectif de ce prurit réformateur. Un certain nombre de mesures prises — et le plus souvent présentées comme « provisoires » — sont, il est vrai, imposées par les circonstances. Il fallait faire face aux dégâts des six semaines de guerre : 400 000 immeubles touchés, 3 300 ponts détruits, production industrielle d'autant plus affaiblie qu'on est maintenant privé de la sidérurgie lorraine et de la houille du Nord-Pas-de-Calais. A la baisse du revenu national, évaluée au tiers par Yves Bontillier, ministre des finances, s'ajoutent les effets du blocus britannique, les livraisons exigées par l'Allemagne. A l'automne 40, on dénombre quelque 800 000 chômeurs. Au point que, sous couvert d'une préférence idéologique pour la mère au foyer, on interdit d'emploi, dans l'administration, les femmes mariées (sauf si elles ont trois enfants ou ont passé un concours de recrutement) dont le conjoint travaille.

L'OCCUPANT exerçait des pressions pour que soient mises en place les structures d'une économie de temps de guerre. Mais, comme il était vraisemblable qu'en zone nord il agirait dans son intérêt, les responsables de Vichy préférèrent prendre les devants, créant dès le 16 août des « comités d'organisation », dans chaque branche d'industrie (y compris l'industrie cinématographique). Vichy s'efforça de nommer à leur tête des patrons d'esprit plutôt moderniste et réformateurs, dont les pouvoirs réels étaient seulement bridés par un commissaire du gouvernement.

Ce parfum modernisateur ne caractérise guère, en revanche, les mesures inspirées directement de la doctrine officielle : l'emportèrent alors, en effet, l'obsession de l'ordre, de l'autorité, le retour à un âge d'or mythique. D'abord, des mesures que la brochure gouvernementale *Six mois de Révolution nationale* présente sous un titre bien fâcheux : « La défense des races ». Pour lutter contre l'alcoolisme, on interdit la vente des apéritifs tirant plus de 16 degrés (censés être « convulsifs »), on supprime le privilège des bouilleurs de cru. En attendant les heureux effets du sport, toujours pour améliorer la race, dans toutes les écoles, les enfants reçoivent du lait à leur goûter.

Par ailleurs, on organise les professions. Apparaît, le 26 octobre 1940, l'ordre des médecins, auquel tout praticien doit adhérer ; les membres des conseils sont évidemment nommés par le ministre. Le 2 décembre est créée ce qu'on dénomme généralement la « corporation paysanne », qui s'occupe de toutes les activités liées à la terre, rassemblant tout le monde, des salariés aux propriétaires non-exploitants, avec une organisation pyramidale (élections à la base, nomination au sommet) et des commissaires de gouvernement pouvant renvoyer au ministre toute mesure suspecte.

En bon régime autoritaire, Vichy s'efforça de mettre en place une « politique de la jeunesse ». Contre le célèbre « esprit de jouissance », imputé au relâchement dans l'éducation qui aurait fait des classes de troisième autant de Byzances, on martela les nouveaux mots d'ordre : hiérarchie, discipline. Mais le



Les chantiers de la jeunesse, un service civil obligatoire.

## XXV - Les beaux jours de la Révolution nationale

choix se fit en faveur d'une jeunesse unie, et non unique, ce qui aurait beaucoup déplu à l'Eglise catholique, dont les militants encadraient nombre de nouveaux mouvements. Ministres, personnalités officielles et officieuses, Philippe Pétain lui-même, planchèrent sur les méthodes pédagogiques : en gros, défiance de l'intellectualisme, réhabilitation de la morale, du travail manuel et des exercices physiques ; mais, dans le même temps, dans les lycées, on supprimait la filière « moderne » (sans latin), au profit exclusif des humanités classiques. Ne sachant trop quoi faire de 92 000 appelés de la classe 40, on les confia le 4 juillet à un général de cinquante-six ans, polytechnicien, ancien scout, Joseph de La Porte du Theil, un pétainiste inconditionnel ; le 30, il était décidé que ces appelés feraient dans des « chantiers de la jeunesse » un service civil obligatoire de six mois, porté bientôt à huit. Cette institution emblématique du régime accueillera 360 000 jeunes gens de la zone sud dans des camps situés le plus loin possible des villes, souvent dans des forêts, mêlant l'éducation physique, l'initiation professionnelle et les travaux d'utilité publique (coupe de bois, terrassements). Le style militaire (cheveux courts, pratique intense de cette gymnastique typiquement française qu'était l'« hébertisme », salut aux couleurs) était nuancé de scoutisme : feux de camp, veillées consacrées à des causeries morales. Les Allemands se méfièrent — à tort, car ce n'était pas de saison en 1940 — d'une institution qui leur semblait revancharde, et l'interdirent en zone nord. Et si certains Français gardèrent des mois qu'ils y passèrent un souvenir mémorable, d'autres en critiquèrent l'ennui, l'improvisation sans moyens, la faiblesse des cadres.

D'ailleurs, mouvements et associations d'inspiration voisine pullulaient : ainsi ces « Compagnons de France », d'Henry Dhavernas, qui n'avaient aucun caractère officiel, mais recevaient de fortes subventions de l'Etat, pour faire travailler des jeunes désstabilisés dans une atmosphère mi-médiévale mi-scouts : le « maître-compagnon » commandait à des chefs de « cités », de « bailliages », de « commanderies », etc. Toutes ces activités consommaient des chefs. On les forma dans une soixantaine d'écoles, dont trois nationales : une féminine, à Ecully-lès-Lyon ; celle de la zone nord, à La Chapelle-en-Serval (Oise), qui adopta vite une ligne pro-nazie ; enfin celle d'Uriage, dont la notoriété fut telle qu'elle provoqua encore des polémiques. Ce fut la création du capitaine de chars Pierre Dunoyer de Segonzac (le « vieux chef »), un homme de caractère, fort libre d'esprit, installé

par Jean-Pierre Azéma

d'abord près de Gannat, puis, pour fuir les intrigues de Vichy, dans la solitude du château d'Uriage, près de Grenoble. Avec quelques civils, de jeunes officiers et un aumônier, l'abbé de Naurois, il forma des cadres pour les chantiers de la jeunesse, puis des fournées de volontaires (plus de 3 000). On veut éduquer des élites, par un style de vie viril, voire spartiate, qui forge le caractère, développe le sens de l'équipe, apprend à se conduire en chef, à intégrer la tradition et le meilleur du monde moderne, travail manuel et libre confrontation des idées (Hubert Beau-Méry y dirigera le bureau des études). L'autre but est patriotique, car les hommes d'Uriage n'ont jamais admis la défaite. Mais, en 1940, ils jugent encore, comme les hommes de Vichy, que la revanche doit se préparer par la Révolution nationale, et affichent une loyauté totale à Pétain en croyant à son double jeu à l'égard du Reich.

APRÈS quelques tâtonnements, le régime bénéficia à l'automne de ce qu'Yves Durand nomme le « pétainisme ouvert ». Le ralliement le plus visible est celui de l'Eglise catholique. Une partie des clercs a trop vite expliqué que la France avait été punie par la Providence ; après quoi, la hiérarchie a adopté officiellement une position relativement prudente à l'égard du régime, demandant : « [...] que, sans infatigation, soit pratiqué un loyalisme sincère et complet envers le pouvoir établi ». A titre individuel, des prélats, tel Pierre-Marie Gerlier, le primat des Gaules, cautionnaient la Révolution nationale (« Travail, Famille, Patrie, ces trois mots sont les nôtres »), faisant même allégeance à Pétain. « Car Pétain, c'est la France ; et la France aujourd'hui, c'est Pétain ».

Le nombre — inhabituel — de catholiques militants dans les cercles du pouvoir souligne cette entente cordiale. Mais il ne faut pas surestimer les effets de cet appui de l'Eglise : les catholiques étaient de fait exclus de la vie politique française depuis 1880 ; ni les sous-estimer : une partie de la population était sensible à cet accord, la France restant de culture catholique. Et les catholiques pratiquants ont réagi en se partageant, comme le reste de la communauté française. Le maréchalisme de base confortait, en 1940 du moins, l'adhésion à

la Révolution nationale : on parlait alors de pétainisme (ou de pétinisme). Mais il faut établir des distinctions. Nommons pétainistes musclés ceux qui adhéraient pleinement à la doctrine et aux pratiques, voulant balayer sans états d'âme l'ancien régime : les plus bruyants venaient de la droite extrême, comme les maurrassiens, volontiers coupeurs de têtes. Il y avait des pétainistes « actifs », qui approuvaient les objectifs de la Révolution nationale, mais penchaient pour une pratique moins revancharde.

Bien différents furent les pétainistes par tentation, qui n'excluaient pas, en 1940, de faire, avec prudence, un bout de chemin avec le régime on qui espérait tirer de lui ce qu'il avait de meilleur : Emmanuel Mounier, une partie de l'encadrement d'Uriage et d'autres pensaient — comme d'ailleurs certains résistants — qu'on pouvait promouvoir des valeurs communautaires sur les débris du désordre établi. A l'autre extrémité, enfin, on trouve (mais leur nombre est difficile à apprécier) les pétainistes par défaut, pour qui l'Etat français était la solution la moins déraisonnable, et les pétainistes passifs, qui suivaient l'idéologie dominante par légalisme, par prudence, voire par indifférence.

A la fin de 1940, il est encore difficile de percevoir certaines des contradictions internes de cette Révolution nationale, à commencer par la difficulté d'opérer une révolution culturelle dans un pays occupé. Rétrospectivement, c'est bien la « belle époque » du règne de Philippe Pétain, même si dès les premiers mois de l'année 1941 une partie des pétainistes passifs allaient glisser dans l'attentisme.

### REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- La Gouvernance de Vichy 1940-1942, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972, 372 p.
- Michèle Coignet-Labrousse, Vichy et le fascisme, Bruxelles, Complexe, 1987, 267 p.
- Wilfrid D. Halls, Les Jeunes et la politique de Vichy, préface de Jean-Pierre Rioux, Paris, Syros, 1988, 502 p. Important.
- Les Cahiers de l'animation, avril 1985, Marly-le-Roi, INEP, 205 p.
- « Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy », Les Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, Paris, éditions du CNRS, juin 1988.

Prochain article  
Paris  
à l'heure allemande



POLOGNE : le processus de formation du nouveau gouvernement

Satisfaction à Washington, prudence à Moscou

Le porte-parole du département d'Etat à Washington, M. Richard Boucher, a déclaré jeudi 17 août que les Etats-Unis « se réjouissent des progrès réalisés dans la formation d'un gouvernement polonais disposant d'un large soutien populaire ». « La Pologne, a-t-il ajouté, fait face à une difficile période de transition d'un Etat dominé par un système à parti unique vers un système plus démocratique et pluraliste. Ce processus doit être géré au sein de la Pologne elle-même. [...] Nous avons pour principe de ne pas nous immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays. »

Même prudence à Moscou, où le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Iouri Gromitski, a déclaré lors d'un point de presse que le Kremlin considérait la situation en Pologne comme « une affaire interne au pays ». Interrogé sur les réactions de l'URSS en cas de formation d'un gouvernement non communiste à Varsovie et sur les répercussions éventuelles pour le pacte de Varsovie et le COMECON, M. Gromitski a estimé que ces questions étaient hypothétiques et qu'on ne pouvait qu'attendre et voir. Certains responsables soviétiques confiaient en privé à des

diplomates occidentaux que Moscou était plus préoccupé par la stabilité politique et économique de la Pologne que par le maintien des communistes au pouvoir. Le ton était plus dur à Prague, où l'organe du Parti communiste, *Rude Pravo*, écrivait jeudi, en citant des commentateurs politiques à Varsovie, que « Solidarité avait rompu ses engagements à différentes reprises depuis sa réinstallation au mois d'avril ». La presse est-allemande s'est abstenue jusqu'à présent de rendre compte en détail des tractations sur la formation du nouveau gouvernement polonais.

Le sourire de M. Geremek

(Suite de la première page.)

Selon l'un des principaux conseillers de M. Walesa, Jacek Kuron, le président de Solidarité a également suggéré au général Jaruzelski trois noms de premiers ministres possibles : Jacek Kuron lui-même, le professeur Geremek et Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique, ancien député et aujourd'hui rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tygodnik Solidarnosc*.

Interrogé sur le choix du premier ministre, Lech Walesa s'est contenté d'appliquer à répéter publiquement tout l'après-midi que cela relevait du président de la République, tandis que M. Geremek rappelait tard dans la soirée qu'en Pologne « rien n'est jamais définitif ». L'ancien ministre affirmait qu'il ne veut pas être premier ministre. « Je n'en ai pas envie, nous a-t-il expliqué. J'ai fait

les calculs nécessaires et dans ces calculs je ne vois pas la possibilité d'un gouvernement dont je serais le chef. »

Une façon élégante sans doute de dire que sa candidature ne serait pas acceptable pour ce qui compte encore au POUF - l'armée et la police par exemple - voire pour les autres pays du bloc soviétique, ou bien qu'il n'aurait pas les conditions assez franches pour accepter de tenter l'aventure. Il est vrai aussi qu'il y a quatre mois M. Geremek ne voulait pas entendre parler d'une candidature aux élections parlementaires et qu'il a fini par plier sous la pression de Walesa.

Le choix de M. Kuron, rebelle dans l'âme, totalisant neuf ans de prison, paraît bien improbable : il ne faut donc pas exclure qu'il soit finalement fait appel à M. Geremek malgré toutes ses réticences.

Il ne faut pas exclure non plus le choix d'une personnalité proche de Solidarité sans être une figure marquante. La formulation adoptée par M. Geremek lorsqu'il évoque ce sujet est à cet égard soigneusement choisie : « La condition sine qua non - dit-il - est que le premier ministre soit nommé par nous. »

Démision du général Kiszczak

De longues journées de tractations s'annoncent donc encore et, si l'on en croit l'entourage de Lech Walesa, la décision sur le nouveau gouvernement ne devrait pas être prise avant la semaine prochaine, lorsque la Diète se réunira à nouveau le 23 août. Le Parlement pour-

rait alors élire le 24 le premier ministre - le général Kiszczak ayant, pure formalité, démissionné jeudi du poste qu'il n'a jamais vraiment occupé.

On pourra faire observer que, en fin de compte, si la solution d'un gouvernement Solidarité-ZSL-SD-POUF est bien retenue, le général Jaruzelski pourra se dire qu'il a réalisé son grand rêve de « large coalition ». Mais M. Geremek tient à corriger : « La différence entre la coalition de Jaruzelski et celle-ci ne réside pas dans les termes, mais dans la méthode. Jaruzelski voulait que Solidarité participe au système de la nomenklatura communiste. Nous, nous voulons que ce soit Solidarité qui forme le gouvernement. »

Cela, aux yeux du professeur, sonnerait le glas du système de la nomenklatura c'est-à-dire de l'attribution par le Parti de tous les postes de décision, système qui concerne actuellement, d'après les estimations de l'opposition, un million de cadres. L'éradication de ce système au niveau du gouvernement, espère M. Geremek, se répercuterait ensuite progressivement dans les échelons inférieurs.

Il reste au POUF à prendre position sur la question du gouvernement de coalition. M. Rakowski, le nouveau premier secrétaire du parti, a été reçu à son tour jeudi après-midi par M. Jaruzelski et en a conclu que la perspective d'un gouvernement de « grande coalition » était de nature à atténuer la crise gouvernementale. C'est la première observation conciliante que formule M. Rakowski depuis plusieurs jours. Il avait notamment parlé d'une « tentative de coup d'Etat politique » de Solidarité. Mais il y a fort à parier que le plénum du comité central, convoqué pour samedi, se révélera orageux.

« Tout n'est pas réglé, ni du côté de Moscou ni de Varsovie », où la situation reste « tendue » au Parti et dans l'armée notamment, a estimé M. Geremek tandis que M. Walesa reconnaissait que le Parti joue encore un rôle « assez important ».

SYLVIE KAUFFMANN.

URSS : le « programme » du PC sur les nationalités

Rappel des principes et mises en garde

Moscou (AFP). - Le « programme » du Parti communiste soviétique sur la question nationale publié jeudi 17 août par la *Pravda* prévoit une certaine décentralisation, en particulier économique, au sein de l'Union tout en admettant une mise en garde aux éléments « extrémistes » qui tentent d'aggraver la situation dans plusieurs régions.

L'Union et inversement. Le document propose que le comité de contrôle constitutionnel de l'URSS soit chargé de l'examen des « divergences », qui pourront apparaître entre le centre et les Républiques.

Autonomie économique

La plate-forme prévoit également le passage à des formes d'autonomie économique pour les Républiques. Le centre doit cependant veiller à ce que cette autonomie économique républicaine ne porte pas dommage aux intérêts généraux du pays, ainsi qu'à la défense et à la sécurité de l'URSS.

Le document envisage également la nécessité de créer, pour l'immense Fédération de Russie (RSFSR), des structures notamment administratives, économiques et idéologiques qui lui soient propres, ce qui n'est pas le cas actuellement. On propose, de même, de créer deux Chambres au Soviet suprême de la RSFSR (apparemment une Chambre des nationalités au côté de celle de la Fédération), de façon à mieux répondre aux aspirations des multiples peuples qui vivent dans la Fédération.

● Les russophones d'Estonie ont suspendu leur grève. - Les ouvriers russophones de la République baltique d'Estonie ont repris le travail, vendredi 18 août, après dix jours de grève, ont indiqué les organisateurs du mouvement. Les dirigeants estoniens avaient accepté le 18 août de réexaminer deux lois relatives à leur Constitution et à l'élection des soviets locaux, lois que les russophones estimaient discriminatoires. - (Routier).

● De nombreux Soviétiques d'origine allemande émigreront vers la RFA. - 52 000 Allemands de la Volga, déportés sous Staline en Asie centrale, ont émigré l'an passé en RFA et 40 000 autres ont déjà quitté l'URSS cette année, a indiqué jeudi 17 août la Société pour le Renouveau des Soviétiques d'origine allemande. Cette société veut encourager ces émigrés à se réinstaller dans la République allemande autonome de la Volga, supprimée en 1941. Une commission parlementaire spéciale a été créée récemment pour étudier les moyens de ce rétablissement.

● Soljenitsyne à la télévision soviétique. - Trente-cinq minutes extraites de l'émission accordée par Alexandre Soljenitsyne à Bernard Pivot en 1985 ont été diffusées jeudi 17 août, à la télévision soviétique, après une heure du matin.

● Publication d'articles de Léon Troski. - Le mensuel *Mokodol Komunist*, des jeunes communistes, a publié dans son dernier numéro une série d'écrits de Léon Troski dont l'unique publication remonte à décembre 1923, dans la *Pravda*. Parmi ces articles figure le « Cours nouveau », où Troski s'en prend en particulier à l'appareil du PC et à ses « tendances au bureaucratisme ».

TURQUIE

Série d'attentats à la bombe

Une bombe de forte puissance a explosé jeudi matin 17 août à Aydin, à une centaine de kilomètres d'Izmir, tuant une fillette de sept ans et blessant ses deux petites sœurs. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les observateurs constatent qu'il a été commis dans la ville où sont morts, le 2 août dernier, deux prisonniers politiques en grève de la faim.

A Istanbul, quatre explosions se sont produites dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 août. Les dégâts ne sont que matériels. Les engins avaient été placés devant les quatre palais de justice de la ville. Le mouvement d'extrême gauche Dev-Sol (Gauche révolutionnaire) a revendiqué l'un de ces attentats et déclaré qu'il s'agissait d'une protestation contre les mauvaises conditions de détention dans les prisons turques. Selon un responsable de la communauté turque en Suisse, vingt-trois détenus, qui sont en grève de la faim depuis plusieurs semaines, seraient actuellement dans un état critique. - (AFP).

TCHÉCOSLOVAQUIE : pour avoir appelé à manifester le jour anniversaire de l'intervention soviétique de 1968

Deux opposants ont été arrêtés et incarcérés

Deux opposants de Slovaquie, le militant catholique Jan Carnogursky et le philosophe Miroslav Kusy, ont été incarcérés, a annoncé jeudi 17 août à Prague le porte-parole du ministère tchécoslovaque de l'intérieur.

MM. Carnogursky et Kusy sont poursuivis pour « incitation à la rébellion et subversion », motifs pouvant théoriquement valoir en Tchécoslovaquie jusqu'à dix ans de prison. Ces militants connus de l'opposition avaient adressé le 4 août une lettre ouverte au gouvernement slovaque dans laquelle ils appelaient leurs compatriotes à honorer dimanche dans plusieurs villes de Slovaquie « la mémoire des citoyens fusillés en août 1968 », lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Deux autres opposants slovaques co-signataires de cette lettre, l'écrivain Hana Ponicka et le journaliste Stanislav Sedivy, ont été inculpés d'incitation à la rébellion mais laissés en liberté, a précisé le porte-parole officiel.

Le gouvernement fédéral tchécoslovaque a, par ailleurs, publié jeudi une « déclaration à tous les citoyens tchécoslovaques » mettant en garde contre toute manifestation le 21 août.

Les principaux mouvements tchécoslovaques d'opposition ont encouragé leurs concitoyens à « se promener » dans le centre des villes lundi prochain et à y observer deux minutes de silence à la mémoire des victimes de l'intervention militaire extérieure. Plusieurs personnalités de l'opposition ont cependant appelé, à titre personnel, à ne pas descendre

dans la rue, jugeant trop importants les risques de provocation. D'autre part, Stanislav Sedivy a été libéré et placé, mercredi, dans un hôpital civil à Gottwaldov (Moravie), a annoncé la Charte 77 dont il est l'un des anciens porte-parole. Il avait été arrêté le 7 août et avait immédiatement entamé une grève de la faim, comme lors de ses précédentes incarcérations, en mars et mai derniers.

Une procédure judiciaire pour « incitation à la rébellion » reste toutefois en cours contre lui, selon ses proches.

La déclaration de la Diète polonaise

La Diète polonaise, réunie jeudi 17 août, a condamné l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, comme l'avait déjà fait le Sénat et, mercredi, le PC hongrois.

Dans une déclaration adoptée à une très forte majorité, les députés estiment que « l'intervention était en violation des droits imprescriptibles de chaque peuple à l'autodétermination, la démocratie, la liberté et en violation des droits de l'homme ».

Les parlementaires polonais soulignent ensuite « aux forces démocratiques » en Tchécoslovaquie « beaucoup de succès » dans leurs efforts visant à assurer « liberté, souveraineté et démocratie » aux peuples de Tchécoslovaquie.

Une ovation a salué dans l'hémicycle l'adoption du document. - (AFP).

(Rappelons que 173 sièges - sur 466 - sont occupés à la Diète par des membres du Parti communiste. - NDLR)

Diplomatie

La visite de M. Michel Rocard dans le Pacifique sud

Accueil chaleureux des autorités australiennes

CANBERRA de notre envoyé spécial

Pour la première visite officielle d'un premier ministre français, les autorités australiennes ont réservé à M. Michel Rocard, arrivé vendredi matin 18 août, pour un séjour de quarante-huit heures, première étape de sa tournée dans le Pacifique sud, un accueil de choix. Sur l'aéroport de Canberra, le visiteur a été salué de dix-neuf coups de canon, avant de passer les troupes en revue.

Le « grand jeu » - selon l'expression d'un observateur français - ainsi déployé par les Australiens était d'autant plus symbolique de la volonté de rapprochement entre les deux pays qu'il contrastait singulièrement avec la modeste des manifestations de désapprobation qui attendaient M. Rocard pour sa toute première étape sur le sol australien, au War Memorial, où il a déposé une gerbe, le premier ministre français était attendu par... une manifestation, qui a défilé une affiche avec les mots : « French, out of Murrumbidgee » (Français, hors de Murrumbidgee) et le signe des mouvements pacifistes. Plus tard dans la journée, une poignée de manifestants ont, devant le National Press Club, crié « French, go home ! » et bombardé le cortège de projectiles alimentaires, provoquant une brève escarmouche avec la police. Lors des entretiens plus longs que prévu, vendredi matin, entre M. Rocard et son homologue australien, M. Bob Hawke ne semble pas avoir remis sur le tapis la question des essais nucléaires français. En revanche, les questions de l'environnement ont occupé plus de la moitié de la discussion. Un communiqué conjoint propose que les Etats parties prenantes du traité de l'Antarctique négocient une convention afin de classer cette zone en réserve naturelle. Dès la réunion des pays du traité de l'Antarctique, en octobre à Paris, la France et l'Australie soumettront cette proposition, dans l'idée qu'une telle convention soit élaborée et adoptée dès 1990. Le communiqué aborde aussi d'autres sujets, toujours liés à l'environnement, sur lesquels les deux pays veulent travailler ensemble.

La question des Fidji (où M. Rocard se rendra dans quelques jours), a été également abordée puisque le premier ministre australien

lien a demandé (Le Monde du 18 août) que la France suspende son aide militaire aux Fidji - alors que la France affirme ne pas aider militairement ce pays. Interrogé, lors de sa prestation devant le National Press Club, sur ce sujet, M. Rocard a manifesté l'ironie, dénonçant des « rumeurs » qui peuvent toutefois entretenir des « malentendus ».

A Canberra, M. Rocard a également été entendu par les membres de la commission parlementaire des affaires étrangères, de la défense et du commerce. Il a prononcé un discours devant la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization (CSIRO) avant de s'adresser, en fin de journée, à la communauté française. Enfin, M. Rocard a rencontré à son hôtel M. Andrew Peacock, leader de l'opposition. Chaque fois, M. Rocard a insisté sur le renforcement des relations bilatérales, qui doivent devenir « privilégiées », mais aussi sur une meilleure intégration des TOM français du Pacifique dans leur environnement régional. Le premier ministre a également lancé un véritable feu d'artifice de propositions pour de nouvelles coopérations, notamment dans les domaines scientifiques et économiques. La rédaction d'un communiqué commun sur l'environnement - dont M. Rocard a rappelé que c'est l'un des thèmes « principaux » de son voyage dans le Pacifique -

constitue évidemment le plus spectaculaire volet de cette nouvelle idylle. M. Rocard s'est aussi employé à justifier, avec force, la politique de défense de la France, en précisant que si « la France peut comprendre les sentiments » que suscitent les essais nucléaires de Murrumbidgee, elle « souhaite d'abord que sa politique de défense soit connue et comprise ».

Enfin, tout en tentant de convaincre les Australiens que l'Europe du marché unique ne sera pas la « forteresse » qu'ils ont pu redouter, M. Rocard a constaté que le niveau des relations économiques franco-australiennes « n'est pas à la hauteur de ce qu'il devrait être ». Dernier sujet et non le moindre, M. Rocard a regretté de n'avoir pas pu se rendre en Nouvelle-Zélande. Les problèmes de délai l'en empêchaient. Mais aussi, reconnaît-il en privé, le fait que les cénacles de l'affaire du Rainbow Warrior sont encore trop fraîches. D'ailleurs, même à Canberra, M. Rocard n'a pas manqué d'être interpellé sur le sujet. Il a répondu, avec une certaine solennité : « L'affaire du Rainbow Warrior est une faute immense pour laquelle la République française a présenté ses excuses publiques à la Nouvelle-Zélande et pour laquelle le citoyen français que je suis présente à nouveau ses regrets à la communauté internationale ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

A la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU

L'expert français s'en prend vivement au représentant chinois

GENÈVE de notre correspondante

Le débat sur la Chine s'est poursuivi, jeudi 17 août, devant la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, avec, notamment, une très vive intervention de l'expert français Louis Joinet contre l'observateur chinois Zhang Yishan. Ce dernier avait quitté la salle, mercredi, alors qu'un étudiant chinois, Li Lu, qui parlait en tant que membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, apportait son témoignage sur la répression. M. Zhang Yishan avait aussi traité l'étudiant, recherché en Chine, de « criminel ».

M. Joinet, jugeant ce comportement « très grave » et ces propos « diffamatoires », a alors déclaré qu'il appartenait aux tribunaux de se prononcer. « Nous avons trop souvent entendu de tels propos qui consistent à criminaliser les opposants, afin de les discréditer, puis de les marginaliser », a-t-il poursuivi, citant l'exemple de l'avocat Mario Soares, qualifié de « terroriste » par le régime de Salazar, et celui de

Felipe Gonzalez, également traité de cette manière sous Franco. « Quelle est la norme de droit international qualifiant de crime le simple fait de manifester, qui plus est, je le souligne, pacifiquement ? », a demandé l'expert français. Si, néanmoins, il est prouvé que le dirigeant des étudiants chinois Li Lu est un criminel, la justice chinoise, a ajouté M. Joinet, a certainement émis un mandat d'arrêt international, qui « sera donc transmis à Interpol, organisme auquel la Chine a adhéré ; dans ce cas, de deux choses l'une : ou bien Interpol estime avoir constaté l'infraction de Li Lu, ou bien Interpol se refuse à une telle diffusion, et votre démonstration se retournera contre votre thèse, et vous serez ou convaincus - ce que je souhaite - ou isolés ».

Diverses ONG sont également intervenues, tandis que l'expert cubain volait au secours de son homologue chinois. Pendant ce temps, Li Lu restait dans la salle, à écouter.

ISABELLE VICHNIAC.

ملا في 19



# Afrique

ZAIRE : après la signature d'un protocole d'accord avec la Belgique

## La dignité du président Mobutu

Le ministre belge de la coopération, M. André Geens, est arrivé, mercredi 16 août à Kinshasa, pour une visite de travail de onze jours au Zaïre. Ce voyage intervient trois semaines après la signature à Rabat d'un protocole d'accord entre les deux pays aux termes duquel la Belgique a notamment décidé l'annulation d'environ 11 milliards de francs belges de la dette zairoise. Il devrait permettre d'établir, avant la fin de l'année, de nouvelles conventions de coopération entre la Belgique et son ancienne colonie, après un conflit qui a duré plus de huit mois.

GOMA (Zaïre)  
de notre envoyé spécial

« Le seul sujet de l'ordre du jour [des discussions préalables à l'arrivée] ? Mais c'était le contentieux. A Cannes, à Dakar, à Paris, à Rabat, au cours de toutes ces rencontres avec le premier ministre belge, selon vous, de quoi avons-nous parlé — car enfin il fallait quand même se parler — sinon du contentieux ? Rien d'autre ne nous intéressait, nous n'avions que cela à l'ordre du jour, car cela touchait à notre dignité d'homme. » Le maréchal Mobutu, en mission à Goma, la capitale du Kivu, n'apprécie pas du tout que le protocole d'accord que son pays a signé fin juillet avec la Belgique, mettant fin à quelques huit mois de crise, soit présenté immédiatement comme limité à la seule question de la

remise de dette considérable acceptée par Bruxelles.

« Nous ne sommes pas des marchands de tapis », nous déclare le président zairois, qui reconnaît malgré tout que la Belgique, notamment en acceptant d'effacer une partie de la dette commerciale de son pays, se situe au-delà des efforts accomplis par la France — une référence ici — et prend la tête des pays développés dans ce domaine. « Mais l'important, maréchal, c'est la façon de donner plus que ce que l'on donne. Il y a un mot important dans l'accord de Dakar, c'est le mot dignité. » Reste à savoir si un seul mot réussira donc à régler ce fameux « contentieux ».

De quoi s'agit-il ? Au plus fort de la crise (le Monde du 26 janvier), le président Mobutu avait déclaré que le temps était venu d'ouvrir le délicat dossier des conditions dans lesquelles son pays avait accédé à l'indépendance. « Nous voulons tout remettre en cause », nous disait-il alors. Pour le président zairois, la table ronde qui devait débiter en avril entre Zaire et Belges aurait eu notamment à évoquer aussi bien le problème de l'uranium que celui de la crise du Katanga. « La sécession, c'est l'œuvre du gouvernement belge. Le ministre belge de la coopération, M. André Geens, ayant annoncé qu'il n'était pas question pour son pays de revenir sur ce dossier, le Zaïre avait alors décidé de porter le « contentieux » belgo-zairois devant la Cour internationale de La Haye.

Nous n'en sommes donc plus là. « Si des universitaires belges et zairois veulent ouvrir ce dossier, pourquoi pas, mais la crise est terminée. L'esprit de Dakar et de Rabat, c'est que, d'un côté comme de l'autre, plus rien ne pourra déteriorer nos bonnes relations », estime le président Mobutu. Que se passerait-il pourtant si, comme en décembre, une série d'articles dans la presse belge étaient jugés trop critiques à l'égard du Zaïre et de son chef ? « Un article, c'est un article, répond l'indépendant, mais si cela dépasse les bornes, nous réagissons. Je me suis engagé, rien, vraiment rien — et j'y tiendrai moi-même — ne viendra, de mon côté, du côté de mon pays, pour relancer quoi que ce soit. Mais peut-on traîner un chef de l'Etat dans la boue ? Est-ce que nous nous occupons du problème des Foursans ? Pour les Belges, on dirait que, en Afrique, il n'y a que le Zaïre. Ce chacun arrange son lit comme il entend se coucher. Mais, je le répète, la crise est terminée. »

Quant aux éventuelles critiques des socialistes belges — qui avaient contribué à mettre le feu aux poudres en décembre en dénonçant le premier accord — « ils peuvent critiquer l'accord, critique leur gouvernement, mais ils n'ont pas à s'occuper de moi », estime le maréchal Mobutu. L'opinion apparaît entendue puisque le président du Parti socialiste Ramond a déjà émis un certain nombre de réserves vis-à-vis de l'accord de Dakar.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## AFRIQUE DU SUD

Malgré l'état d'urgence

### Les mouvements anti-apartheid relancent la contestation

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

A trois semaines des élections législatives du 6 septembre, les mouvements anti-apartheid reprennent de plus en plus l'initiative. Jeudi 17 août, le Mouvement démocratique de masse (MDM) a annoncé qu'à partir du dimanche 20 août les quelque trente mouvements soumis à des restrictions depuis le mois de février 1988 « se considéraient comme libres d'opérer selon leur bon vouloir ». Il l'a fait à l'occasion du sixième anniversaire de la création du Front démocratique uni (UDF), qui figure au nombre des organisations dont les actions politiques sont interdites en vertu de l'état d'urgence.

Cette campagne de désobéissance a déjà débuté : au moins vingt-cinq personnes ont été arrêtées et présentées devant les tribunaux. Dans trois villes : Johannesburg, Le Cap et Durban, des meetings sont prévus. Les autorités n'ont pas caché que la perturbation de l'ordre public ne sera pas tolérée en cette période électorale.

Cette nouvelle action correspond à la deuxième phase de la campagne de désobéissance civile. La première avait été lancée début août ; elle était dirigée contre la ségrégation dans les hôpitaux et s'était déroulée dans le calme. Le MDM a averti que toute répression « démentirait les assertions de Frédéric De Klerk, selon lesquelles il s'écarterait de l'apartheid pour créer une Afrique du Sud libre de toute oppression raciale ».

Autre signe de la montée de la contestation : l'organisation, le 7 octobre, d'une « conférence pour un futur démocratique » dont l'objectif est de tracer « le chemin le plus court et le plus efficace vers la fin de l'oppression et de l'exploitation ». Fait significatif : cette conférence rassemblera tous les mouvements sans distinction d'idéologie.

A peine désigné à la tête de l'Etat, M. De Klerk doit faire face à une nouvelle mobilisation des mouvements anti-apartheid. Il avait déclaré, lors d'une réunion électorale, qu'il espérait ne pas être contraint de « mettre un grand nombre de gens en prison ». Manifestement, le MDM cherche à le tester.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## La protection des éléphants

### Feu sur les braconniers du Kenya

(Suite de la première page.)

Désormais, ce que vous verrez, ce sont des photos des braconniers massacrés. « C'était, disons, une formule, affirme aujourd'hui Richard Leakey avec un brin d'humour. Nous n'avons jamais eu l'intention de montrer réellement des photos de cadavres de braconniers. D'un point de vue éthique, ce ne serait pas convenable. »

Les cadavres existent pourtant bel et bien, et leur nombre, en l'espace de quelques semaines, n'a fait qu'augmenter. « Au mois de juin, plus de vingt-trois braconniers ont été tués à l'intérieur des parcs, en juillet, près de la moitié de ce chiffre », précise Richard Leakey. La consigne, lancée en 1988 par le président Arap Moi, de « tirer à vue » sur tout individu « suspect » surpris à rôder dans l'enceinte des parcs nationaux est appliquée à la lettre.

« Nous ne tirons, normalement, que sur les bandits dont nous pouvons constater qu'ils sont armés », corrige le professeur Leakey. Selon lui, ce type de mesure radicale est inévitable. « Il est vrai qu'à l'époque coloniale cela n'existait pas. En ce temps-là, les braconniers n'utilisaient que des arcs et des flèches. Si, aujourd'hui, on tombe sur des gens comme ça, évidemment on ne tire pas. On les arrête, c'est tout. Il est malheureusement plus difficile d'interdire avec autant

de calme un type armé d'un fusil AK-47 ou d'un engin automatique... C'est une situation de guerre, et c'est là toute la différence. »

#### Bandits armés

Hormis ces cas extrêmes, « plusieurs centaines de personnes », soupçonnées de se livrer au braconnage, ont été arrêtées par la police kenyane à l'intérieur et à l'extérieur des parcs. Ni les touristes ni les éléphants ne s'en plaindront. « Il y a dix ans, on estimait à environ soixante-cinq mille le nombre d'éléphants au Kenya. Le recensement que nous venons d'achever en juillet montre qu'il n'en reste plus, en 1989, que dix-sept mille cinq cents au maximum. Nous avons perdu entre 85 et 90 % de nos animaux. »

Malgré cette hécatombe, Richard Leakey affiche un optimisme résolu : « Les mesures anti-braconnage que nous sommes en train d'appliquer, associées aux efforts des pays du monde entier pour interdire le commerce de l'ivoire, vont permettre de sauver les éléphants. Je suis très confiant. D'ores et déjà les massacres de pachydermes auraient cessé dans le parc de Tsavo, le plus vaste du pays et le

SOMALIE : un mois après les émeutes de Mogadiscio

## La tension s'étend à travers le pays

NAIROBI  
correspondance

Un mois après l'émeute du 14 juillet qui a ensanglanté Mogadiscio, la tension, loin de retomber, semble, au contraire, s'étendre et s'aggraver en Somalie. Dans le nord comme au sud, des milliers de civils tentent de fuir le pays. Après l'arrivée en Ethiopie, la semaine dernière, de quelque 6 000 nouveaux réfugiés en provenance de la région de Boroma (nord-ouest de la Somalie), plus de 5 000 personnes auraient franchi, le 13 août, la frontière kenyane. Arrivant des provinces du sud de la Somalie, elles ont trouvé asile dans la localité de Harhar, affirme le quotidien de Nairobi, le *Standard*. Ces réfugiés auraient fui les violences perpétrées par l'armée régulière, envoyée en renfort pour rétablir les foyers de minotierie qui se sont allumés un peu partout dans le sud.

Ces désordres sont-ils le fait des mutins du clan Ogaden (majoritaire au sein de l'armée nationale), comme l'indiquent, à Nairobi, certains observateurs ? Ceux qui se posent en leaders du « Mouvement patriotique somali » (MPS) disent, en tout cas, avoir déserté la garnison de Kiimaya. Dénonçant avec virulence le président Syaad Barré, les maquisards soutiennent leur désir de coordonner leur action avec les autres mouvements de guérilla, y compris les rebelles du clan Issa, qui forment la base du Mouvement national somali (MNS), implanté dans le nord du pays, et qui furent

les premiers à se soulever contre le régime de Mogadiscio au début des années 80.

Entre les mutins ogadens du sud, les opposants du clan Hawiye, qui s'organisent au centre, et les Issa qui continuent à marquer des points dans le nord, la totalité du pays semble désormais entrer en ébullition. Le gouvernement du général Syaad Barré et, plus généralement, l'autorité du clan Marehan, seraient-ils désormais réellement menacés ? Sur ce point même, les plus farouches opposants au régime demeurent prudents et réservés. Au pouvoir depuis vingt ans, le chef de l'Etat, bien que très âgé et politiquement affaibli, « ne lâchera pas les manettes aussi facilement que cela ».

Des rumeurs font état du départ, cette semaine, d'une délégation somalienne à Tripoli, où les émissaires de Mogadiscio pourraient tenter de négocier l'achat ou la fourniture d'armes auprès des autorités libyennes. Cette délégation serait conduite par le général Masleh, un des fils du président Syaad Barré. La réconciliation entre Mogadiscio et Tripoli, scellée dit-on en mars dernier, serait la conséquence de la prise de distance de plus en plus nette des Etats-Unis vis-à-vis de leurs alliés somaliens. Les Américains, qui disposent toujours de facilités militaires à Berbera, figurent, jusqu'à la fin de 1989, parmi les principaux fournisseurs d'armes du régime.

C. S.

# Amériques

## COLOMBIE

En réaction contre les violences

### Démision collective des juges

Lassés des assassinats, des mesures d'intimidation et des menaces dont ils sont quotidiennement les victimes, les quelque quatre mille six cents juges colombiens ont, dans un mouvement sans précédent, présenté jeudi 17 août leur démission collective, paralysant ainsi, en principe pour une durée indéterminée, l'ensemble de l'appareil judiciaire. Le ministre de la justice leur a demandé de reconsidérer leur position, indique l'Agence France-Presse.

Cette décision est intervenue après l'assassinat, la veille, d'un magistrat de la cour d'appel, M. Valencia Garcia, qui était le deuxième juge assassiné pour avoir enquêté sur le meurtre du dirigeant de l'Union patriotique (gauche communiste), Jaime Pardo Leal, et du directeur du quotidien *El Espectador*, Guillermo Cano — tous deux imputés à M. Pablo Escobar, « param » du cartel de la drogue de Medellín.

Des milliers de fonctionnaires des services judiciaires colombiens ont pour leur part manifesté jeudi dans les rues de Bogotá : ils ont, eux aussi, annoncé un arrêt de travail d'une durée indéterminée. L'association qui regroupe les vingt-trois mille employés de cette profession, l'ASONAJ, a demandé au gouvernement de prendre « des mesures drastiques pour éviter que chaque jour des magistrats soient assassinés en toute impunité ».

Peu nombreux, mal payés, mal protégés, surchargés de travail, les juges colombiens ont à traiter les dossiers considérables de cent cinquante dossiers par mois, selon les chiffres du ministère de la justice lui-même. Il est à noter, en outre, que seulement 20 % des délits sont communiqués à la justice.

Un rapport de la Commission internationale des juristes (*le Monde* du 16 août) venait d'attirer l'attention sur les persécutions de magistrats et de leurs familles dans un certain nombre de pays du tiers-monde, et en premier lieu en Colombie.

● **PANAMA** : grandes manœuvres militaires américaines. — Les troupes américaines stationnées à Panama ont procédé, jeudi 17 août, à des manœuvres militaires de grande envergure. Les quelque 12 000 soldats américains présents dans l'isthme y ont participé. L'opération, qui a duré six heures, s'est déroulée autour des neuf bases des Etats-Unis existant dans le pays ainsi qu'autour de l'hôpital américain situé en plein centre de la capitale.

● **PARAGUAY** : le président dénonce un trafic d'enfants. — Le nouveau président paraguayen, le général Andres Rodriguez, a dénoncé jeudi 17 août la traite « massive » dont seraient victimes les enfants de son pays. Le chef de l'Etat a mis directement en cause des citoyens américains, grands pourvoyeurs, selon lui, de ces enfants — dix à sept par semaine — vendus à l'étranger, pour 7 000 dollars chacun. Il a aussi dénoncé l'implication dans ce trafic de nombreux avocats et juges de son pays. M. Rodriguez a appelé les médias à enquêter, à l'aéroport d'Asunción par exemple, sur cet odieux commerce.

● **PEROU** : un meurtre assassiné par le Sentier lumineux. — Le maire de Huamachuco, une localité située à 550 kilomètres au nord-est de Lima, a été assassiné, le 17 août, à son domicile, par un commando du Sentier lumineux (la guérilla maoïste). M. Ricardo Wolcott était membre de l'APRA, le parti au pouvoir. D'autres actes de violence politique ont été commis au cours des dernières quarante-huit heures au Pérou : les guérilleros du Sentier s'en sont notamment pris à une coopérative agricole près de Tarma, au centre du pays. Un ingénieur et cinq salariés ont été abattus. Par ailleurs, des paysans d'une association de défense civile ont tué deux présumés guérilleros qui rôdaient autour de leur localité. — (AFP.)

● **VENEZUELA** : dissolution d'une unité militaire. — Le gouvernement du Venezuela a ordonné jeudi 17 août la dissolution de l'unité de l'armée qui avait massacré quatre pêcheurs à El Amparo, près de la frontière colombienne, le 29 octobre 1988. Cette unité, le CEJAP, était spécialisée dans la lutte contre-insurrectionnelle. Ses hommes avaient « confondu », selon leurs dires, les victimes (trois Vénézuéliens et un Colombien) avec des membres de l'ELN (un mouvement pro-castro opérant dans le pays voisin). Deux survivants, ont, pourtant, contredit cette version. Les auteurs de ce crime demeurent en liberté : un tribunal militaire les avait condamnés, mais un magistrat s'en était ensuite vu relaxé, arguant de l'incompétence du premier juge. — (AFP.)



MICHEL GILIOU



ARMAND LITVINOV



FRANCOPHONIE S'VEILLE

## LA FRANCOPHONIE S'VEILLE

Depuis les Sommets de Paris et de Québec, en attendant celui de Dakar, la francophonie s'éveille...

La francophonie n'est pas une utopie, c'est une ambition qui manque encore de moyens. C'est un idéal à la mesure des générations nouvelles.

1 volume de 264 pages, 120 F

"LE LIVRE DE REFERENCE QU'IL FAUT AVOIR LU"

Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouve

EDITIONS BERGER-LEVRULT INTERNATIONAL

5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL 46 34 12 35

## NAMIBIE : le retour de M. Sam Nujoma

M. Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a annoncé, jeudi 17 août, à Rabat, au cours d'une conférence de presse, qu'il se rendra en Namibie « dans les trois prochains jours ». Il n'a pas pu préciser s'il serait en Namibie le 28 août, pour l'anniversaire du lancement de la lutte armée par son mouvement en 1966. Il a, en revanche, assuré qu'il avait l'intention de s'y installer « pour de bon ».

(AFP.)

## TUNISIE : condamnation d'un opposant

Le tribunal correctionnel de Tunis a condamné, jeudi 17 août, à un an de prison et



## Proche-Orient

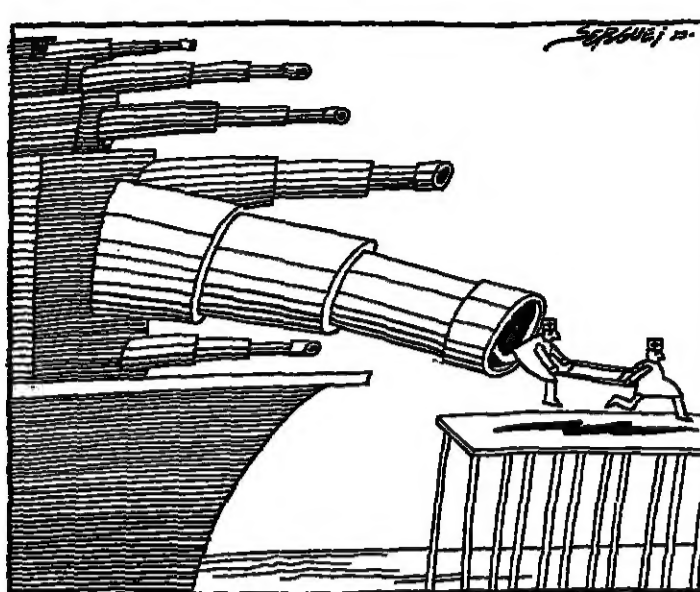
LIBAN : l'envoi du porte-avions « Foch » et les tractations diplomatiques

### Une mission d'« assistance » qui n'exclut pas l'éventualité d'« imposer le silence » aux canons

La France a appuyé, jeudi 17 août, son action diplomatique en faveur de l'instauration d'un cessez-le-feu au Liban par l'envoi du porte-avions *Foch* (nos dernières éditions du 18 août) au large des côtes libanaises. D'abord annoncée par M. Michel Rocard, cette nouvelle a été confirmée par le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué soulignant le caractère d'« assistance » de la mission du *Foch*. Ni le premier ministre ni le Quai d'Orsay n'ont fait mention d'une quelconque intention belliqueuse envers l'une ou l'autre des parties en conflit au Liban.

« Nous respectons la souveraineté internationale de la Syrie, nous respectons aussi celle du Liban, et la France, comme l'essentiel de la communauté internationale, ne peut accepter la marotte prolongée d'une partie de la communauté libanaise », a notamment déclaré M. Rocard, vendredi 18 août, à Canberra lors de son séjour en Australie. « Cette situation, si elle se prolonge, peut appeler un renforcement de l'aide humanitaire. Cela peut aussi créer une nécessité de réajustement de la nature que je viens de dire, si la France est amenée, peut-être en coopération avec d'autres nations, à entreprendre des opérations de la nature que je viens de dire, il n'est naturellement pas question qu'on laisse les équipes de secours se faire bombarder pendant ce temps-là. » Et le premier ministre de conclure : « Il nous faudra imposer le silence localisé et temporaire des canons le temps des opérations humanitaires. La seule présence de nos navires devrait y suffire. J'ajoute que, dans l'esprit de la France, cela ne concerne pas qu'une seule des très nombreuses et différentes communautés religieuses libanaises ».

Le Quai d'Orsay a, pour sa part, rappelé que Paris avait « pris, dès le 14 août, devant l'aggravation de la situation au Liban, un certain nombre de mesures, dont la première a été l'appareillage de la frégate *Duquesne* », que le *Foch* va rejoindre à une date qui n'a pas été précisée. Le ministère a également réitéré l'intention de la France de poursuivre « son action diplomatique pour que les combats cessent ».



durablement, comme l'a demandé le Conseil de sécurité des Nations unies, elle souhaite que le comité tripartite des chefs d'Etat arabes (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) reprenne rapidement sa mission. C'est dans le cadre de cette action que M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, s'est rendu jeudi à Beyrouth (le Monde du 18 août) pour des entretiens avec les dirigeants des communautés musulmane et chrétienne (voir par ailleurs l'article de notre envoyé spécial à Beyrouth, Françoise Chipaux). D'autres émissaires français se sont également rendus dans différentes capitales arabes ainsi qu'à Moscou et au Vatican.

D'autre part, un haut fonctionnaire soviétique a indiqué que son pays étudiait « la possibilité de nouvelles actions pour aider à l'application » d'un cessez-le-feu et n'a pas exclu l'envoi d'officiels dans la région. Enfin la Commission européenne a décidé d'accorder un aide d'urgence de 500 000 ECU (environ 550 000 dollars) en faveur du Liban. Destinée, sans discrimination, à toutes les populations victimes des bombardements, cette aide transitera par la Croix-Rouge internationale ainsi que par Médecins sans frontières et servira à financer la fourniture de médicaments et de matériel médical.

(1) Il y a environ 7 000 Français au Liban, dont 54 % ont la double nationalité.

### Beyrouth s'interroge sur le sens des initiatives françaises

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Instruits par l'expérience du mois d'avril, quand Paris avait dépêché à Beyrouth deux émissaires, M. Jean-François Deniau, dévoué ensuite par le gouvernement, puis M. Bernard Kouchner, pour une mission humanitaire, les Libanais se montrent circonspects sur l'action française. Dans le « pays chrétien », en particulier, on ne veut plus fonder d'espoir sur une aide dont chacun sent les limites.

L'annonce par Paris de l'envoi au large du Liban du porte-avions *Foch* a cependant suscité beaucoup plus de commentaires que la visite que le ministre délégué à la francophonie, M. Alain Decaux, a commencée, jeudi 17 août, dans la capitale libanaise. La mention de l'envoi du *Foch* « pour une assistance » qui pourrait se révéler nécessaire a cependant créé une certaine panique dans la communauté chrétienne, qui l'interprète comme un nouveau et grave signe du pire que tout le monde redoute. « Si la France songe à évacuer ses ressortissants, nous disant, jeudi, une mère de famille d'Achrafieh, le cœur de Beyrouth chrétien, c'est vraiment la fin. Qu'allons-nous devenir ? » « La France vient-elle à notre secours ou désire-t-elle seulement protéger ses citoyens ? », renchérit une autre.

A Beyrouth-Ouest, on s'interroge sur le sens du renforcement de la présence militaire française au large du Liban alors que Paris multiplie les déclarations d'apaisement et affirme n'envoyer que pour la consolidation du cessez-le-feu. On se souvient aussi que c'est d'un même bâtiment, le *Clemenceau*, qu'avaient décollé les avions venus bombarder, en novembre 1983, la caserne du Hezbollah à Beirbek, tuant un berger après l'attentat contre un poste (« drakkar ») français de la force multinationale à Beyrouth.

Rencontrant peu après son arrivée à Beyrouth, en début d'après-midi, M. Selim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas, et M. Hussein Hussein, le président sortant du Parlement, M. Decaux leur a renouvelé les assurances françaises que Paris n'envisageait pas d'action militaire au Liban et, surtout, que la France se tenait aux côtés de tous les Libanais.

M. Hoss, toutefois, aurait fait observer à son interlocuteur qu'une telle démonstration de force ne pouvait que renforcer l'insécurité engendrée par le général Aoun et lui donner à croire qu'il serait soutenu.

FRANÇOISE CHIPAUX.

IRAN : la prestation de serment du nouveau président

### M. Rafsandsjani plus « pragmatiste » que jamais

M. Ali Akbar Hachemi Rafsandsjani s'est montré à la hauteur de sa réputation de réaliste et de pragmatiste lorsque, prêtant serment, jeudi 17 août, en tant que quatrième président de la République iranienne, il s'est donné pour priorité le redressement économique du pays. N'hésitant pas à utiliser des formules aussi concrètes que : « On ne construit pas un barrage avec des slogans », le nouveau président a pris le contre-pied de ceux qui, en Iran, prônent le maintien de la ligne « pure et dure » de la révolution islamique. Et M. Hachemi Rafsandsjani d'enfoncer le clou en soulignant que « les temps ont changé ».

« Répondre à ce que le peuple attend de ses dirigeants, a-t-il dit, n'est pas possible sans l'indépendance économique que l'on ne peut atteindre sans relance sérieuse de la production, alors que l'Iran achète toujours son blé, sa viande, ses pièces de rechange, ses véhicules et ses experts à l'étranger ».

Il a ensuite estimé urgent de relancer, à court terme, une industrie léthargique qui ne tourne qu'au tiers de ses possibilités « mais qui a pourtant une capacité de consommation de matières premières de 9 milliards de dollars par an », afin qu'elle devienne autonome et ne dépende plus de l'étranger.

Il a également fixé comme priorité « le développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche » et a souligné la nécessité de redonner confiance aux investisseurs afin de reconstruire le pays.

Persistant dans la « modération », mais à consommation étrangère cette fois, le président Hachemi Rafsandsjani a, d'autre part, assuré que l'Iran aiderait à la libération des otages occidentaux au Liban si les Etats-Unis prennent des mesures prouvant qu'ils ne sont plus hostiles à Téhéran. Lors d'un entretien avec le ministre pakistanais des Affaires étrangères, M. Yakoub Khan, qui s'est récemment rendu aux Etats-Unis et auquel on a attribué un rôle de « médiateur » dans cette affaire, le président iranien n'a toutefois pas précisé à quelles « mesures » américaines il pensait.

## Asie

PAKISTAN : grand rassemblement à Islamabad pour le premier anniversaire de la mort de l'ancien président

### Le fantôme de Zia Ul Haq

ISLAMABAD de notre envoyée spéciale

La mosquée Fayal d'Islamabad est l'une des plus grandes du monde. Toute blanche, elle domine une esplanade vaste comme plusieurs terrains de polo. Elle n'a que deux ans, un toit de palais des congrès et des minarets qui ne dépasseraient pas une rampe de lancement de navette spatiale. C'est là, dans un manège octogonal posé à quelques centaines de mètres de cet édifice futuriste qu'est enterré l'homme qui a rétabli au Pakistan la loi coranique, le général Zia Ul Haq.

Général-président à la figure sinistre, l'homme a régné sur le pays

#### SRI-LANKA

Vingt-quatre soldats indiens tués

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

Alors que le texte d'un accord entre l'Inde et Sri-Lanka devait être rendu public samedi 19 août, le contingent militaire indien présent dans l'ancienne Ceylan a subi, la veille, son revers le plus grave depuis plusieurs mois. Vingt-quatre soldats indiens ont été tués et onze blessés au cours d'une attaque lancée par les combattants séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) à Mannar, la grande ville côtière située au nord-ouest. Dans le reste de l'île, notamment à l'instigation des extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple), la violence a fait en outre une cinquantaine de victimes.

L'accord entre New-Delhi et Colombo doit en principe régler l'épineuse question de la date de retrait définitif des troupes indiennes (environ cinquante mille hommes) que réclame avec insistance le président sri-lankais, M. Premadasa. Il est, d'autre part, question d'un cessez-le-feu entre les troupes indiennes et les Tigres tamouls, dont la durée serait de deux semaines à un mois. Enfin, condition sine qua non du départ de l'armée indienne, l'accord doit également préciser dans quelles conditions s'effectuera le transfert des pouvoirs au profit du Conseil des provinces du Nord et de l'Est, qui sont à majorité tamoule.

L. Z.

pendant onze ans avant de mourir avec trente autres personnes, dont son dauphin supposé, le général Akhtar Abdul Rehman, et l'ambassadeur américain Arnold Raphael, dans un mystérieux accident d'avion. Il y a un an exactement, le 17 août 1988, l'œuvre de la « providence », comme disent les partisans de Benazir Bhutto, qui voulait faire du 17 août une « Journée de la délivrance » ? Allez ! La commission d'enquête chargée d'élucider les mystères, certes, a été « acte élaboré de sabotage ». Mais elle n'a pas désigné de coupable, et le fantôme de Mohammad Zia Ul Haq commence avec insistance à hanter le Pakistan. « Zia est mort mais il n'a pas été enterré », écrit un quotidien de la capitale.

Le fantôme a été exhumé il y a quelques mois par l'opposition, réunie au sein d'une Alliance démocratique islamique (UI) et décidée à en découdre avec le gouvernement et le Parti du peuple pakistanais de Benazir Bhutto, fille de l'ancien premier ministre pendu sous le régime de Zia. Le fils aîné du général défunt, Ijaz Ul Haq, s'est à son tour lancé dans la politique, laissant en sommeil une belle carrière à la Bank of America de Bahreïn. Il accuse le premier ministre d'avoir « étouffé la vérité » sur la mort de son père, en accord avec les Etats-Unis. Benazir a trente-six ans. Ijaz, trente-sept. La guerre des clans a été transmise aux héritiers. « Le Parti du peuple et l'Alliance démocratique sont comme les héros des tragédies grecques, contrainus à se livrer bataille par leur destin, sous la surveillance invisible des fantômes de Zia et de Bhutto », résume un editorialiste du quotidien Frontier Post.

A l'approche de l'anniversaire de la mort de Zia, des portraits sont apparus dans les rues d'Islamabad. La télévision a eu beau diffuser une rétrospective des années de dictature, une partie de la presse rappelle que Zia fut tout de même l'homme d'une croissance économique non négligeable.

Dès l'aube de jeudi, des dizaines de milliers de personnes ont commencé à converger vers la capitale et la mosquée Fayal, où l'opposition avait appelé à un rassemblement. Une simple cérémonie religieuse, affirmait-elle, présidée par Ijaz Zia Ul Haq, à 15 h 51, l'heure précise de la mort de l'ancien président. Le gouvernement ne pouvait pas interdire une *Fateha Khawani*, (cérémonie de deuil). Il a dû se borner à restreindre les accès à la capitale, mettre en garde l'opposition

contre tout débordement ou discours politique, et déployer, outre de nombreuses forces de police, des unités paramilitaires de surveillance des frontières, jamais vues dans la capitale, pour protéger les ambassades et les zones résidentielles. Mais l'affluence a transformé la cérémonie en une manifestation pro-Zia. La première de cette saveur depuis l'élection de Benazir Bhutto le 16 novembre dernier, signe que l'ancien président a gardé des partisans mais aussi, apparemment, que le nouveau premier ministre compte déjà ses « déçus ».

En milieu de journée, l'esplanade de la mosquée fourmillait d'hommes en chulwar blanc, en dentel de dictateur. Des dizaines d'autocars rayonnent d'enseignes continuant d'arriver du Pendjab, où des fonctionnaires avaient en quartier libre pour l'occasion, de l'Asad Cachemire et des autres provinces. Ils débordaient de manifestants, accrochés aux portières ou debout sur le toit. D'autres étaient venus à pied de leur village, avec leurs bannières. Ils criaient que Zia est un « vrai musulman », les membres de la famille Bhutto, des « assassins ».

Puis ils allaient, comme en pèlerinage, tourner autour du mausolée de l'ancien président, érigé à l'endroit précis où il était sorti de sa voiture pour inaugurer la mosquée. Ils étaient déjà cent mille, mais la radio ouvrait son bulletin d'information par la nouvelle de l'inauguration par M. Bhutto d'une station de satellite près d'Islamabad.

Devant une foule fervente, de cent cinquante mille personnes peut-être, implorant le ciel, paumes ouvertes, un imam a récité la prière. L'esplanade s'est figée. La foule a prié pour le repos de l'âme du général, alors que le religieux en appelait à Dieu, qui, a-t-il dit, a manifesté sa « colère » en laissant porter une femme à la tête du pays : « Fais d'Islamabad la capitale de l'islam ». Il n'y a pas eu de discours politique, mais le défi était clair. Les manifestants ont regagné sur leurs toits d'autobus dès que la cérémonie fut achevée. « Le mythe de Zia est durable », écrit l'editorialiste du Frontier Post, parce qu'il symbolise un conflit en nous entre la modernité et la tradition.

CORINNE LESNES.

Le sort des Coréens de Sakhaline

### Le parti au pouvoir à Séoul demande des réparations à Tokyo

TOKYO de notre correspondant

Le Parti pour la justice et la démocratie (PJD), majorité gouvernementale en Corée du Sud, a décidé, jeudi 17 août, que Séoul devait demander des réparations au Japon destinées au rapatriement des Coréens de Sakhaline. La plupart des trente-sept mille Coréens vivant sur cette grande île de l'Extrême-Orient soviétique y ont en effet été amenés par les Japonais avant guerre, comme main-d'œuvre. Le Japon, puissance colonisatrice de la Corée, contrôlait également à l'époque la partie sud de Sakhaline. Après la reprise de ce territoire par l'URSS quelques jours avant la défaite nipponne, et en raison de la guerre froide et de l'absence de relations entre Moscou et Séoul, la communauté coréenne resta bloquée à Sakhaline, ignorée notamment par les Japonais (1).

Estimant que la responsabilité morale de cette situation revient à Tokyo, les Coréens du Sud deman-

dent donc au Japon, pour la première fois de manière quasi officielle (le PJD est le parti du président Roh Tae-woo), des réparations qui s'élèvent à plus d'un demi-milliard de dollars. Le Japon considère que la Corée a renoncé à de telles demandes de réparation lors de la signature du traité de normalisation des relations entre les deux pays en 1965.

La demande sud-coréenne intervient un lendemain d'un accord récemment passé entre la Croix-Rouge sud-coréenne et la Croix-Rouge japonaise, prévoyant que la seconde participera financièrement aux frais de rapatriement des Coréens de Sakhaline désirant retourner en Corée du Sud. De source gouvernementale à Séoul, on a d'autre part annoncé qu'un accord avait été conclu avec les autorités soviétiques pour faciliter les visites des Coréens de Sakhaline dans leur pays natal.

Ph. P.

(1) Voir le Monde du 17 août.

لبنان في الذاكرة



# Politique

Poursuivi par le garde des sceaux pour « injures raciales »

## M. Le Pen évoque les « dangers » de l'immigration en provenance d'Afrique du Nord

M. Jean-Marie Le Pen récidive. Dans un entretien publié dans le quotidien d'extrême droite *Présent*, le vendredi 18 août, il évoque la menace de grandes migrations en provenance d'Afrique du Nord, après avoir, une semaine plus tôt, dénoncé l'« internationale juive ».

Sans attendre cette nouvelle publication, le ministère de la justice avait annoncé, le

jeudi 17 août, qu'il engageait des poursuites contre le président du Front national, estimant que ses déclarations sont « susceptibles de constituer le délit de diffamation raciale ».

Le parquet de Paris, lieu où est imprimé *Présent*, a donc ouvert une information, et un juge d'instruction désigné, M<sup>me</sup> Perdrix, c'est elle aussi qui instruit le dossier de

M. Pierre Durand, directeur de la publication du quotidien, qui devrait être inculpé dans les jours à venir.

En revanche, M. Le Pen est protégé par son statut de député européen, toutes poursuites contre lui imposant la levée de son immunité parlementaire, ce qui semble, étant donné les précédents, difficile à obtenir.

### « Nous sommes à la veille de grandes migrations »

Le quotidien d'extrême droite *Présent*, publié dans son numéro du vendredi 18 août, la suite de l'entretien avec M. Jean-Marie Le Pen. M. Le Pen y traite de l'« identité écologique » de la France, qui est menacée, selon lui, par « le fait que ce qui pourrait être appelé le « barrière de chaleur », un certain degré de chaleur moyen, progresse d'un kilomètre par an dans notre continent ».

Il s'agit, indique M. Le Pen, d'une « donnée [...] fondamentale ».

« J'y vois une explication de cette sociologie de la décadence que l'on constate dans les civilisations méditerranéennes. En effet, la sécheresse entraîne la propagation des incendies, notamment dans les régions à forte vocation agricole comme le mistral, la tramontane, le mistral, etc. Après l'incendie, l'érosion du sol par la pluie. Et la désertification entraîne la disparition des paysans. Là où il n'y a plus de paysans, il n'y a plus de soldats [...]. J'y vois une des raisons essentielles de la décadence des diverses civilisations depuis la mésopotamienne, en quelque sorte, en remontant vers le nord en même temps que cette barrière de chaleur ».

M. Le Pen se penche, ensuite, sur le cas de l'Algérie : « Si on considère, déclare-t-il, que, dans la portion cultivable de l'Algérie, on imagine quelles conséquences quand ce phé-

nomène se conjugue avec celui de la démographie galopante. [...] Nous sommes à la veille de grandes migrations (dont les raisons) sont complexes, mais, malheureusement, cumulatives. Il y a — prenons le cas de l'Afrique du Nord — la démographie galopante, l'appauvrissement agricole, alors que l'agriculture est le fondement de la nourriture des hommes ; il y a le phénomène religieux, et je dirai presque racial ; il y a la prise de conscience d'une entité dynamique, et puis la proximité de terrains de conquête ou de refuge ».

Son interlocuteur avançant que l'Afrique du Nord n'est plus le « grenier à blé » qu'elle fut à l'époque romaine, M. Le Pen continue : « Petite cause, grands effets : imaginons les Arabes cultivant le blé ; ils le vendent ; s'il ne pousse plus, ils deviennent prédateurs, d'où l'attaque des bateaux. Il ne suffit pas d'élaborer une défense que j'appellerai de proximité et de croire qu'elle est capable de résoudre les problèmes. [...] Il faut s'attaquer à la source. C'est la raison pour laquelle je dis que le phénomène migratoire doit être analysé, mesuré. » Selon le président du Front national, « la solution est qu'ils ne viennent pas ». « La solution », ajoute-t-il, est qu'on s'efforce même par solidarité ou par charité chrétienne, de résoudre le problème chez eux, à la base ».

### L'action du ministère de la justice se heurte à l'immunité européenne du président du FN

Le calme estival inspire M. Jean-Marie Le Pen. La tradition semble maintenant inscrite : en septembre 1987, il qualifiait les chambres à gaz de « détail » ; un an après, il faisait un calembour sur le nom du ministre de la fonction publique : « M. Durafour-crématoire » ; cette année il parle, dans une interview à *Présent* du 11 août, du « rôle » de « l'internationale juive » et de la « maçonnerie » dans « la création de l'esprit antinational », et dans un entretien publié dans ce même quotidien d'extrême droite le vendredi 18 août, il évoque un péril arabe en Méditerranée.

Le président du Front national obtient, ainsi, de faire largement parler de lui, à une époque où la vie politique est en repos. Mais si les réactions des divers mouvements antiracistes sont vives, il sait que son statut de député européen rend tout compromis de l'aboutissement de poursuites judiciaires. La chancellerie, pour autant, a décidé de tenter une nouvelle fois l'opération. Dans un communiqué publié jeudi, le ministère de la justice annonce qu'il a décidé de faire engager des poursuites contre M. Le Pen à la suite de ses déclarations de la semaine dernière, dont il estime qu'elles sont « susceptibles de constituer le délit de diffamation raciale ».

### « Vigilance et fermeté »

M. Pierre Arpaillange met là en application la circulaire, diffusée le 6 juillet dernier, dans laquelle le demandeur aux représentants du ministère public de manifester « vigilance et fermeté » envers les infractions racistes et antisémites, et de « déceler » leur existence « avant même qu'elles ne soient signalées par des particuliers et des associations ». Ainsi, de son côté, le parquet de Paris a ouvert jeudi une information judiciaire pour diffamation raciale visant M. Pierre Durand, directeur de la publication *Présent*.

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et la Ligue des droits de l'homme ont exprimé leur satisfaction après la décision du ministère. En revanche, M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, considère qu'elle constitue « une atteinte à la liberté d'expression ». « Dire qu'une organisation distille

### Décès de René Caille ancien député du Rhône et adjoint au maire de Lyon

M. René Caille, ancien député RPR du Rhône et adjoint au maire de Lyon, est décédé, mercredi 16 août, des suites d'une longue maladie.

[Né le 2 novembre 1925 à Lyon, René Caille, dessinateur industriel aux usines Berliet, avait été député du Rhône sous cinq législatures pendant près de vingt ans, de 1962 à 1981, date à laquelle il avait été battu. À l'Assemblée nationale, où il représentait la première circonscription de son département, il était un spécialiste des questions sociales et du monde du travail, et ce titre avait été rapporteur d'un grand nombre de textes législatifs. Parallèlement, René Caille avait occupé de nombreuses responsabilités au sein du mouvement gauchiste : notamment des jeunes du RPF (Rassemblement du peuple français) de 1947 à 1951, secrétaire de la fédération du Rhône et mem-

bre du comité national de l'UDT (Union démocratique du travail, gauchiste de gauche) en 1958, membre du comité central de l'UNR-UDT et membre de sa commission politique de 1962 à 1967, adjoint au secrétaire général de ce parti, M. Jacques Baumel, chargé des études et des recherches opérationnelles et de prospective de 1963 à 1965, membre du comité central de l'UDR et secrétaire national aux relations socioprofessionnelles de 1974 à 1976, date à laquelle est créé le RPR dont il était resté membre du comité central.]

En conseiller municipal en 1983, réélu en mars dernier sur la liste de M. Michel Noir, dont il était l'adjoint chargé des relations sociales et de la carte « Lyon-ville », conseiller communal, René Caille était également, depuis 1986, président du conseil d'administration de l'ONI (Office national d'immigration).]

### Fiscalité locale

## Le préfet de l'Oise assigne un maire en justice

Le préfet de l'Oise vient d'assigner devant le tribunal administratif d'Amiens le maire de Jaulzy, village proche de Compiègne, à la suite de la décision du conseil municipal de diminuer, cette année, le taux de l'impôt foncier sur les propriétés bâties. Les élus de cette petite commune rurale de huit cents habitants avaient, en effet, confirmé, en juin dernier, leur intention de diminuer de 1,5 point le taux de cette taxe fixée à 12,36 % — soit un manque à gagner évalué à 16 000 francs — sans toutefois modifier dans la même proportion le taux professionnel, comme l'exige l'article 1 636 B du code général des impôts.

M. Jacques Cance, commissaire aux comptes et maire de Jaulzy depuis 1974, s'est, en effet, appuyé sur une nouvelle disposition dérogatoire — inscrite à l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 1988 promulguée le 30 décembre 1988 — qui précise que « les communes et leurs groupements » ont le droit de procéder à cette diminution unilatérale sous deux conditions. Il faut, d'une part, que le taux des taxes frappant les particuliers soit supérieur à celui de la taxe professionnelle ; tel est le cas à Jaulzy où la taxe professionnelle est de 8 %. D'autre part, les communes concernées doivent pratiquer un taux d'impôt foncier bâti supérieur à la moyenne nationale fixée, en 1988, à 14,15 %. Or, la commune de Jaulzy ne remplit cette seconde condition qu'en additionnant le taux communal de cette taxe à celui de l'impôt perçu par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) d'Attichy auquel a adhéré le village et qui s'élève à 5,09 %.

S'agissant sur l'interprétation de la loi donnée par la Direction générale des collectivités locales (DGCL), le préfet de l'Oise a contesté le bien-fondé de cette addition en arguant que le SIVOM n'entretrait pas dans la catégorie des « groupements à fiscalité propre », seuls visés par

le législateur. Communautés urbaines et districts définissent, en effet, un taux d'imposition unique, contrairement aux syndicats intercommunaux au sein desquels les taux varient en fonction de l'importance des communes qu'ils regroupent.

M. Cance refuse cette interprétation restrictive de la loi tant sur le fond que sur la forme. Il n'y a pas lieu, explique-t-il, de dissocier les impôts du SIVOM et ceux de la commune car « le syndicat intercommunal ne constitue, en fait, que le prolongement de la commune pour assurer, en pleine et collective, des fonctions qu'elle a de toute façon vocation à remplir ».

Sur la forme, le maire de Jaulzy rappelle que, dans d'autres circonstances, l'administration fiscale elle-même a additionné le taux communal des impôts et celui des SIVOM, notamment lors des remboursements par l'Etat de la baisse de recettes fiscales consécutives à des abattements forfaitaires de la taxe professionnelle.

L'Association des maires de France, qui a apporté son soutien à M. Cance, insiste surtout sur le fait que « les produits perçus par les communes et leurs groupements dotés ou non d'une fiscalité propre » entrent déjà dans le calcul du taux moyen de l'impôt foncier servant de base de référence. « Pourquoi interdire au niveau local ce que l'on pratique déjà au niveau national ? », se demande le maire de Jaulzy.

Interpellés par l'AMF, les ministères du budget et des collectivités locales sont, pour l'heure, restés silencieux. En revanche, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du plan, ancien député de l'Oise, s'est élevé contre la réglementation actuelle, « susceptible, selon lui, de contrarier l'effort de l'Etat en faveur de la coopération intercommunale », et a fait part de son intention d'évoquer cette question au sein du gouvernement.

J. D.

### POINT DE VUE

## « Que le procès commence ! »

Par Bernard Abouaf  
Directeur de la rédaction de Radio-Stalton.

EN 1939, Hérold Paquis clamait haut et fort que les internationalistes juifs et franco-maçonnaires complotaient contre les intérêts de la patrie. Hérold Paquis fut condamné à mort après guerre : par ses propos à Radio-Stuttgart, pendant des années, il avait contribué à armer le bras de ceux qui massacreront six millions de personnes simplement parce qu'elles étaient juives.

Cinquante ans plus tard, Jean-Marie Le Pen déclare que « l'internationalisme juif et la franc-maçonnerie jouent un rôle non négligeable dans la création de l'esprit antinational ». La communauté juive constate, effarée, le retour d'un discours qu'elle croyait à jamais refoulé dans l'univers de ses cauchemars.

Après le point de détail, le président du Front national s'est livré à toutes les explications possibles, protestant d'avoir été mal compris. La « Durafour crématoire » fut suivi d'un mea culpa « ému ». Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux atermoiements.

ments, Jean-Marie Le Pen s'élève en porte-parole des thèses de Vichy.

Malheureusement, il n'y a pas lieu d'être surpris. Jean-Marie Le Pen a tout tenté pour permettre une alliance, au Parlement de Strasbourg, entre lui, les fascistes italiens et l'extrême droite allemande. Ayant échoué, il a choisi de s'aligner avec les Republikaner allemands, dirigés par Franz Schönhuber, dont l'un des titres de gloire est d'être un ancien sous-officier de la Waffen SS.

Croyant s'excuser de son macabre jeu de mots « Durafour crématoire », Jean-Marie Le Pen a allégué, sur RTL, qu'il avait parlé « avec son cœur », ce qui, selon lui, serait censé expliquer l'impertinence de ses propos. Sigismund Freud aurait pu en dire long sur de telles excuses.

Alors qu'elle célèbre cette année le cinquantième anniversaire de la « nuit de Cristal », la communauté juive appréhende l'avenir avec angoisse. Quelqu'un vient de lui remettre en mémoire cette phrase de Pierre Mendès France : « Je suis juif, je suis franco-maçon, que le procès commence ! »

## Bicentenaire

L'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

## Nouvelles festivités le 26 août à Paris

Le 26 août 1789, l'Assemblée nationale décidait, d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme. (1). La République de 1989 se devait d'évoquer avec éclat ce texte consensuel. La Mission du Bicentenaire ne s'intitule-t-elle pas, à dessein, « de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » ?

Les fêtes populaires du 14 juillet allaient-elles tenir la portée symbolique du 26 août ? Cette fois, les grandes foules joyeuses ne seront pas conviées aux principales festivités. Et c'est la télévision — en l'occurrence Antenne 2, la chaîne qui s'est distinguée mondialement depuis janvier 1983 par son émission « Résistances » consacrée aux droits de l'homme — qui jouera son rôle d'amplificateur. Raison principale invoquée à la Mission : il n'est pas possible de canaliser une foule importante aux abords de la Grande

Arche de la Défense, nouveau lieu-symbole des droits de l'homme.

L'inauguration de la Fondation. — C'est en effet à 18 h 30 que le président de la République inaugurera, au sommet du monument, la nouvelle fondation L'Arche de la fraternité, présidée par M. Claude Cheysson (député au Parlement européen, ancien ministre des relations extérieures, ancien commissaire à Bruxelles) et vouée à la promotion des droits de l'homme dans le monde. Dans ses locaux est organisée, conjointement avec le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, une exposition, « Libertés en exil » (qui durera jusqu'au 24 septembre). M. François Mitterrand prononcera à cette occasion une allocution.

Les associations à l'honneur. — La manifestation aura débuté à 18 heures, avec la remise de 250 000 F à chacune des trois associations humanitaires œuvrant en

faveur des enfants ; ces sommes ont été recueillies dans le public le 1<sup>er</sup> janvier dernier par la Mission du Bicentenaire, lors de l'avant de montgolfières dans chaque département pour « lancer » la commémoration (deux montgolfières seront au pied de l'Arche). D'autres associations seront également à l'honneur, notamment Amnesty International, le Secours populaire, Médecins du monde, Médecins sans frontières, ATD-Quart-monde, etc.

On présentera les signatures recueillies par la pétition universelle lancée à l'initiative de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat, en faveur du droit d'intervention pour l'assistance humanitaire. Des jeunes d'AD-89 liront des extraits de leur proposition de nouvelle déclaration universelle des droits de l'homme (le Monde du 25 juillet). Les milliers de jeunes du monde entier réunis depuis le 21 août à Paris avec l'association Paris 1989, émanation de quatre mouvements politiques

« modérés », prendront place sur les marches, au pied de la Grande Arche. Avec eux, plusieurs milliers d'autres invités auront envahi des gradins pour assister au spectacle de la soirée (2). Et juste avant le journal télévisé de 20 heures, les télépectateurs auront pu entendre, avec un clip d'Eric Lipmann, l'hymne du Bicentenaire, et voir l'immense labeur de ballons par les jeunes de Paris 1989 massés au pied de l'Arche.

Une « cérémonie musicale ». — La deuxième partie de la manifestation de l'Arche — « Ils chantent pour les droits de l'homme » — sera retransmise à partir de 20 h 30 et jusqu'à 22 heures environ. Un certain nombre de personnalités militantes pour les droits de l'homme y « feront un rêve », comme le suggère le pasteur Martin Luther King dans son discours du 26 août 1963. Parmi elles : Isabel Allende, Ariadna Combar-Correa, Harlem Désir, l'abbé Pierre, Adam Mich-

nik... De nombreux chanteurs seront d'autre part au rendez-vous ; en particulier Barbara Hendricks, Nicole Croisille, Jacques Higelin, Bernard Lavilliers, Maxime Le Forestier, Manu Dibango, le groupe Djurdjura, Eurythmics, la chorale sénégalaïse de Julien Jonga... (3).

« Tour et fil » à Paris. — Privée d'espace à la Défense, la foule pourra assister dans l'après-midi à un spectacle du funambule Philippe Petit, qui parcourra pendant trois quarts d'heure un câble de 1 000 mètres tendu entre le palais du Trocadéro et le second étage de la tour Eiffel. Arrivé sur celle-ci, il remettra un texte de la Déclaration des droits de 1789 au maire de Paris, M. Jacques Chirac. Le spectacle débutera à 17 heures (il est conseillé d'arriver à 16 h 30) ; on ne pourra accéder au pont d'Iéna, au pied de la tour Eiffel et au parvis du Trocadéro, réservés aux invités.

Mille choristes à Cergy-Pontoise. — Accès libre aussi pour

le grand concert organisé à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) avec dix-huit chorales venues de quinze pays pour la soirée « Mille choristes pour les droits de l'homme », qui débutera à 19 heures sur l'« Axe majeur » de la ville nouvelle, juste après l'inauguration des « jardins des droits de l'homme », dus à Dani Karavan. Œuvres classiques et contemporaines, ainsi que quatre créations, sont au programme de cette manifestation parrainée par la Fédération internationale des droits de l'homme.

(1) Préambule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.  
(2) Au total, quinze mille personnes maximum, à la discrétion de la Mission du Bicentenaire. On peut y retirer une invitation, dans la limite des places disponibles : 7, avenue François-Roussé, 95007 Paris.  
(3) Voir l'article consacré à cette émission dans notre supplément « Le Monde radio-télévision », daté 20-21 août.









# Société

## RELIGIONS

Venus du monde entier

## Des centaines de milliers de jeunes rencontreront le pape à Saint-Jacques-de-Compostelle

Combien seront-ils à Saint-Jacques-de-Compostelle, le samedi 19 et le dimanche 20 août, autour du pape ? Sur place, les estimations varient de 250 000 à 400 000. C'est toute la jeunesse croyante à travers le monde que Jean-Paul II a invitée, le jour des Rameaux 1988, à venir le rejoindre au pied du tombeau de l'apôtre Jacques sur la façade atlantique de l'Espagne. Aussi, malgré les nombreux camps d'hébergement déjà dressés, les autorités provinciales de Galice craignent d'être débordées par les problèmes de logement, d'hygiène et de maintien de l'ordre. 130 millions de pesetas (10 millions

de dollars) ont été investies en installations sanitaires par le gouvernement local. Venues de tous les pays d'Europe, y compris ceux de l'Est, d'Amérique latine et pour certains d'Asie et même du Liban, des dizaines de milliers de jeunes pèlerins sont déjà installés à Saint-Jacques-de-Compostelle. Ressuscitant la tradition du Moyen Age, quand, sur la route des grands pèlerinages, Compostelle faisait jeu égal avec Rome et Jérusalem, quelque trente mille jeunes font les derniers kilomètres à pied. Certains arrivent même en bateau (600 voiliers accosteront

à La Corogne, transportant 3 000 pèlerins), à vélo, à moto ou à cheval. Vingt mille jeunes catholiques viendront de France (le Monde du 11 août). Ce sera le quarante-troisième voyage de Jean-Paul II hors d'Italie. Le pape doit arriver samedi à Saint-Jacques-de-Compostelle. Selon le rituel traditionnel, il fera à pied, et déchaussé, les derniers centimètres de mètres de l'antique chemin des pèlerins et des pèlerins, et embrassera la statue de l'apôtre Jacques. C'est le soir, devant le monastère del Ganzo (mont de la Joie), d'où les pèlerins aperçoivent pour la première fois la cathédrale, dans un amphithéâtre

creusé au milieu des collines surplombant la ville, que le pape s'adressera aux jeunes pendant deux heures. Dimanche, il reviendra au même endroit pour consacrer une messe en plein air avec quelques milliers de cardinaux, évêques et prêtres du monde entier. Jean-Paul II consacra le reste de sa journée à Oviedo, capitale des Asturies, et le lundi à une visite au sanctuaire de Covadonga, lieu sacré pour les Espagnols, d'où partit, en 718, la révolte contre les Maures. Il s'était déjà rendu en Espagne du 31 octobre au 9 novembre 1982 et à Saragosse le 10 octobre 1984, sur la

route de l'Amérique latine. Presque tous les voyages du pape à l'étranger comprennent des rendez-vous particuliers avec les jeunes. Jean-Paul II entend faire de ceux-ci les principaux acteurs d'une « nouvelle évangélisation ». Il les convoque, comme à Compostelle, aux sources de l'Europe chrétienne. Le 30 juin 1980, il avait rempli le parc des Princes à Paris. Ils étaient plus d'un million à venir écouter à Buenos-Aires, en Argentine, le jour des Rameaux 1987. Plus de trois cents interventions du pape consacrées aux jeunes et aux étudiants ont été recensées, les appelant notamment à fuir « les idéologies qui pro-

nent la haine et la violence » et « la culture de mort » marquée, selon lui, par le développement de la drogue, du terrorisme, de l'avortement ou de la pornographie, ainsi qu'à retrouver les valeurs de fidélité et d'engagement. C'est au cours de l'Année internationale de la jeunesse, programmée par l'ONU en 1985, qu'il avait institué une Journée mondiale des jeunes, dont la fête de Saint-Jacques-de-Compostelle sera la quatrième et la plus éclatante édition. H. T.

## La voie sacrée du Moyen Age

Au cœur du Moyen Age, Compostelle a brillé d'un éclat incomparable, qui s'est estompé après le seizième siècle. Mais il a conservé dans l'imaginaire collectif une puissance d'évocation à la mesure de son extraordinaire succès médiéval. A Compostelle, l'histoire s'enracine dans la légende. La rude terre de Galice réclamait l'honneur d'avoir été évangélisée par saint Jacques l'apôtre. D'autres pieuses légendes couraient sur l'origine de nombreuses églises méridionales. Mais la découverte, au neuvième siècle, de reliques aussitôt identifiées, celles de saint Jacques, accrédita solidement la thèse de l'évangélisation par l'apôtre.

Pèlerinage régional au neuvième siècle, Compostelle n'attirait guère que des fidèles galiciens, auprès de la petite église qu'Alphonse le Chaste avait fait dresser au-dessus du « tombeau de marbre ». Dès 872, Alphonse III l'avait remplacée par une construction plus majestueuse. En 900, Compostelle devint évêché et son audience commençait à dépasser les frontières de l'Espagne. Cinquante ans plus tard, la chronique a retenu le nom du premier pèlerin étranger, un Français, Godescal, évêque du Puy. Mais les siècles n'étaient pas sûrs et en 961, le comte Raymond II de Rouergue fut assassiné par les brigands, alors qu'il venait en pèlerinage.

### Le symbole de la Reconquête

Le péril musulman domina la fin du siècle. En 997, Compostelle fut enlevée, la basilique sacquée et de nombreux chrétiens réduits en esclavage. La reprise de Compostelle amorça symboliquement la reconquête chrétienne. Tandis que la puissance du califat Omeyyade de Cordoue s'effondrait, saint Jacques s'affirma comme le champion de la reconquête, le « Matamore » (le tueur de Mores) qui apparaissait dans la bataille au moment crucial pour déborder les infidèles. « San Iago » devient le cri de ralliement des croisés de la Reconquête.

D'abord, les Catalans vinrent, puis les Français au début du onzième siècle, ensuite les Wallons, et les Flamands. A la fin du siècle, on vit les premiers Allemands, Anglais et Italiens. Les dons se multipliaient, la basilique s'enrichit. Compostelle devint archevêché en 1120. Pour le pèlerinage, le siècle d'or commençait. Les pèlerins illustres affluèrent, prélats, princes et rois. En 1154, le roi de France, Louis VII. Les comtes de Barcelone avaient mis sur pied un service de guides

pour accompagner les pèlerins de haut rang. Au treizième siècle, les limites de la renommée de Saint-Jacques reculèrent encore. On vit arriver des Hongrois, en 1212 le duc d'Autriche, Léopold, et en 1270 la princesse Ingrid de Suède. Entre 1212 et 1215, saint François d'Assise lui-même fit le grand pèlerinage.

L'organisation matérielle atteignait alors son apogée. Les chemins de Saint-Jacques étaient tracés et jalonnés d'auberges, d'hôtelleries monastiques et d'hospices-hospices pour les pauvres. Les princes faisaient surveiller les routes, pour éviter les agressions et les pillages, ainsi que les prix des denrées.

L'évêque ou le prêtre remettaient au départ des pèlerins les insignes de leur état, la besace et le bourdon. Ils circulaient sous la double protection de l'Eglise et des pouvoirs civils. Un véritable droit international s'était peu à peu constitué pour les protéger contre les arrestations arbitraires, une véritable *lex peregrinorum*. Le pèlerin bénéficiait de la paix de Dieu, et celui qui l'attaquait était excommunié. Il était exempté de péage. Etre pèlerin était un état reconnu, comme être moine, sinon qu'il était provisoire, à moins d'avoir choisi d'être pèlerin perpétuel comme ce bienheureux Facio de Crémone qui passa sa vie sur les routes de pèlerinage et se rendit dix-

huit fois à Compostelle avant de mourir en 1272.

Les Italiens venaient en Arles. Par Toulouse, ils gagnaient les Pyrénées qu'ils franchissaient au col du Somport.

### Cantiques et vœux

Les Flamands, les Anglais et tous les gens du Nord se rassemblaient à Paris, poursuivaient leur route vers Orléans, Tours, Poitiers, Bordeaux et Dax jusqu'à Ostabat, au nord d'Orthez, où ils retrouvaient les Bourguignons, les Allemands, les Autrichiens venus du Puy et les pèlerins partis de Vézelay. Tous les chemins convergent en Espagne à Puente-la-Reina. De là, une route unique, le chemin des Français (*Camino francés*) qui par Estella, Burgo, Leon, Astorga et Fontenay conduisent à Compostelle.

Au sommet de la dernière côte, brusquement le pèlerin aperçoit les tours du sanctuaire. Il se jette à terre en pleurant de joie, oubliant les fatigues de la route. Puis, de ce Montjoie (*mons gaudii*), il dévalait vers le lieu saint. Au passage, il plongeait dans un petit cours d'eau couramment appelé *leaves mentales* (mentales est le membre viril), pour se purifier des péchés de la chair. Avec ses compagnons — le pèlerinage solitaire était extrêmement

rare, autant pour des raisons de sécurité que de convivialité spirituelle — il se rendait au sanctuaire en chantant des cantiques.

Chacun, à l'arrivée ou au départ, avait à cœur d'offrir au saint un ex-voto. Le plus souvent un clergé, sous la forme d'une « tour de terre », un fil enroulé de terre enroulé sur lui-même et dont la longueur variait selon l'importance du vœu. D'anciens prionniers donnaient leurs chaînes, tout comme les pénitents qui s'en étaient chargés volontairement. Des malades guéris laissaient leurs béquilles, d'autres un ex-voto représentant la partie du corps malade.

En repartant, les pèlerins emportaient des « enseignes de pèlerinage », c'est-à-dire des objets symboliques du sanctuaire.

### L'hostilité des réformateurs

Les coquilles de Saint-Jacques, d'abord ramassées sur les plages, furent bientôt vendues sur le parvis de la cathédrale, puis reproduites en miniature et en série, sous forme de petites coquilles de plomb, coulées dans des moules en pierre dure.

Après 1300, le pèlerinage connut une baisse d'effectifs sensible, mais la fascination de Saint-Jacques demeura très forte chez les Anglais, les Allemands et les Flamands, qui

envoyaient sur les routes de Saint-Jacques les pêcheurs publics et les criminels en expiation de leurs péchés.

La Réforme tarit bientôt le flux des pèlerins qui, jusque-là encore, venaient nombreux d'Angleterre, de Flandre et d'Allemagne. Le despotisme éclairé posa d'étroites restrictions aux pèlerinages. Au dix-huitième siècle, en France, les intendants limitèrent la circulation des pèlerins vers Saint-Jacques. A la veille de la Révolution, beaucoup d'hospices tombèrent en ruine faute de ressources. Le pèlerinage semblait condamné à une audience redevenue régionale.

Vers la fin du siècle dernier, à l'occasion des travaux de restauration de la basilique, on retrouva les ossements de trois squelettes masculins. En 1884 un bref de Léon XIII authentifia les reliques comme celles de l'apôtre et de ses deux disciples. En 1960 a été retrouvé le tombeau de Théodoric, l'évêque du neuvième siècle, qui avait repéré une première fois les reliques. Ces découvertes réhabilitèrent le sanctuaire et stimulèrent un renouveau du pèlerinage. Peu à peu, les foules ont repris le chemin de Compostelle, notamment à l'occasion des années saintes de Santiago, c'est-à-dire lorsque la fête de saint Jacques, le 25 juillet, tombe un dimanche. En 1965, on enregistra plus de quatre

millions de pèlerins, en 1971, plus de cinq millions et six millions en 1976.

Le goût du passé chrétien, le réveil d'une certaine forme de spiritualité de la route, sans oublier le tourisme culturel, ont remis à l'honneur les itinéraires médiévaux. Sur les chemins de Saint-Jacques, isolés en petits groupes, à cheval, à bicyclette... et à pied cheminent de nouveaux « marcheurs de Dieu ».

JEAN CHELIN (\*)

(\*) Professeur à l'université d'Aix-Marseille, directeur de l'Institut de droit et d'histoire canonique d'Aix-en-Provence. Avec le chanoine Henry Branthomme, Jean Chélin a dirigé les *Chemins de Dieu - Histoire générale des pèlerinages chrétiens* (Hachette 1982 et 1987).

### La mort de Pierre Parodi, successeur de Lanza del Vasto

Le docteur Pierre Parodi, successeur de Lanza del Vasto à la tête des communautés de l'Arche, est décédé.

[Pierre Parodi, né en 1923, fondateur de l'hôpital de Tass dans le sud du Maroc (1966-1974), fut en compagnie de la première heure de Lanza del Vasto. A sa disparition, en 1981, il le remplaça à la tête des communautés de l'Arche. Ayant participé à de nombreuses campagnes non violentes (guerre d'Algérie, lutte du Larzac, dénonciation du nucléaire et, plus récemment, défense des Kanaks), il était particulièrement engagé dans le mouvement Justice-Paix et Sauvages de la Création (JPSC). Ses larmes lui avaient valu le prix Jamnalal Bajaj, qu'il reçut des mains de M. Gandhi, premier ministre de l'Inde, le 30 janvier 1989.]

## JUSTICE

### Huit inculpations à Lyon après le vol d'animaux de laboratoire

Huit personnes au total ont été inculpées de vol avec effraction et recel de vol à Lyon pour le cambriolage d'un laboratoire de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (le Monde du 25 juin 1989). La première série d'inculpations date du mois de juin, les dernières viennent d'être notifiées à Lyon.

Le 20 mai dernier, un groupe se faisait appeler « l'Arche de Noé » avait revendiqué le vol d'une centaine d'animaux (singes, chiens, chats et furets). « Cette opération est un acte de désespoir face à notre impuissance de supprimer légalement les abus commis par la science », déclaraient alors les

auteurs du rapt. Des documents avaient également été dérobés.

Vingt-huit des trente-cinq singes volés avaient été retrouvés le 21 juin, près de Toulon, au domicile d'un maçon voisin, Olivier Collard, aujourd'hui inculpé. Des experts vétérinaires ayant examiné les primates ont pu constater que les tatouages réglementaires de l'INSERM avaient été détruits (par avulsion) sur vingt-sept d'entre eux. « Cette intervention a entraîné des souffrances inutiles pour les singes », indique le rapport des experts. Les autres animaux n'ont pas été retrouvés par les enquêteurs, qui estiment le nombre des participants au cambriolage à une vingtaine de personnes.

Une demande de restitution a été présentée par l'INSERM pour récupérer les singes, confiés, depuis juillet, à différents services vétérinaires. Elle devait être examinée vendredi 18 août par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. Les deux unités de recherche concernées — celle du professeur Marc Jeannerod et celle du docteur Marie-Rose Eloy — estiment indispensable de récupérer les singes dans les plus brefs délais. Faute de quoi l'ensemble de leurs expérimentations sera perdu, notamment « dans les domaines du handicap visuel et moteur chez le nouveau-né ». Le vol des animaux représente pour les chercheurs la perte d'une année de travail. Le préjudice financier est estimé à 1 million de francs.

Extradition par la France de deux membres présumés de l'ETA. — Le ministre espagnol de l'Intérieur a annoncé, jeudi 17 août, que la France a extradé vers l'Espagne deux membres présumés de l'organisation séparatiste basque ETA. José Maria Urdampilleta Goenaga et Nicolas Francisco Rodriguez, arrêtés dans le Pays basque français, étaient incarcérés depuis le 20 mai 1987.

Le tribunal administratif donne raison à un étudiant contre l'IEP d'Aix. — Le tribunal administratif de Marseille a annulé une décision de l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence qui empêchait un étudiant, Rémi Darne, de présenter un mémoire de DEA sur l'affaire du lycée militaire d'Aix tant qu'il ne ferait pas retirer de la vente l'ouvrage qu'il avait publié sur ce sujet (le Monde Campus du 11 décembre 1988). Le tribunal a considéré que l'IEP a « outrepassé ses droits » envers cet étudiant.



Au cœur du Panama, nous vivons dans un monde particulier. Au lieu de jouets, nous avons des fusils et la tristesse est notre réalité suprême, car un tyran inhumain a tronqué notre liberté.

Exposition sur les violations des droits de l'homme au Panama.

du 20 au 26 août, 1989

Hippodrome d'Auteuil  
Porte d'Auteuil  
75016  
Paris '89

Présentée par: Le Comité panaméen des Droits de l'Homme.





# Communication

## Passation de pouvoirs entre M. Guillaume et les PDG sortants des chaînes publiques

Une semaine pour jour après sa nomination par le CSA à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3, et au lendemain de ses rencontres avec le premier ministre et le ministre de la culture et de la communication, M. Philippe Guillaume a pris ses nouvelles fonctions. Les deux PDG sortants, MM. Claude Contamine (Antenne 2) et René Han (FR 3) ont donc quitté leurs chaînes après une petite passation de pouvoirs organisée, jeudi 17 juillet, en deux temps. La première, brève et à huis clos, a eu lieu à Antenne 2 dans une ambiance qualifiée de « digue » et en présence de la seule direction de la

chaîne. La seconde, à FR 3, s'est tenue à la suite d'une réunion de travail entre MM. Guillaume et Han, et a permis au nouveau président, dans un cadre décrit comme « très amical », de rencontrer la direction nationale, celle des personnels des programmes et les directeurs régionaux de la chaîne. Une bonne entrée en matière pour M. Guillaume, dont le dossier le plus ardu — et urgent — sera probablement celui de la troisième chaîne. Le nouveau PDG doit commencer incessamment une tournée en province pour visiter les bureaux de FR 3.

## FR 3 : Chronique d'un malaise prolongé

Le règne de René Han n'aura guère marqué FR 3. De 1987 à 1989, la société la plus complexe et la plus fragile de l'audiovisuel public, moins secourue par la concurrence privée qu'Antenne 2, est restée affectée par une sorte de malaise chronique sans rien faire pour surmonter ses contradictions structurelles.

On connaît le mot délicieux attribué à Edgar Faure : « On me dit que la CNCL a donné FR 3 à un chinois RPR, je ne pense pas qu'il l'ait choisi parce qu'il est chinois... » M. René Han, lui, s'est toujours défendu de jouer un rôle politique à la tête de la chaîne.

Avec le recul, la violence diatribée de M. François Mitterrand, le 22 avril 1988, contre « un poste national qui déverse tous les jours des doses de propagande dont on rougit dans un pays démocratique » peut sembler excessive. Même si elle a accumulé maladroites, ratages et censures, l'information de la troisième chaîne n'est pas devenue, sous la férule de M. Han, un simple haut-parleur du gouvernement de M. Chirac et de sa majorité.

Certes, le président nommé par la CNCL a très vite purgé les rédactions nationales et régionales. Mais cette « chasse aux sorcières » avait déjà été entamée, dès mars 1986, par Mme Jeanine Langlois-Glandier et M. Han n'a fait que reproduire le comportement de tous ses prédécesseurs de gauche comme de droite. Proche des fins locales, FR 3 est trop sensible aux alternances politiques.

Le PDG de FR 3 a néanmoins posé un peu plus loin la purge en balayant de l'antenne les magazines jugés trop « mal-pensants » ou impertinents : « Taxi » de Philippe Alfonsi, « Boîte aux lettres » de Jérôme Garcin, « Mach 3 » de Télélibération, et autres « Décibels » ou « Urba ». Des suppressions en cascade qui n'ont pas manqué de désorganiser l'antenne, de brouiller l'image de FR 3 et de provoquer un fléchissement de son audience. La part de marché de la chaîne est tom-

bée à 9 % pour remonter légèrement à 14 % d'antan.

Il serait pourtant injuste de faire de M. Han le seul responsable des médiocres résultats de sa chaîne. Depuis fort longtemps, la programmation de FR 3 cultive une remarquable incohérence qui ne peut que décourager la fidélité du public. Conçue à l'origine comme « la chaîne du cinéma », FR 3 a vu peu à peu sa vocation grignotée par ses deux concurrents publics, puis confisquée par Canal plus.

Elle a tenté ensuite de se forger, avec un certain succès, une image de programme familial de qualité avec des émissions comme « Disney Channel », « La dernière séance » ou « Thalassa ». Mais, dans le même temps, elle laissait, pour des raisons strictement alimentaires, envahir son antenne par un ensemble hétéroclite d'émissions de service d'appoint commanditées par des annonceurs aussi divers que les mutuelles agricoles, les laboratoires pharmaceutiques ou les fédérations de chasseurs.

Le mariage forcé avec les programmes culturels de la SEPT, venue comme un bernard-l'hermine se nicher dans les soutes de FR 3, a achevé de brouiller les cartes. Entre ces différentes vocations, M. René Han n'a jamais su ni voulu choisir, laissant s'enchevêtrer dans une même soirée les naïvetés de « La classe » aux méditations d'Ingmar Bergman.

Il n'a guère mieux arbitré l'anti-querelle entre la logique d'une chaîne nationale et les aspirations décentralisatrices des stations régionales. Entre 1981 et 1986, FR 3 a vécu, sous la direction de M. Serge Moati, l'épopée difficile, souvent contradictoire mais toujours passionnée, de la télévision régionale. Sous M. Han, la chaîne a essayé, sans grand espoir, de concilier le chabre et le chère. Faute de moyens, les stations régionales n'ont pu trouver de véritable identité. Certaines ont tenté d'intéressantes ouvertures européennes ; d'autres se sont recon-

verties en apportant leur contribution au programme national. La plupart se sont contentées de survivre sans enthousiasme.

M. Han n'a pas non plus trouvé de solutions aux délicats problèmes posés par le plein emploi des moyens de production. FR 3 dispose de trois mille deux cents agents et d'une flotte impressionnante de camions vidéo, de camions de tournage et de camions de transport. La France de Rennes à Strasbourg et de Lille à Brest a la recherche d'une véritable création régionale. Ce personnel et ces outils techniques, souvent très performants, sont des atouts précieux, mais ils consomment la majeure partie des 2,5 milliards de francs alloués à la chaîne.

Or la création, qui ne peut se réduire à une simple prestation technique, a aussi besoin de concepteurs de scénarios, de comédiens et de talents divers. C'est là que l'argent vient à manquer. La chaîne a cherché une solution, ces dernières années, en tentant d'associer au financement sponsors et producteurs privés, mais les contraintes de ce type de montage ont le plus souvent largement pesé sur le résultat artistique.

## La responsabilité des pouvoirs publics

M. Han n'est pas seul en cause. Les pouvoirs publics ont assurément une grande part de responsabilité dans le malaise de FR 3 en refusant, réforme après réforme, de trancher dans les contradictions de la chaîne et de redéfinir avec précision sa vocation. Le dernier rapport d'orientation présenté par M. Catherine Tuce et M. Jack Lang au Parlement n'échappe pas à la règle. Il fait de FR 3 le canal national complémentaire d'Antenne 2, tout en réaffirmant sa vocation régionale. Il prône une séparation plus grande entre production et diffusion, mais recule devant la réunification des moyens techniques de FR 3 avec ceux de la SFP dans le cadre d'une rationalisation des outils du service public. Rien ne sert, dans ces conditions, d'injecter 900 millions de francs supplémentaires pour qu'ils se perdent dans le sable des structures.

M. Guillaume, nouveau président commun des deux chaînes publiques, risque ainsi de se retrouver avec un cadeau empoisonné. A lui, en effet, de décider qui pésera le plus sur l'avenir de FR 3 : les élus locaux qui se mobilisent avec véhémence dès qu'on songe à réduire l'information régionale ? Les directeurs des stations locales qui régentent de véritables barons sur leur territoire ? Les syndicats de techniciens qui grondent dès qu'on fait mine de rationaliser les moyens de production ? Ou les télespectateurs qui, grâce à la redondance, financent FR 3 pour plus de 70 % ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## EN BREF

● M. Gabriel de Broglie réintègre le Conseil d'Etat. — M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL du 4 novembre 1986 jusqu'à la loi du 18 janvier 1989 créant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, est réintégré dans ses fonctions et a son rang de conseiller d'Etat, sur décision du conseil des ministres du mercredi 16 août.

● Le groupe d'édition VNU prend le contrôle d'EXA Publications. — Profitant d'une augmentation de capital, le plus grand groupe d'édition néerlandais VNU a annoncé, le mercredi 16 août, qu'il prendrait la participation de sa filiale EXA Publications Press Group dans le capital de l'éditeur français EXA Publications de 20 % à 60 %. Avec la prise de contrôle d'EXA Publications, qui publie notamment le mensuel « Soft-Micro », vendu à 41 000 exemplaires, VNU s'offre le deuxième éditeur français de presse informatique derrière le groupe TEST. La société hollandaise renforce ainsi sa position de leader dans ce domaine en Europe.

# Le Carnet du Monde

## Décès

— Pierre-Guérin, Quimper.

M. Léon Barbier, son épouse, Jacques et Maryvonne Armand, Jean-Yves et Marie-Luce Barbier, Jean et Joëlle Collin-Barbier, ses enfants, Alexis (17) Armand, Louis, Marie, Gaëlle, Tanguy et Azélie, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Léon BARBIER, sous-préfet (s.r.), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 15 août 1989.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité le jeudi 17 août, en l'église Saint-Jacques de Pierre-Guérin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, rue de la Terre-Noire, 29000 Quimper.

— M. Nédjma Ben Mustapha, MM. Ali, Ridha, Mohamed et Hatem Ben Mustapha, M. Abdelhamid Ben Mustapha, M. Jafila Ben Mustapha et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Hamadi Ben Mustapha et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Néjib Ben Abdallah et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Tahar Ben Mustapha et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Hédi BEN MUSTAPHA, premier directeur du protocole de la République tunisienne, survenu le 5 août 1989.

17, avenue P.-Rocquart, 2060 La Goulette (Tunisie).

— M. Jean Brégeat, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRÉGEAT, ancien administrateur civil, ancien prisonnier de guerre, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 16 août 1989, dans sa soixante-dix-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 21 août, à 16 heures, en l'église de Sarrau (Corrèze).

« Le soir venu, Jésus dit : « Passons sur l'autre rive. » Marc IV, 35.

Ni fleurs ni couronnes.

6, rue Mallier, 94120 Fontenay-sous-Bois.

— Michel Noir, maire de Lyon, Les membres du conseil municipal, ont le très vif regret de faire part du décès de

M. René CAILLE, député honoraire, adjoint au maire, conseiller communal, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 16 août 1989.

Une abouche aura lieu le lundi 21 août, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques-des-États-Unis.

Une messe sera célébrée le même jour, à 15 heures, en la cathédrale Saint-Jean, suivie de l'inhumation au cimetière de la Guillotière-Neuve.

— Le président, Les membres de conseil d'administration et du comité consultatif, Le directeur, Et tous les personnels de l'Office des migrations internationales, ont le regret d'annoncer le décès de

M. René CAILLE, ancien député du Rhône, adjoint au maire de Lyon, président du conseil d'administration de l'OMI de 1986 à 1988, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 16 août 1989, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques se dérouleront le 21 août, en la cathédrale Saint-Jean à Lyon.

(Lire page 6.)

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 18 août 1989 :

### DES DÉCRETS

● N° 89-571 du 16 août 1989 pris en application de l'article 94 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et relatif à l'Agence de développement rural et d'aménagement forestier ;

● Du 11 août 1989 portant classement comme forêt de protection du massif forestier de la presqu'île d'Arvert (Charente-Maritime).

— M. et M<sup>me</sup> Antoine Courne, M. et M<sup>me</sup> François Chatelin, M. et M<sup>me</sup> Yves Chatelin, Le docteur et M<sup>me</sup> Noël Chatelin, M<sup>me</sup> Pierre Richard, M. et M<sup>me</sup> Claude Hébert, M. et M<sup>me</sup> Patrick Chatelin, ses enfants, Ses vingt-huit petits-enfants et ses quarante arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Philippe CHATELIN, née Jeanne Charbonneau, chevalier de la Légion d'honneur, grande médaille d'honneur de la Croix-Rouge, médaille du service de santé militaire 1914-1918, décédé à Paris, le 8 août 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont été célébrées à Reims dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Ma lumière et mon salut, c'est toi Seigneur. »

21, rue Perceval, 51100 Reims.

— Geneviève Codol et ses enfants, Pierre, Jean et Benoît, M. et M<sup>me</sup> Maurice Codol et leurs enfants, Le docteur Barrière, M<sup>me</sup> et leurs enfants, font part du décès brutal de

Jean-Paul CODOL, docteur d'Etat, directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre de recherche en psychologie cognitive, survenu le 10 août 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité ainsi qu'elle l'avait souhaité.

30, rue Ferdinand-Buisson, 94500 Champigny.

— M. et M<sup>me</sup> Xavier du Payrat, ses parents, MM. Olivier, Laurent et Christophe du Payrat, ses frères, M<sup>me</sup> Pierre du Payrat, M. et M<sup>me</sup> Jacques Drevon-Clerc, ses grands-parents, M<sup>me</sup> Jean Martin, son arrière-grand-mère, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Gilles NOËL du PAYRAT, survenu le 16 août 1989, à l'âge de vingt et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 19 août, à 11 heures, en l'église de Montreuil (Eure-et-Loir).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Château de Fermancourt, 28500 Vernouillet.

— M<sup>me</sup> Henri Termier, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Michel Termier, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Termier, Collard, Bonnet-Eymard, Eymard-Duverny, Belier, Armand, Artru et Guillaumont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TERMIER, professeur honoraire de géologie à la Sorbonne, survenu le 12 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Vaires (Seine).

90, rue Vatonne, 91190 Gif-sur-Yvette.

## Anniversaires

— Le 18 août 1982

Jacqueline HAUSER

quitait les siens.

Que ceux qui l'ont connue se souviennent.

— Que tous ceux qui l'ont connue et aimée se rappellent.

Michelle MARTIN-WANBERG, ancien professeur agrégé de la Faculté de médecine, décédée le 19 août 1985.

— Il y a six ans

Robert SULTAN

nous quitte.

Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir aujourd'hui une pensée pour lui.

4, paro de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

— M<sup>me</sup> Etienne Lapandry, M. et M<sup>me</sup> Pierre Boretz, M. et M<sup>me</sup> Serge Lapandry, Le docteur Claude Lapandry et M<sup>me</sup> Anne, Mathieu et Aurélien, M<sup>me</sup> Claude Salmi, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Pierre Charondière, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Léon Mennier, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Lucien Daniel, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Paul Devillechaise, ses enfants et petits-enfants, M. Georges Langout, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Clément Langout et ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne LAPANDRY,

leur époux, père, grand-père, frère, beau-père, oncle et cousin, survenu le 15 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Regrets !

L'inhumation a eu lieu au cimetière nouveau de Villemonble, dans le caveau de famille, avenue de Rosny, le vendredi 18 août, à 12 heures.

23, avenue Denoche, 93250 Villemonble.

— M. et M<sup>me</sup> Bernard Morlet, sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne MORLET, née Confignat, survenu le 10 août 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité ainsi qu'elle l'avait souhaité.

30, rue Ferdinand-Buisson, 94500 Champigny.

— M. et M<sup>me</sup> Xavier du Payrat, ses parents, MM. Olivier, Laurent et Christophe du Payrat, ses frères, M<sup>me</sup> Pierre du Payrat, M. et M<sup>me</sup> Jacques Drevon-Clerc, ses grands-parents, M<sup>me</sup> Jean Martin, son arrière-grand-mère, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Gilles NOËL du PAYRAT, survenu le 16 août 1989, à l'âge de vingt et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 19 août, à 11 heures, en l'église de Montreuil (Eure-et-Loir).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Château de Fermancourt, 28500 Vernouillet.

— M<sup>me</sup> Henri Termier, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Michel Termier, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Termier, Collard, Bonnet-Eymard, Eymard-Duverny, Belier, Armand, Artru et Guillaumont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TERMIER, professeur honoraire de géologie à la Sorbonne, survenu le 12 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Vaires (Seine).

90, rue Vatonne, 91190 Gif-sur-Yvette.

## Anniversaires

— Le 18 août 1982

Jacqueline HAUSER

quitait les siens.

Que ceux qui l'ont connue se souviennent.

— Que tous ceux qui l'ont connue et aimée se rappellent.

Michelle MARTIN-WANBERG, ancien professeur agrégé de la Faculté de médecine, décédée le 19 août 1985.

— Il y a six ans

Robert SULTAN

nous quitte.

Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir aujourd'hui une pensée pour lui.

4, paro de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Tout les rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : 73 F

Communications diverses : 86 F

نور الدين



## Sports

RUGBY : le centenaire de la fédération sud-africaine

## Le blocus est forcé

Le blocus sportif du pays de l'apartheid était depuis une vingtaine d'années l'un des plus sûrs moyens pour dénoncer la politique raciale du gouvernement de Pretoria. Malgré cela, et en dépit des mises en garde, voire des menaces de sanctions de leur gouvernement, vingt-sept rugbymen venus de six nations orales participeront « à titre individuel », du 19 août au 2 septembre, à « une tournée mondiale » organisée pour célébrer le centenaire de la fédération de rugby sud-africaine (SARB).

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

DANNIE CRAVEN exultait cette semaine à l'aéroport de Johannesburg. Le vieux président (soixante-dix-huit ans) de la SARB (South African Rugby Board) le pouvait bien. Il avait eu raison. La tournée « mondiale » venue célébrer le centenaire de la SARB aura bien lieu. « Dore », comme on l'appelle familièrement, était venu accueillir les six joueurs australiens et un Ecosais. Au total, ils seront vingt-sept (huit Français, sept Gallois, six Australiens, quatre Anglais, un Ecosais et un Irlandais) à avoir bravé les interdits des gouvernements et des fédérations pour pouvoir venir se frotter aux Springboks. Vingt-sept « touristes », comme on les a nommés ici, dont vingt sont déjà à pied d'œuvre. Les Gallois devraient arriver lundi 20 août.

Cette tournée n'a pas fini de faire des vagues en Afrique du Sud comme à l'étranger. Fallait-il, oui ou non, accepter d'aller au pays de l'apartheid, même à l'occasion du centenaire de la SARB, pour rendre hommage à Dannie Craven qui a tant fait pour le rugby et à toujours affiché son hostilité à la ségrégation raciale ? Ce dernier a qualifié les sélectionnés qui ont répondu à l'invitation personnelle qui leur était adressée de « pionniers », indiquant qu'il espérait que cette tournée « rapprocherait une Afrique du Sud divisée autour d'un terrain de jeu, car c'est le seul endroit dans le monde où les gens peuvent oublier leurs différences et où ils peuvent être unis ».

Cinq rencontres sont prévues, parmi lesquelles deux tests matchs contre les Springboks, le premier au Cap le 26 août et le second à Johannesburg le 2 septembre, qui clôturera les festivités du centenaire. Les quarante-cinq

mille places du King's Park Stadium à Durban, pour le premier affrontement du 19 août, sont déjà pratiquement toutes vendues. « Pas mal pour une tournée qui était encore incertaine jusqu'à il y a quelques jours », a dit sur un ton railleur le directeur général pour la province du Natal du rugby, Roger Gardner.

Les Sud-Africains sont contents. Leurs bien-aimés Springboks vont pouvoir montrer qu'ils sont les meilleurs. Ce dont leur public est persuadé depuis toujours, même s'ils ne peuvent le prouver. Frappés d'ostracisme par la communauté internationale du rugby pour cause d'apartheid, interdits de Coupe du monde, empêchés de se mesurer aux meilleurs, les maillots verts vont enfin avoir en face d'eux une vraie équipe, officielle à tout le moins, pas une équipe rebelle que les Sud-Africains attirent de temps à autre moyennant finances pour ne pas trop perdre la main.

## Jouer pour quoi ?

L'International Board (IRB), sorte de club privé présidé aux destinées du jeu, avait promis alors qu'Albert Ferrasse présiderait les sessions, de faire un geste pour cette occasion exceptionnelle du centenaire. Le patron de la fédération française, ami de longue date de Dannie Craven, a toujours pensé que l'exclusion des stades des Springboks était une erreur et que les privés de jouer n'aidaient en rien les Noirs. L'IRB a donc donné sa bénédiction à la sélection internationale. Seuls les Néozélandais ont décliné les invitations. Ce sera la première fois depuis la venue de l'équipe d'Angleterre en 1984 que des joueurs officiels — ou presque — se rendent en Afrique du Sud.

L'équipe est dirigée par John Mac Brice, ancien capitaine des Lions britanniques et de l'Irlande. Elle sera entraînée par un Australien, Bob Templeton, et un Français, Roland Bertranne, qui auront pour tâche de rassembler ce puzzle international dans lequel figurent quelques grands noms du rugby comme le Britannique Mike Teague ou le Français Pierre Berbizier.

Tous viennent pour jouer, « pour voir ce que les Springboks ont dans les tripes ». Uniquement pour cela et rien d'autre. Ils refusent de mêler la politique au sport. Leurs réponses sont connues depuis longtemps. Elles sont toujours sans surprise. Le rugby d'abord, ensuite la possibilité de se faire une opinion sur place, enfin une occasion de

s'offrir un dépaysement à peu de frais, sans bourse délier.

Toucheront-ils quelque chose et combien ? On ne le saura sans doute jamais. Les démentis les plus formels sont prononcés sur un air scandalisé. John Mac Brice refuse également de prêter attention aux rumeurs. Le joueur australien Bill Campbell est arrivé avec sa femme et ses trois enfants. Motif invoqué : « Je me sens plus rassuré avec eux ici en raison des critiques que la tournée a soulevées à la maison ». Les Australiens se sont laissés filmer à l'aéroport revêtus d'un sweat-shirt de la banque qui sponsorise la tournée.

L'opération sent le fric. Mais il y a bien longtemps que cela n'émeut plus les sportifs. Le chroniqueur sportif du quotidien économique « Business Day » n'y trouve rien à redire. « Pour les tracas et les trois semaines de leur temps, ils méritent chaque rand (monnaie locale) qu'ils gagnent », fait remarquer Edwards Griffiths qui ajoute : « Nous avons une énorme dette envers eux ». Ce qui ne l'empêche pas d'espérer une vraie tournée, avec une vraie équipe nationale, une équipe avec son identité propre, son homogénéité et non pas un patchwork de talents hétérogènes.

C'est tout de même une belle victoire pour les Sud-Africains qu'une tournée ayant l'approbation de l'IRB puisse avoir lieu. Elle a d'ailleurs bien failli capoter. Il faut donc se contenter de ce que l'on a. L'isolement est rompu et c'est cela qui compte. La rupture des liens avec la communauté sportive internationale a toujours été douloureuse pour l'opinion publique sud-africaine, surtout dans le domaine du rugby.

## Un culte africain

Cette coupe fait d'autant plus mal que le ballon ovale est un objet fétiche dans la communauté blanche et plus particulièrement chez les afrikaners. Un véritable culte, un rite tribal qui chaque samedi (on ne joue pas le dimanche, jour du Seigneur) déplace d'énormes foules dans les stades. Une sorte de masse confraternelle où la tribu blanche se retrouve au coude à coude dans les odeurs de bière et de saucisses. On serait tenté de dire que ce sport est la colonne vertébrale des Afrikaners, une forme de communion, partie intégrante de cette volonté de survie. C'est dire à quel point le boycottage sportif affecte ces amoureux du rugby prêts à tout pour prouver que sans eux ce sport est orphelin.

Les « touristes » vont être fêtés, choyés. Leur arrivée respective donne lieu à une couverture importante dans la presse. Et si par malheur les Springboks sont défaits, l'événement prendra les allures d'une tragédie nationale à côté de laquelle la démission du président Pieter Botha ne sera qu'une banale péripétie.

Le sourire rayonnant de Dannie Craven, qui préside aux destinées de la SARB depuis trente-trois ans, en dit plus long que tout sur la satisfaction des Sud-Africains blancs d'avoir réussi à sortir de leur situation de parias. Et après ? Eh bien, comme l'a fait remarquer un confrère local persifleur, les Sud-Africains espèrent qu'ils ne devront pas attendre le bicentenaire !

## NATATION : championnats d'Europe

## Défaite de Stéphane Caron

En terminant quatrième de la finale du 100 mètres nage libre des championnats d'Europe disputés à Bonn (RFA), le Français Stéphane Caron a perdu jeudi 17 août le titre et le record continental au profit de la nouvelle vedette de la natation italienne, Giorgio Lamberti : deux jours après avoir amélioré le record du monde du 200 mètres, le Transalpin s'est imposé cette fois en 49 s 24, soit 11 centièmes de moins que l'ancien record d'Europe du Racing-man.

Consolation pour les Français : Catherine Plewinski a amélioré le record de France du 100 mètres nage libre en réalisant 55 s 11 au cours du premier relais du 4 x 100 mètres, qui a aussi abaissé le record national de la spécialité à 3 m 47 s 04.

CYCLISME : championnats du monde sur piste

## Le secret des hommes en gris

Les pistards d'Allemagne de l'Est dominent encore une fois les championnats du monde de la spécialité qui ont lieu à Lyon jusqu'au 20 août. Ils ont placé cinq coureurs sur le podium, dont deux pour recevoir une médaille d'or. Les raisons de cette supériorité vieille d'une douzaine d'années ne sont pas clairement établies. Hypothèses et rumeurs.



Le Soviétique Vatcheslav Ekimov est le seul pistard qui conteste la supériorité des Allemands de l'Est.

## Se faire plaisir

Au mois d'octobre dernier, Dannie Craven a « pactisé avec le diable », c'est-à-dire l'ANC (Congrès national africain) en se rendant à Lusaka (Zambie) pour discuter de la formation d'une fédération multiraciale. Une initiative qui lui a attiré les foudres du gouvernement. M. Frederik De Klerk, devenu depuis président de la République, l'avait convoqué pour lui faire part de son désaccord (Le Monde du 22 octobre). Depuis, on n'a plus entendu parler du projet qui avait provoqué de sérieux remous.

L'unification du rugby sud-africain sous une même bannière n'est pas pour demain. Ce n'est sans doute pas la venue de cette sélection internationale qui va faire bouger les choses. Dans l'immédiat, chacun se fera plaisir en attendant des jours meilleurs pour le sport fétiche des Afrikaners victime d'un système politique qu'ils ont mis en place et dont leurs dirigeants ont bien du mal à vouloir se défaire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Condamnations de la CGT et du Parti socialiste. — Après SOS-Racisme, la CGT et le Parti socialiste ont vivement désapprouvé la participation de huit joueurs français — rejoints par Guy Basquet, vice-président de la Fédération française de rugby — à la tournée de la sélection mondiale pour le centenaire de la fédération sud-africaine (SARB). Pour Laurent Cathala, député national du PS aux sports, il s'agit de « comportements contraires aux valeurs humanistes du sport ». Pour la CGT, « participer au centenaire de la SARB revient à militer activement contre tous ceux qui luttent en Afrique pour abolir l'apartheid ».

## LES HEURES DU STADE

## Athlétisme

Championnat d'Europe juniors à Yerevan (Youssovie). — Du 24 au 27 août.

Grand Prix FIAA. — Meeting de Cologne, le 20 août.

## Automobilisme

Championnat du monde des pilotes. — Rallye des Mille Lacs en Finlande, du 23 au 27 août.

## Cyclisme

Championnats du monde sur piste à Lyon. — Jusqu'au 20 août.

## Equitation

Championnats d'Europe de sauts d'obstacles à Rotterdam (Pays-Bas). — Jusqu'au 20 août (A2, samedi 19, à partir de 15 heures).

## Football

Championnat de France. — Première et deuxième division, samedi 19 août.

Championnat d'Angleterre. — Samedi 19 août (1<sup>re</sup> journée).

## Lutte

Championnats du monde de gréco-romaine à Martigny (Suisse). — Du 24 au 27 août.

## Natation

Championnats d'Europe à Bonn (RFA). — Jusqu'au 20 août (A2, samedi 19, à partir de 15 heures).

## Rugby

Challenge Du Manoir. — Samedi 19 août (2<sup>e</sup> journée).

## Voile

Championnats de France en Bretagne. Du 21 août au 2 septembre.

LYON  
correspondance

UN beau jour, les Allemands de l'Est se sont mis à tout gagner. Ce n'était pas en natation, ni en athlétisme, mais à vélo, sur piste. Et les podiums des disciplines reines de ce sport ont pris la teinte grise des maillots des pistards est-allemands.

« C'était en avril 1977, l'année où les championnats du monde ont eu lieu au Venezuela », raconte Daniel Morelon, triple champion olympique devenu aujourd'hui entraîneur national. Depuis quelques années déjà, les Allemands de l'Est venaient dans les compétitions et nous observaient. Un jour, en 1970 à peu près, l'un d'entre eux était venu vers moi et m'avait demandé : « Comment faites-vous pour être si fort ? » Et puis brusquement, sans que l'on comprenne trop comment, ils ont tous éclaté simultanément. L'un d'entre eux, Geschke, est devenu champion du monde de vitesse à trente-quatre ans. En quelques mois, il s'était transformé, avait gagné une puissance musculaire incroyable. Alors évidemment les rumeurs ont couru.

Depuis douze ans, la domination des Allemands de l'Est sur la piste mondiale n'a jamais été remise en question, si ce n'est par les Soviétiques qui depuis quelques années grignotent leur retard.

A Lyon, à l'occasion des championnats du monde qui ont lieu jusqu'au dimanche 20 août, ils se sont imposés dans les deux disciplines de sprint amateur : la vitesse (Bill Huck) et le kilomètre (Jens Glücklich avec un peu de chance dans cette dernière épreuve, puisque le champion olympique de la spécialité, le Soviétique Kiritchenko, a brisé son guidon). En poursuite, la troisième épreuve « noble » de la piste, ils se sont emparés de deux des trois marches du podium, laissant cependant la première au jeune prodige soviétique Vatcheslav Ekimov, qui doit passer professionnel à la fin de la saison.

A l'exception d'un Australien, Martin Vinnicombe, qui parvient encore à troubler l'hégémonie des pays socialistes dans l'épreuve du kilomètre, les pistards des pays occidentaux semblent s'être soumis et avoir admis une fois pour toutes la suprématie du système socialiste dans leur discipline.

La plupart d'entre eux choisissent tôt ou tard de passer chez les professionnels, là où ils peuvent viser le podium, tout en sachant

pertinemment que les meilleurs évoluent chez les amateurs. Encore que, depuis cette année, on trouve des Soviétiques des deux côtés de la barrière. Les Allemands de l'Est, allergiques à la perestroïka, le sont également au professionnalisme. La langue de bois fait encore merveille dans leurs rangs.

Ces coureurs, dont les veines saillent sur les muscles souvent disproportionnés des membres inférieurs, suivent-ils une préparation scientifique ou médicale quelconque ? « Aucune », répond le responsable de la piste est-allemande, Sigfried Mockel. Pour être un champion, il faut vivre en bonne santé et proprement.

## « Préparation scientifique »

Quels avantages leur statut de sportif de haut niveau leur procure-t-il ? Touchent-ils une aide de l'Etat, comme c'est le cas des amateurs français ? Réponse de Jens Glücklich, nouveau champion du monde du kilomètre : « Je ne bénéficie d'aucun avantage en ce qui concerne mon emploi ou mon logement, par exemple. Je ne touche rien et je vis de mon salaire d'ouvrier métallurgiste en matériel ferroviaire. Mon objectif professionnel : devenir maître-couvreur ».

Sur quelles bases la force de ces coureurs repose-t-elle donc ? « Ils ne veulent absolument rien révéler de leur organisation », affirme Daniel Morelon. On sait simplement qu'elle repose sur un système de détection très au point, sur une prise en charge des athlètes encore très jeunes, sur une concurrence effrénée de leurs clubs et sur des compétitions qui opposent très fréquemment leurs meilleurs spécialistes.

Il est communément admis qu'être le meilleur en RDA est plus difficile que d'être champion du monde. Le mystère reste cependant à peu près entier. Bien que les connaissances depuis plus de vingt ans, Daniel Morelon n'a jamais été invité par les Allemands de l'Est à venir visiter leurs installations.

On suppose que la musculation y est pratiquée à haute dose, que la spécialisation est poussée à l'outrance. Quant aux rumeurs de préparation dite « scientifique », autrement dit de dopage, elles n'ont jamais été confirmées lors des contrôles institués dans les compétitions internationales. Cela ne veut pas dire qu'elles ne sont pas fondées, mais plutôt que les Allemands de l'Est sont vraiment très forts, dans tous les domaines.

GILLES VAN KOTE.

## « Excitant, fantastique »

LES huit joueurs français qui sont arrivés, jeudi matin 17 août, à l'aéroport de Johannesburg n'ont pas reçu un accueil triomphal comme ce fut le cas pour douze autres internationaux australiens et britanniques. Il y avait peu de monde et la SARB (South African Rugby Board) avait délégué de modestes représentants. Les huit joueurs ont immédiatement pris un autre avion pour Durban, où doit se dérouler le premier match, samedi 19 août.

Parmi ces huit hommes figurent sept internationaux : Philippe Sella (centrale), Denis Charvet (centrale), Pierre Berbizier (demi de mêlée), Frank Mesnel (demi d'ouverture), Laurent Rodriguez (troisième ligne), Marc Cécillon (troisième ligne) et Jean-Pierre Garret (pilier). Le huitième Français, Jean-Philippe Elorge (troisième ligne de Saint Jean-de-Luz, équipe du groupe B) sera le seul joueur de couleur de cette sélection internationale. Cela ne l'émue guère. Métis, né en Côte-d'Ivoire, il ne s'est posé aucune question. Il trouve simplement « excitant, fantastique » de pouvoir jouer contre les Springboks. « Je suis venu uniquement pour le rugby... je ne sais pas trop ce qui se passe ici. » Qu'il soit un alibi ou « un clin d'œil » pour reprendre l'expression de Dannie Craven, ne le dérange pas.

Au-delà d'arrière-pensées. Les pressions, il les a senties balayées d'autant, souligne Laurent Rodriguez, qu'elles n'ont pas été trop « fortes ». Dans cette affaire, marmonne

Jean-Pierre Garret, « on oublie toujours le rugby. On veut jouer au rugby, voir quand même ces soi-disant monstres du rugby » que sont les Springboks.

Pour Denis Charvet, « c'est un privilège d'avoir été sélectionné par les Sud-Africains ». Il ne cache pas qu'il avait envie de venir ici : « C'est une occasion de voir ce qui s'y passe, même si on ne voit rien et de prendre son plaisir sur le terrain. » Le trois-quarts centre de l'équipe de France ne craint pas les représailles. « Bamuck a été un sportif avant nous et il sait ce que le sport veut dire. S'il agit comme cela, c'est parce qu'il suit le gouvernement. Mais, au fond de lui-même, je suis sûr qu'il est content qu'on vienne ici. J'en suis persuadé. Je ne comprends pas, ajoute-t-il, alors qu'il y a une ambassade de France dans ce pays, que le gouvernement français puisse nous interdire de venir. Il faudrait qu'on interdise à tout le monde de venir, que l'on ne fasse pas de commerce. »

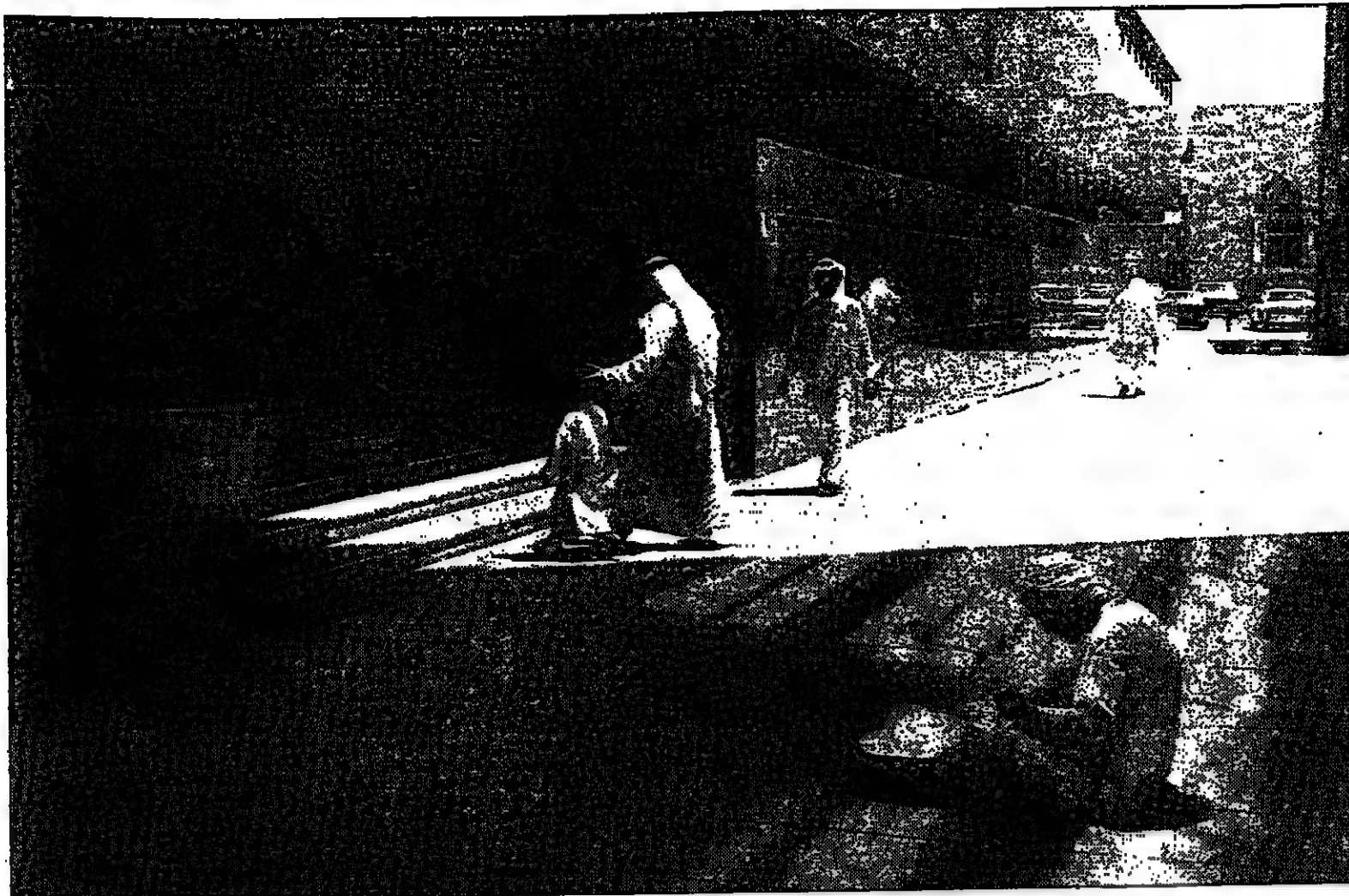
Denis Charvet, comme beaucoup d'autres, dément avoir reçu de l'argent. Le billet d'accord, les frais, c'est le moins des choses, mais rien de plus. Pierre Berbizier, pour sa part, se refuse à tout commentaire. Il parlait plus tard, il refuse notamment de confirmer, comme le veut le rumeur, qu'il puisse être le capitaine de cette sélection internationale dans laquelle la France a fourni le plus important contingent.

M. B.-R.



# Le Monde SANS VISA

Le premier gisement de pétrole est découvert en 1938 ; huit ans après, le brut est exporté. L'épopée commence. Voyage et rencontres dans l'un des cinq pays les plus riches du monde.



Par Paul Belta.

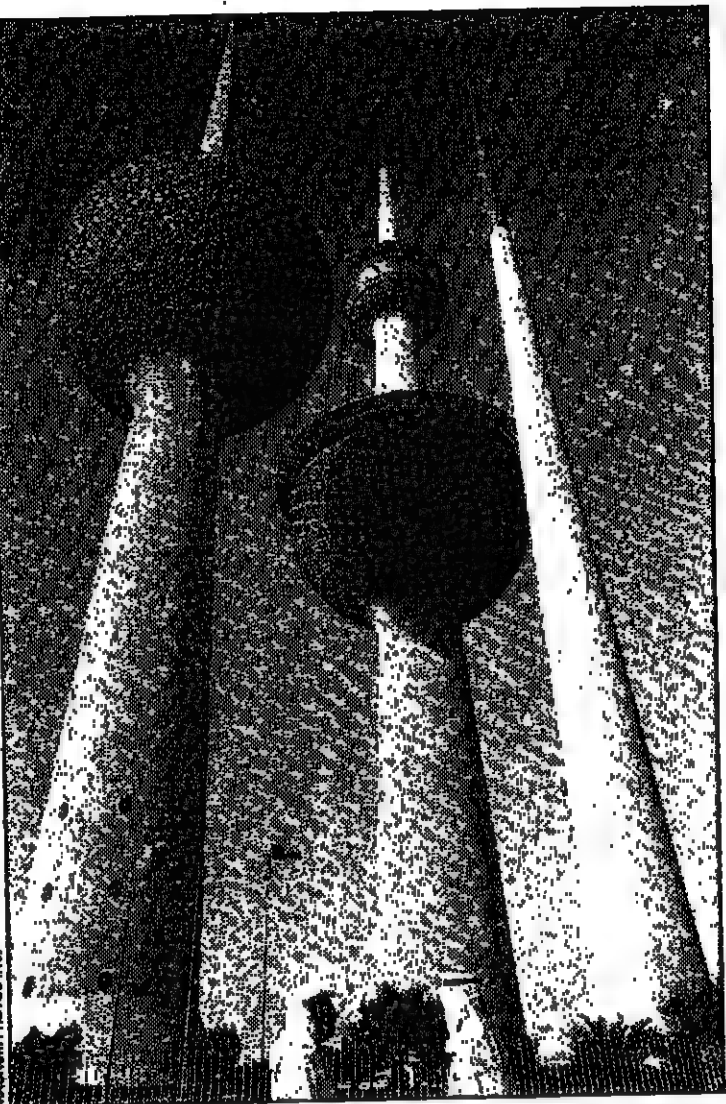
**Q**UAND on parle de Koweït, on pense aussitôt pétrole, gaz, investissements, achats d'armes. Et pourtant, c'est le plus « intellectuel » des émirats du Golfe. Assuré de plus de deux siècles de production pétrolière, disposant d'un PNB qui le classe parmi les cinq pays les plus riches du monde, il aurait pu se consacrer à assurer le bien-être matériel d'une population de moins de 2 millions d'habitants, dont près de 60 % d'étrangers. Il a voulu être plus et mieux que cela.

Ce petit Etat désertique de 18 800 kilomètres carrés en forme de tête de faucon s'est métamorphosé en une oasis ultramoderne : en moins d'un demi-siècle, il a aménagé des jardins au milieu desquels surgissent des immeubles d'une architecture hardie. Mieux, le pays se situe en pointe, par rapport à ses voisins, dans les domaines de la recherche scientifique, de la presse, de l'art, de la télévision. L'émir, cheikh Jaber Al Sabah, ne vient-il pas de créer un Fonds pour les générations futures alimenté annuellement par 10 % des revenus de l'Etat ?

Le nom de Koweït, diminutif de *Kout* (« fortin »), n'est apparu qu'au début du dix-neuvième siècle. Auparavant, les voyageurs comme le Danois Niebuhr, l'appelaient *Grane*, déformation de *Qaryat*, qui veut dire « petite cornue ». Aujourd'hui cité-Etat, la ville de Koweït n'a vu le jour qu'en 1672, peu avant l'arrivée de la famille El Sabah, qui fonda, au début du dix-huitième siècle, la dynastie régnante.

La vie y était rude et misérable tant pour les tribus chamélières de l'intérieur que pour celles du littoral, qui payèrent un lourd tribut à la mer. Elles fournissaient, jusqu'à la découverte de l'or noir, quelque dix mille marins et plongeurs qui formaient ces pêcheurs de perles qu'illustre l'opéra de Georges Bizet. Oserais-je avouer que je lui préfère la vision plus réaliste que nous en donne le cinéaste koweïtien Khalid as-Siddik dans la *Mer coraillée*, son chef-d'œuvre, couronné par la plupart des festivals internationaux en 1970-1971 ?

Le premier gisement de pétrole est découvert en 1938 à Boukran ; huit ans après, le brut est exporté. L'épopée moderniste commence. L'émir a la sagesse d'accueillir des dizaines de milliers d'Égyptiens et plus encore de Palestiniens exilés après la création de l'Etat d'Israël, en 1948. Ils fournissent les cadres administratifs, les enseignants, les ingénieurs, les techniciens et les intellectuels



dont l'émirat, où la population est alors, largement analphabète, a cruellement besoin.

Dans l'euphorie qui suit le départ des Britanniques et l'accession à l'indépendance, en 1961, le béton fait une entrée royale. On construit à gogo des bâtiments qui ne sont guère plus belles que nos HLM de l'époque. Elles ne tardent pas à déconner par rapport à l'urbanisme futuriste des émirats voisins qui ont amorcé plus tardivement leur développement. Qu'à cela ne tienne. On rase cette génération d'immeubles et on reconstruit !

Symbole d'une capitale en pleine rénovation : les tours. Achevées en 1979, les trois premières sont flanquées comme des minarets et ornées chacune d'un globe d'un bleu brillant dont le plus grand, aménagé en restaurant, opère une révolution complète toutes les heures, tandis que les autres servent de réservoirs d'eau. Ici, on apprécie de joindre l'utilité à l'agréable. Une autre tour de 372 mètres, « plus haute que la tour Eiffel », soulignent les Koweïtiens, doit dominer le centre de télécommunications en cours de réalisation.

Audaces et innovations architecturales foisonnent, comme en témoignent, entre autres, le siège du conseil des ministres, sur le front de mer, inspiré d'une voile au vent, ou cette mosquée pyramidale, près du port, dont les lignes horizontales, rythmées d'ombre et de lumière, sont aussi impressionnantes de jour que de nuit. Mais les dirigeants sont également en quête du passé lointain.

Prenant la suite des Danois et des Italiens, une mission archéologique française, dirigée par Jean-François Salles, a découvert d'énormes vestiges à Failaka, que les marins d'Alexandre le Grand avaient baptisée *Ikaros*, du nom de l'île de la mer Egée qui lui ressemble. Avec patience et enthousiasme, les Français cherchent à combler les « trous » entre la période de Dilum (1400 à 500 av. J.-C.), l'époque hellénistique et celle des Abbassides (750-1258). J'ai été témoin du ravissement de l'équipe découvrant une sculpture avec des motifs chrétiens qui confirmerait leur hypothèse d'une continuité historique du paganisme à l'islam.

Tout étranger de passage à Koweït devrait visiter le Musée national d'archéologie et plus encore le Musée national d'art islamique, un des plus beaux qui soient par la splendeur des objets et la qualité de la présentation réalisée avec l'aide du Metropolitan Museum de New-York. Il faudrait dire comment cheikh Hussa, la directrice, spécialiste d'art abstrait occidental, s'est reconvertie à l'abstraction musulmane, comment, avec son mari, cheikh Nasser El Sabah, ils ont acheté aux enchères à Paris, Londres et New-York quelque vingt mille œuvres du patrimoine musulman, du Maroc à l'Indonésie, du septième siècle à nos jours. Puis ils ont mis à la disposition de l'Etat et du public deux mille des plus belles pièces de leur collection, dont plusieurs sont monumentales comme cette porte en

## L'épopée koweïtienne

bois du quatorzième siècle provenant de Fès.

Cheikh Hussa n'est pas un cas isolé. Pour peu qu'on soit familier de Koweït, on est frappé du rôle croissant joué par les femmes. Tradition et modernité coexistent : les unes portent le *hijab* (foulard) cachant la chevelure et sont attendues par leur mari à la sortie du bureau ; les autres, habillées à la dernière mode, repartent au volant de leur voiture.

Dans les ministères, les banques, le secteur social, nombre d'entre elles dirigent des services avec compétence et imposent leur autorité aux hommes ! D'autres ont ouvert des galeries d'art, d'autres encore sont peintres, sculpteurs et même comédiennes (ça sent le soufre), comme j'ai pu le voir lors du 1<sup>er</sup> Festival de théâtre des pays membres du Conseil de coopération du Golfe, organisé au printemps 1988. D'autres, enfin, gèrent des restaurants gastronomiques où l'on a le choix entre poissons et crevettes grillées du Golfe, plats syro-libanais et cuisine française.

Alors qu'en terre d'islam la recherche scientifique n'est plus guère à l'honneur depuis des siècles, sauf en de rares pays, l'émirat s'est doté, depuis 1967, du Koweït Institute for Scientific Research (KISR), instrument efficace dans le domaine du développement, tant qu'il est, parallèlement, le Scientific Club of Koweït sensibilise et initie les jeunes à la technologie.

En dépit — ou en raison ? — de sa dimension, l'émirat a tenu, dès l'indépendance, à s'intégrer dans les réseaux régionaux et internationaux et à y jouer un rôle souvent novateur. Ainsi a-t-il créé le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, qui a fait école. Depuis, il a poursuivi et développé une pratique de solidarité avec le tiers-monde qui a donné une épaisseur à sa politique étrangère.

Il participe en effet au budget de vingt-cinq agences et organisations de l'ONU et accueille sur son territoire une quinzaine d'institutions économiques, scientifiques et culturelles comme l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin, l'Institut des manuscrits arabes, le Centre arabe pour les publications et les documents médicaux... Réseaux multiples de coopération et d'amitié qui ont permis à ce pays, quatre-vingt-dix fois plus petit que l'Iran, de faire face aux attentats organisés sur son territoire par Téhéran pendant la guerre du Golfe et de résister aux multiples pressions du régime de Khomeiny.

Réseau encore que celui de la presse : Koweït publie sept quoti-

diens (cinq en arabe, deux en anglais), dont *Qabas International*, qui fait autorité dans le monde arabe au même titre que les grands journaux égyptiens et libanais. Il édite aussi plusieurs dizaines de revues et de magazines sur la politique, la religion, l'art, la littérature, la médecine, la science, le pétrole. Égyptiens, Palestiniens et Libanais ont certes fait la renommée de cette presse, mais les jeunes journalistes koweïtiens arrivent à leur tour sur le marché et assurent la relève.

Une institution typique risque d'échapper à l'attention de l'étranger qui ne parle pas arabe : la *diwaniya* (salon). Quelques deux cents notables (princes, ministres, hommes d'affaires...) tiennent salon à jour fixe, une fois par semaine, entre 7 heures et 9 heures, 19 heures et 21 heures. Chacun peut s'y rendre. Le cérémonial est le même, mais la tonalité diffère d'une *diwaniya* à l'autre, et la coutume veut qu'on en fasse plusieurs d'affilée pour s'informer, humer l'air du temps, prendre le pouls de la société.

Dans le grand salon rectangulaire, entouré de sièges, le maître de maison est assis au centre d'un des grands côtés ; en face de lui, des fauteuils sont réservés aux membres de la famille royale et du gouvernement. Quand l'un d'eux entre, l'hôte se dresse, imité des présents, et le salue. Pour les autres personnalités, il se lève plus ou moins, selon leur importance. S'agit-il d'une personne de moindre renommée ? Il reste assis mais se penche légèrement en avant ; s'il tient à l'honneur plus particulièrement, il lui souhaite la bien-

venue à haute voix. L'hôte invite certains visiteurs à s'asseoir près de lui. La bienséance exige qu'ils ne s'incrument pas, pour faire place à d'autres.

Pendant deux heures, la conversation roule librement sur tous les sujets, des problèmes stratégiques aux petits potins de la ville en passant par les questions d'intérêt local. On parle du parc de loisirs qui vient d'être inauguré sur la corniche, du sondage télévisé sur la possibilité de porter le week-end à deux jours (jeudi et vendredi) en aménageant les horaires, ou des cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française si un des présents y a assisté. Pour un ambassadeur ou un industriel qui parle arabe, la *diwaniya* est une mine d'or et une bénédiction !

Cette vieille tradition bédouine a l'avantage de compenser l'échec des expériences parlementaires tentées par le palais dans le passé. Elle entretient aussi un esprit d'ouverture dans une région où, trop souvent, domine l'intolérance. On s'explique mieux pourquoi, dans ce pays, les chrétiens — catholiques, orthodoxes, protestants — disposent de lieux de culte pour prier.

Et ce n'est pas le spectacle le moins surprenant que de voir des milliers de travailleurs philippins, indiens, arabes, européens, qui travaillent le dimanche, jour ouvrable, se rassembler le samedi soir près de l'Hôtel Sheraton, au centre de la ville, devant la cathédrale de la Sainte-Famille, pour bavarder avant d'assister à la messe dominicale !

**TUNISIE CONTACT**  
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE A L'HOTEL CLUB SANGHO SKANES**  
A partir de 3 400 F tout compris Paris/Paris

Brochure complète Tunisie sur demande

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25.

كوتا من لاجل



## LA TABLE

## Les plaisirs du Grand Cours

C'EST en 1616 que Marie de Médicis transforma le chemin menant du Louvre aux villages de Chaillot et de Saint-Cloud en jardin : ce fut le cours la Reine. Un siècle et demi plus tard, ce petit cours fut délaissé au profit de son voisin, l'avenue des Champs-Élysées ; le Grand Cours, le Nôtre, en même temps qu'il traçait le jardin des Tuileries, et en prolongement de son allée centrale, dessina donc le Grand Cours planté d'une double rangée d'ormes. L'avenue Gabriel, mordant sur les jardins des hôtels du faubourg Saint-Honoré, fut ouverte en 1670.

Mais c'est seulement en 1835 qu'Adolphe Franconi monta son chapiteau en haut du Grand Cours (à hauteur de l'actuel rond-point), vite remplacé, en dur, par un cirque qui fut tour à tour Cirque des Champs-Élysées, National, d'Été, de l'Impératrice, Napoléon, Olympique (la rue du Cirque en perpétue le souvenir). Il manquait au Grand Cours ses restaurants de fête. A l'heure où l'on célèbre tous les anniversaires, des cent ans de la Tour au quatre-vingt-dix ans du Fouquet's, pourquoi ne pas chanter cet élégant hôtel construit, il va y avoir cent cinquante ans, par Hitorf ? Il s'appela d'abord le pavillon du Cirque, puis prit le nom d'un de ses propriétaires, devenant le Restaurant Laurent.

J'y songeais l'autre soir, dînant dans le jardin de Laurent. Je pen-

sais à ce soir de l'été 1913 où Colette, attendant alors un enfant d'Henry de Jouvenel, avait reçu de lui ce mot : « Mais... qu'est-ce

de légumes, je pensais au livre de Marc Andry, *Chère Colette*, où il nous la montre après ce dîner, « promenant sous les marronniers

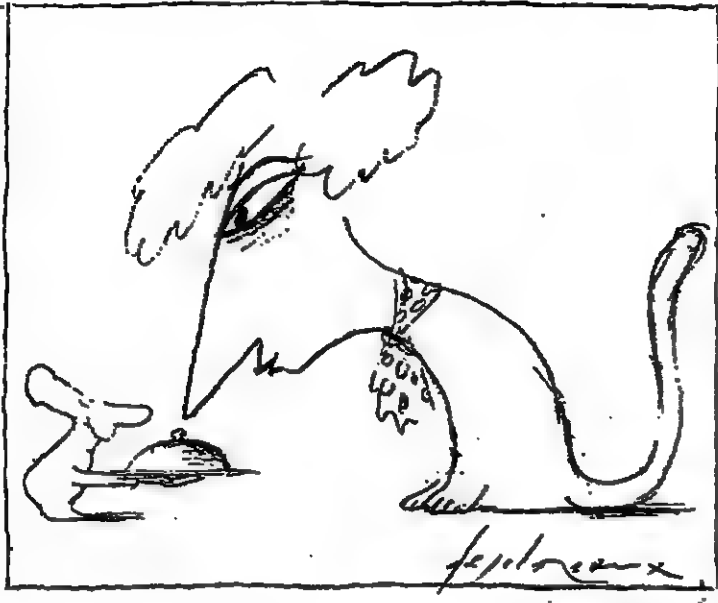
choisi parmi les plats de l'excellent chef Bernard Guilhaudin la roulade de foie gras et ris de veau, avant la voiture des fromages et la fenillette de fruits rouges.

Colette, qui se souvenait d'avoir goûté, jennette, le vin « mardore » de Frontignan, illumination « de ses papilles nerveuses ». Colette qui a écrit : « La vigne, le vin sont de grands mystères. Seule dans le règne végétal, la vigne nous rend intelligible ce qu'est la véritable saveur de la terre ». Colette eût été ravie de connaître Philippe Bourguignon, le sommelier (premier de France et de chez Laurent). Il lui eût recommandé ce rouge du Jura (arbois 1986, les Bérangers de chez Jacques Paffeny à Montagne-les-Arsures). Un vin de pur cépage troussau, ce qui est peu commun.

Evidemment les prix, ici, sont « en situation » ainsi que l'on dit au théâtre, mais c'est, chez Laurent, et tout à la fois, une fête de bouche, un spectacle de joie. Domage, oui, dommage, que Michelin ne lui attribue que deux étoiles — et un faux numéro de téléphone !

LA REYNÈRE.

● LAURENT, 41, avenue Gabriel, 75008 Paris. Tél. : 42-25-00-39. Fermé samedi midi et dimanche. CB, AE, DC.



que tu fais ce soir ? Si cela ne te révoltait pas de dîner chez Laurent en plein air... Il fait beau, j'ai si envie de rester avec toi ! Et dégustant, sous les gros marronniers qui ont vu le couple célèbre, une simple et superbe crème de poireaux froide à la brunoise

niers du Carré Marigny et regardant avec nostalgie l'emplacement du Cirque d'été où elle allait avec Willy.

J'ai voulu alors « manger » Colette et, après le potage, j'ai

## Bonnes adresses de lecteurs

Grands compliments, au fil du courrier, pour :

● Le Relais de la Rance, 6, rue de Rennes, 35290 Quéillac. Fraicheur de tout ce qui vient de la mer et bon accueil. Tél. : 99-07-21-21. Succulente parmentière de saumon norvégien et fondue au chou et aux raisins de Corinthe, précise le *Bottin gourmand*. Tél. : 99-06-20-20.

● Chantolles, route du Haut, 48220 Vialas, avec la cuisine étoilée au *Bottin gourmand* du chef Patrick Pagès. Tél. : 66-41-00-02.

● L'Hostellerie des châteaux, 11, rue des Châteaux, 67530 Ottrott, lui aussi étoilé, et dont la boutique de produits régionaux consolerait les puristes de la poitrine de pigeon aux coings. Tél. : 88-95-81-54.

● La Blache, 38380 Saint-Laurent-du-Pont, inconnu des guides.

● Le Pré fleuri, avenue Albert-Picri, 38250 Villard-de-Lans, aux multiples menus, de 90 à 150 F. Tél. : 76-95-10-96.

● La Bonne Etape, enfin, chemin du Lac, 04160 Châteauneuf. Je repartirai de la cuisine intelligente de Pierre et Dany Gleize.

En revanche, le même lecteur a été déçu au Château de Riel (à Molitès-Bains), et une lectrice me demande pourquoi elle a eu un mauvais sommeil, un méchant réveil pis encore après un repas dans un restaurant chinois. Certes, il en est d'excellents, mais pas tous ! Et il semble que les services d'hygiène soient, avec eux, moins tatillons qu'avec d'autres.

## SEMAINE GOURMANDE

## La Bûcherie

Evidemment, sur les quais, face à Notre-Dame, au passage des touristes et dans un décor ayant conservé les vieilles cheminées (feu de bois l'hiver), on affiche souvent « complet ». Mais, sinsi que me le soufflait un familier de la maison, Bernard Bosc pourrait en profiter pour faire une cuisine « de cavalerie ». Au contraire, la carte, les produits, la réalisation vont de pair, que ce soit les coqs bénédicte (à la brandade et omelette des chers), le caviar d'aubergine, le foie gras jus de truffes ou les pâtes fraîches (maison) au basilic, avant les filets de sole en meurette, la rôtie aux câpres, le sandre à la rhubarbe, puis un sauté d'agneau aux aubergines, le chachick de sauté d'agneau, etc., tout est bien bon, jusqu'aux desserts, avec une carte des vins riche, notamment en bordeaux. A l'heure des petites Anglaises et du tea, on peut abandonner les excellents petits gâteaux pour une dégustation de foie gras frais maison et de saumon fumé maison. Compter 300/400 F.

● LA BUCHERIE, 41, rue de la Bûcherie, 75005 Paris. Tél. : 43-54-78-06. Ouvert tous les jours. Salon : 40 couverts. Parking Notre-Dame. CB - AE - DC.

## Le Relais du parc

Dans la (trop) vivante avenue Poincaré, l'Hôtel Park Avenue (même chaîne que le Baltimore et quelques autres) propose, sur ses arrière-cours, ce restaurant de calme bien caché, bien trop modeste peut-être, dont le jeune chef Hache doit être encouragé, ne serait-ce que pour ses coqs pochés aux coqs de saumon (60 F), son consommé de crustacés à la brunoise de concombre (65 F), un délice de lotte crème de civette (115 F), les médaillons de porc aux agrumes (110 F), la fricassée de poulet à la normande (95 F), avant un honnête plateau de fromages et la farandole des desserts. Compter 300/350 F, mais avec un menu à 165 F très agréable. A la carte des vins, j'ai profité d'un coteau-de-bourg 1986 à 99 F satisfaisant.

● LE RELAIS DU PARC, 55-57, av. Raymond-Poincaré, 75016 Paris. Tél. : 43-53-44-60. Fermé samedi et dimanche. Salon 10/300 personnes. Parking voirie. DC - AE - CB.

## La Manufacture à Issy-les-Moulineaux.

On y roulait les cigarettes de la Régie. Transformé, c'est à présent un joli et clair restaurant, et comme le chef, David Van Laer, est un adjoint de Vigeto (le maestro d'Apicius), nul ne s'étonnera qu'à quelques encablures de la porte de Versailles, ce nouveau venu fasse... un tabac ! La carte est courte mais, selon le marché, elle se double d'une « carte parée » très complète qui plaira à ceux (ils auraient tort) méprisant la croquette de moelle de bœuf au mesclun (65 F), le lapereau confit et sa salade de lentilles (80 F), l'œuf mollet sur haddock (80 F) le pied de porc au persil plat (80 F), le filet et joue de bœuf au vin de Graves et purée de pois cassés (100 F). Un excellent brie de Meaux, quelques desserts. C'est ici une découverte, comme le fut pour moi ce cru-du-coudoulet 1986 (90 F), agréable en ces jours chauds. Compter 250/300 F.

● LA MANUFACTURE, 30 rue Ernest-Renan, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 40-93-08-98. Fermé samedi midi et dimanche. C.B.

## Restaurant du Château à Jouy-en-Josas

C'est le restaurant de la vite célèbre Fondation Cartier, au milieu d'un grand parc. Avec — fondateur oblige — une étonnante variété de vins de cahors (Alain-Dominique Perrin, PDG de Cartier, n'est-il pas grand maître de la Confédération du vin de cahors ?). Olivier Richy, est un bon jeune chef, et de plus, il bénéficie des conseils de Gérard Vié (le seigneur des Trois Marches versallaises). La carte propose l'escalope de saumon au Cahors, l'agneau du Quercy au gratin « Bayalady », une coulle de homard et son bavarois glacé, le pigeon rôti et sa salade de lentilles aux rillons de foie gras, de bons desserts conduisant à des additions de 350/400 F. Mais avec un menu à 135 F et un autre à 195 F, très honorables.

● RESTAURANT DU CHATEAU, 3, rue de la Manufacture, 78350 Jouy-en-Josas. Tél. : 39-56-46-46. Déjeuners seulement et dîner samedi soir. CB - AE - DC.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'azur

06400 CANNES  
HOTEL LIGURE \*\*\*NN  
3, rue Jean-Jaures  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970773  
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, lussoré, chambres TV couleur. Tél. direct, minibus.

## NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Bent Western \*\*\*NN  
Hotel de charme près mer, calme, grand confort.  
39 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-67-62-56 - Tél. 478418.  
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Petit centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibus.

## Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Village XVIII<sup>e</sup> s. Plus haute comm. d'Europe, 2040 m. Randonnée, pédestre.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
Tennis, billard, Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.

## Paris

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

## PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES  
Au pied des Baux de Provence, VAL-BAUSSENC, hôtel \*\*\*  
Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvre ses portes : 21 chambres ti. conf., grill, piscine, proximité promenade à cheval, golf et tennis. 122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90.

## Italie

VENISE  
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\*  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721  
Tél. : 41-1150 FENICE 1.  
VÉRONE  
NOVO HOTEL ROSSI  
Via Delle Corti, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-62-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppié,  
élevé en l'ordre de châteaux,  
amoureux pour vous.  
AMATEURS, profitez de nos caves spéciales :  
REDEMPTEUR très mil. 1983 et blanc de blanc.  
Tél. sur demande à  
R.M. DUBOIS P. & F. (S), « Les Alambours »  
VENTEUIL, 51200 EPERNAY, 26-58-48-57.

GRANDS VINS DE JURANÇON  
CHATEAU DE ROUSSE  
Direct. du producteur sa. consommateur.  
Qualité et millésime en sec et moelleux.  
J. LABAT-LABONDEITE, 64116 JURANÇON.  
Tél. sur demande.

## RÉSIDENCES

VENISE  
A LOUER  
Appartements luxueusement aménagés.  
SAN MARCO  
SÉJOUR MINIMUM :  
UNE SEMAINE  
Tél. : 193941/5228933  
Tél. fax : 193941/5203721.

## CAMPAGNE MER MONTAGNE

LOUE  
A FRÉJUS (Var)  
Dans VILLA AVEC JARDIN  
UN APPARTEMENT  
POUR 4 PERSONNES  
Juin, juillet, août, septembre  
Tél. : 16-94-51-02-02.

## GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS  
LE SOUFFLÉ  
Sa bonne cuisine française  
Salle climatisée  
38, rue du MONT-THABOR  
(au-dessus de la place Vendôme)  
Réservation : 42-80-27-19  
Fermé le dimanche

ASHOKA  
Spéc. du Nord de l'Inde  
5, rue J.-Clemenceau, 15<sup>e</sup>  
F/dim. et lundi midi.  
Tél. : 45-32-98-46

Le Petit Colombier  
RÉOUVERTURE  
LE 21 AOÛT  
Salons pour repas d'affaires  
42, rue des Acacias (17<sup>e</sup>)  
43-80-28-54 - F/dim. midi et soir.

OLIVIER en AOUT  
CHEZ PIERROT  
Cuisine bourgeoise  
SES PLATS DU JOUR ET POISSONS  
SPÉCIALITÉS BOURGUIGNONNES  
18, rue Edmond-Rostand (21<sup>e</sup>) - 46-08-17-84 et 05-43  
F/sem. et dim.

(PUBLICITÉ)

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILLAISES	BOURGUIGNONNES	LYONNAISES	DANOISES ET SCANDINAVES	SAPNA	SUD-AMÉRICAINES
ZOMBI NELSON 17, rue de la Ville-Neuve, 2 <sup>e</sup> Tél. : 42-33-76-57	CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45060-45/1164. F. am. é. Cuis. bourg. Ouv. tout l'été.	LA FOIX, 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alés aux fourneaux. Ouv. tout l'été.	141, av. des Champs-Élysées, 43-58-38-41. COPENHAGUE, 1 <sup>e</sup> étage. F/AOUT FLORA DANICA et son agréable jardin. Ouv. tout l'été.	160, r. de Charanton, 12 <sup>e</sup> F/haut. - 43-46-73-33. Mouque, dans indienne. Cuis. raffinée.	ENCARL, 19, r. Pierre-Lescot, 1 <sup>e</sup> F/dim. 42-33-19-98. Pr. Forum des Halles.
DOUCES DES ÎLES	BRETONNES	SARLADAISES	ETHIOPIENNES	LE TAGOR	THAILANDEISES
DOUCES DES ÎLES 3, rue de Bruxelles, 9 <sup>e</sup> 45-26-68-20. Discotèque	TY COZ, 33, r. St-Georges, 48-78-42-95. Fermé dim. lundi soir. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. Ouv. tout l'été.	LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8 <sup>e</sup> , 45-22-33-62. Dîner péjoratif 130 F s.c. Ouv. tout l'été. F/sem. et dim. en août.	45-87-06-51. F/dim. ENTOTTO 103, r. L.-M.-Nordman, 13 <sup>e</sup> . Dorowot, Beryayenot av. l'Indienne.	L'un des meilleurs restaurants étrangers de France (G. Millau). 25, av. du Maine, Paris-15. T.L.I. 45-44-94-41	CHEUNG-HAI 12, r. Frédéric-Sébastien, 9 <sup>e</sup> 43-25-45-45. F/dim. d'g. Thal 90,30 F.S.C. F/dim 1 <sup>er</sup> au 15 août.
AUVERGNATES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	SUD-OUEST	INDIENNES	ITALIENNES	VIETNAMIENNES
ARTOIS ISIDORE 42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. am. midi, dim. Ouv. tout l'été. F/sem. et dim. en août.	RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1 <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche. F/AOUT	LE REPART DE CARTONCE, 6748-24-48. 1 <sup>er</sup> ba- rnat de Filles-de-Cabre (11 <sup>e</sup> ). F. sem. soir, dim. F. de 4 em 7 août.	43-54-26-07 MAHARAJAH 72, r. St-Germain, 1 <sup>er</sup> étage. SCE NON-STOP : 23 h 30. Vend. sam. j. 1 h. Cadre luxueux. Salle climatisée. Ouv. tout l'été.	L'APPENNINO, 61, rue Amiral- Mouchez, 13 <sup>e</sup> . 45-89-08-15. F/dim. lundi ÉMILIE-ROMAGNE.	NEM 66, 66, rue Lauriston (16 <sup>e</sup> ), 47-27-74-52. F. am. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.



# JEUX

Les hommes en gris

de l'ère du grand homme...  
la question de la guerre...  
la question de la guerre...  
la question de la guerre...



## échecs

N° 1348

A LA HUSSARDE

(Comp. du monde, Moscou, 1989)  
Blancs : A. DREKOV  
Noirs : Z. AZMAIPARASHVILI  
Défense : Firc.

1. d4 d5 2. c4 e5 3. f3 f6 4. g3 g6 5. f4 f5 6. g4 g5 7. f5 f6 8. g6 g7 9. f7 f8 10. g8 g9 11. f9 f10 12. g10 g11 13. f11 f12 14. g12 g13 15. f13 f14 16. g14 g15 17. f15 f16 18. g16 g17 19. f17 f18 20. g18 g19 21. f19 f20 22. g20 g21 23. f21 f22 24. g22 g23 25. f23 f24 26. g24 g25 27. f25 f26 28. g26 g27 29. f27 f28 30. g28 g29 31. f29 f30 32. g30 g31 33. f31 f32 34. g32 g33 35. f33 f34 36. g34 g35 37. f35 f36 38. g36 g37 39. f37 f38 40. g38 g39 41. f39 f40 42. g40 g41 43. f41 f42 44. g42 g43 45. f43 f44 46. g44 g45 47. f45 f46 48. g46 g47 49. f47 f48 50. g48 g49 51. f49 f50 52. g50 g51 53. f51 f52 54. g52 g53 55. f53 f54 56. g54 g55 57. f55 f56 58. g56 g57 59. f57 f58 60. g58 g59 61. f59 f60 62. g60 g61 63. f61 f62 64. g62 g63 65. f63 f64 66. g64 g65 67. f65 f66 68. g66 g67 69. f67 f68 70. g68 g69 71. f69 f70 72. g70 g71 73. f71 f72 74. g72 g73 75. f73 f74 76. g74 g75 77. f75 f76 78. g76 g77 79. f77 f78 80. g78 g79 81. f79 f80 82. g80 g81 83. f81 f82 84. g82 g83 85. f83 f84 86. g84 g85 87. f85 f86 88. g86 g87 89. f87 f88 90. g88 g89 91. f89 f90 92. g90 g91 93. f91 f92 94. g92 g93 95. f93 f94 96. g94 g95 97. f95 f96 98. g96 g97 99. f97 f98 100. g98 g99 101. f99 f100 102. g100 g101 103. f101 f102 104. g102 g103 105. f103 f104 106. g104 g105 107. f105 f106 108. g106 g107 109. f107 f108 110. g108 g109 111. f109 f110 112. g110 g111 113. f111 f112 114. g112 g113 115. f113 f114 116. g114 g115 117. f115 f116 118. g116 g117 119. f117 f118 120. g118 g119 121. f119 f120 122. g120 g121 123. f121 f122 124. g122 g123 125. f123 f124 126. g124 g125 127. f125 f126 128. g126 g127 129. f127 f128 130. g128 g129 131. f129 f130 132. g130 g131 133. f131 f132 134. g132 g133 135. f133 f134 136. g134 g135 137. f135 f136 138. g136 g137 139. f137 f138 140. g138 g139 141. f139 f140 142. g140 g141 143. f141 f142 144. g142 g143 145. f143 f144 146. g144 g145 147. f145 f146 148. g146 g147 149. f147 f148 150. g148 g149 151. f149 f150 152. g150 g151 153. f151 f152 154. g152 g153 155. f153 f154 156. g154 g155 157. f155 f156 158. g156 g157 159. f157 f158 160. g158 g159 161. f159 f160 162. g160 g161 163. f161 f162 164. g162 g163 165. f163 f164 166. g164 g165 167. f165 f166 168. g166 g167 169. f167 f168 170. g168 g169 171. f169 f170 172. g170 g171 173. f171 f172 174. g172 g173 175. f173 f174 176. g174 g175 177. f175 f176 178. g176 g177 179. f177 f178 180. g178 g179 181. f179 f180 182. g180 g181 183. f181 f182 184. g182 g183 185. f183 f184 186. g184 g185 187. f185 f186 188. g186 g187 189. f187 f188 190. g188 g189 191. f189 f190 192. g190 g191 193. f191 f192 194. g192 g193 195. f193 f194 196. g194 g195 197. f195 f196 198. g196 g197 199. f197 f198 200. g198 g199 201. f199 f200 202. g200 g201 203. f201 f202 204. g202 g203 205. f203 f204 206. g204 g205 207. f205 f206 208. g206 g207 209. f207 f208 210. g208 g209 211. f209 f210 212. g210 g211 213. f211 f212 214. g212 g213 215. f213 f214 216. g214 g215 217. f215 f216 218. g216 g217 219. f217 f218 220. g218 g219 221. f219 f220 222. g220 g221 223. f221 f222 224. g222 g223 225. f223 f224 226. g224 g225 227. f225 f226 228. g226 g227 229. f227 f228 230. g228 g229 231. f229 f230 232. g230 g231 233. f231 f232 234. g232 g233 235. f233 f234 236. g234 g235 237. f235 f236 238. g236 g237 239. f237 f238 240. g238 g239 241. f239 f240 242. g240 g241 243. f241 f242 244. g242 g243 245. f243 f244 246. g244 g245 247. f245 f246 248. g246 g247 249. f247 f248 250. g248 g249 251. f249 f250 252. g250 g251 253. f251 f252 254. g252 g253 255. f253 f254 256. g254 g255 257. f255 f256 258. g256 g257 259. f257 f258 260. g258 g259 261. f259 f260 262. g260 g261 263. f261 f262 264. g262 g263 265. f263 f264 266. g264 g265 267. f265 f266 268. g266 g267 269. f267 f268 270. g268 g269 271. f269 f270 272. g270 g271 273. f271 f272 274. g272 g273 275. f273 f274 276. g274 g275 277. f275 f276 278. g276 g277 279. f277 f278 280. g278 g279 281. f279 f280 282. g280 g281 283. f281 f282 284. g282 g283 285. f283 f284 286. g284 g285 287. f285 f286 288. g286 g287 289. f287 f288 290. g288 g289 291. f289 f290 292. g290 g291 293. f291 f292 294. g292 g293 295. f293 f294 296. g294 g295 297. f295 f296 298. g296 g297 299. f297 f298 300. g298 g299 301. f299 f300 302. g300 g301 303. f301 f302 304. g302 g303 305. f303 f304 306. g304 g305 307. f305 f306 308. g306 g307 309. f307 f308 310. g308 g309 311. f309 f310 312. g310 g311 313. f311 f312 314. g312 g313 315. f313 f314 316. g314 g315 317. f315 f316 318. g316 g317 319. f317 f318 320. g318 g319 321. f319 f320 322. g320 g321 323. f321 f322 324. g322 g323 325. f323 f324 326. g324 g325 327. f325 f326 328. g326 g327 329. f327 f328 330. g328 g329 331. f329 f330 332. g330 g331 333. f331 f332 334. g332 g333 335. f333 f334 336. g334 g335 337. f335 f336 338. g336 g337 339. f337 f338 340. g338 g339 341. f339 f340 342. g340 g341 343. f341 f342 344. g342 g343 345. f343 f344 346. g344 g345 347. f345 f346 348. g346 g347 349. f347 f348 350. g348 g349 351. f349 f350 352. g350 g351 353. f351 f352 354. g352 g353 355. f353 f354 356. g354 g355 357. f355 f356 358. g356 g357 359. f357 f358 360. g358 g359 361. f359 f360 362. g360 g361 363. f361 f362 364. g362 g363 365. f363 f364 366. g364 g365 367. f365 f366 368. g366 g367 369. f367 f368 370. g368 g369 371. f369 f370 372. g370 g371 373. f371 f372 374. g372 g373 375. f373 f374 376. g374 g375 377. f375 f376 378. g376 g377 379. f377 f378 380. g378 g379 381. f379 f380 382. g380 g381 383. f381 f382 384. g382 g383 385. f383 f384 386. g384 g385 387. f385 f386 388. g386 g387 389. f387 f388 390. g388 g389 391. f389 f390 392. g390 g391 393. f391 f392 394. g392 g393 395. f393 f394 396. g394 g395 397. f395 f396 398. g396 g397 399. f397 f398 400. g398 g399 401. f399 f400 402. g400 g401 403. f401 f402 404. g402 g403 405. f403 f404 406. g404 g405 407. f405 f406 408. g406 g407 409. f407 f408 410. g408 g409 411. f409 f410 412. g410 g411 413. f411 f412 414. g412 g413 415. f413 f414 416. g414 g415 417. f415 f416 418. g416 g417 419. f417 f418 420. g418 g419 421. f419 f420 422. g420 g421 423. f421 f422 424. g422 g423 425. f423 f424 426. g424 g425 427. f425 f426 428. g426 g427 429. f427 f428 430. g428 g429 431. f429 f430 432. g430 g431 433. f431 f432 434. g432 g433 435. f433 f434 436. g434 g435 437. f435 f436 438. g436 g437 439. f437 f438 440. g438 g439 441. f439 f440 442. g440 g441 443. f441 f442 444. g442 g443 445. f443 f444 446. g444 g445 447. f445 f446 448. g446 g447 449. f447 f448 450. g448 g449 451. f449 f450 452. g450 g451 453. f451 f452 454. g452 g453 455. f453 f454 456. g454 g455 457. f455 f456 458. g456 g457 459. f457 f458 460. g458 g459 461. f459 f460 462. g460 g461 463. f461 f462 464. g462 g463 465. f463 f464 466. g464 g465 467. f465 f466 468. g466 g467 469. f467 f468 470. g468 g469 471. f469 f470 472. g470 g471 473. f471 f472 474. g472 g473 475. f473 f474 476. g474 g475 477. f475 f476 478. g476 g477 479. f477 f478 480. g478 g479 481. f479 f480 482. g480 g481 483. f481 f482 484. g482 g483 485. f483 f484 486. g484 g485 487. f485 f486 488. g486 g487 489. f487 f488 490. g488 g489 491. f489 f490 492. g490 g491 493. f491 f492 494. g492 g493 495. f493 f494 496. g494 g495 497. f495 f496 498. g496 g497 499. f497 f498 500. g498 g499 501. f499 f500 502. g500 g501 503. f501 f502 504. g502 g503 505. f503 f504 506. g504 g505 507. f505 f506 508. g506 g507 509. f507 f508 510. g508 g509 511. f509 f510 512. g510 g511 513. f511 f512 514. g512 g513 515. f513 f514 516. g514 g515 517. f515 f516 518. g516 g517 519. f517 f518 520. g518 g519 521. f519 f520 522. g520 g521 523. f521 f522 524. g522 g523 525. f523 f524 526. g524 g525 527. f525 f526 528. g526 g527 529. f527 f528 530. g528 g529 531. f529 f530 532. g530 g531 533. f531 f532 534. g532 g533 535. f533 f534 536. g534 g535 537. f535 f536 538. g536 g537 539. f537 f538 540. g538 g539 541. f539 f540 542. g540 g541 543. f541 f542 544. g542 g543 545. f543 f544 546. g544 g545 547. f545 f546 548. g546 g547 549. f547 f548 550. g548 g549 551. f549 f550 552. g550 g551 553. f551 f552 554. g552 g553 555. f553 f554 556. g554 g555 557. f555 f556 558. g556 g557 559. f557 f558 560. g558 g559 561. f559 f560 562. g560 g561 563. f561 f562 564. g562 g563 565. f563 f564 566. g564 g565 567. f565 f566 568. g566 g567 569. f567 f568 570. g568 g569 571. f569 f570 572. g570 g571 573. f571 f572 574. g572 g573 575. f573 f574 576. g574 g575 577. f575 f576 578. g576 g577 579. f577 f578 580. g578 g579 581. f579 f580 582. g580 g581 583. f581 f582 584. g582 g583 585. f583 f584 586. g584 g585 587. f585 f586 588. g586 g587 589. f587 f588 590. g588 g589 591. f589 f590 592. g590 g591 593. f591 f592 594. g592 g593 595. f593 f594 596. g594 g595 597. f595 f596 598. g596 g597 599. f597 f598 600. g598 g599 601. f599 f600 602. g600 g601 603. f601 f602 604. g602 g603 605. f603 f604 606. g604 g605 607. f605 f606 608. g606 g607 609. f607 f608 610. g608 g609 611. f609 f610 612. g610 g611 613. f611 f612 614. g612 g613 615. f613 f614 616. g614 g615 617. f615 f616 618. g616 g617 619. f617 f618 620. g618 g619 621. f619 f620 622. g620 g621 623. f621 f622 624. g622 g623 625. f623 f624 626. g624 g625 627. f625 f626 628. g626 g627 629. f627 f628 630. g628 g629 631. f629 f630 632. g630 g631 633. f631 f632 634. g632 g633 635. f633 f634 636. g634 g635 637. f635 f636 638. g636 g637 639. f637 f638 640. g638 g639 641. f639 f640 642. g640 g641 643. f641 f642 644. g642 g643 645. f643 f644 646. g644 g645 647. f645 f646 648. g646 g647 649. f647 f648 650. g648 g649 651. f649 f650 652. g650 g651 653. f651 f652 654. g652 g653 655. f653 f654 656. g654 g655 657. f655 f656 658. g656 g657 659. f657 f658 660. g658 g659 661. f659 f660 662. g660 g661 663. f661 f662 664. g662 g663 665. f663 f664 666. g664 g665 667. f665 f666 668. g666 g667 669. f667 f668 670. g668 g669 671. f669 f670 672. g670 g671 673. f671 f672 674. g672 g673 675. f673 f674 676. g674 g675 677. f675 f676 678. g676 g677 679. f677 f678 680. g678 g679 681. f679 f680 682. g680 g681 683. f681 f682 684. g682 g683 685. f683 f684 686. g684 g685 687. f685 f686 688. g686 g687 689. f687 f688 690. g688 g689 691. f689 f690 692. g690 g691 693. f691 f692 694. g692 g693 695. f693 f694 696. g694 g695 697. f695 f696 698. g696 g697 699. f697 f698 700. g698 g699 701. f699 f700 702. g700 g701 703. f701 f702 704. g702 g703 705. f703 f704 706. g704 g705 707. f705 f706 708. g706 g707 709. f707 f708 710. g708 g709 711. f709 f710 712. g710 g711 713. f711 f712 714. g712 g713 715. f713 f714 716. g714 g715 717. f715 f716 718. g716 g717 719. f717 f718 720. g718 g719 721. f719 f720 722. g720 g721 723. f721 f722 724. g722 g723 725. f723 f724 726. g724 g725 727. f725 f726 728. g726 g727 729. f727 f728 730. g728 g729 731. f729 f730 732. g730 g731 733. f731 f732 734. g732 g733 735. f733 f734 736. g734 g735 737. f735 f736 738. g736 g737 739. f737 f738 740. g738 g739 741. f739 f740 742. g740 g741 743. f741 f742 744. g742 g743 745. f743 f744 746. g744 g745 747. f745 f746 748. g746 g747 749. f747 f748 750. g748 g749 751. f749 f750 752. g750 g751 753. f751 f752 754. g752 g753 755. f753 f754 756. g754 g755 757. f755 f756 758. g756 g757 759. f757 f758 760. g758 g759 761. f759 f760 762. g760 g761 763. f761 f762 764. g762 g763 765. f763 f764 766. g764 g765 767. f765 f766 768. g766 g767 769. f767 f768 770. g768 g769 771. f769 f770 772. g770 g771 773. f771 f772 774. g772 g773 775. f773 f774 776. g774 g775 777. f775 f776 778. g776 g777 779. f777 f778 780. g778 g779 781. f779 f780 782. g780 g781 783. f781 f782 784. g782 g783 785. f783 f784 786. g784 g785 787. f785 f786 788. g786 g787 789. f787 f788 790. g788 g789 791. f789 f790 792. g790 g791 793. f791 f792 794. g792 g793 795. f793 f794 796. g794 g795 797. f795 f796 798. g796 g797 799. f797 f798 800. g798 g799 801. f799 f800 802. g800 g801 803. f801 f802 804. g802 g803 805. f803 f804 806. g804 g805 807. f805 f806 808. g806 g807 809. f807 f808 810. g808 g809 811. f809 f810 812. g810 g811 813. f811 f812 814. g812 g813 815. f813 f814 816. g814 g815 817. f815 f816 818. g816 g817 819. f817 f818 820. g818 g819 821. f819 f820 822. g820 g821 823. f821 f822 824. g822 g823 825. f823 f824 826. g824 g825 827. f825 f826 828. g826 g827 829. f827 f828 830. g828 g829 831. f829 f830 832. g830 g831 833. f831 f832 834. g832 g833 835. f833 f834 836. g834 g835 837. f835 f836 838. g836 g837 839. f837 f838 840. g838 g839 841. f839 f840 842. g840 g841 843. f841 f842 844. g842 g843 845. f843 f844 846. g844 g845 847. f845 f846 848. g846 g847 849. f847 f848 850. g848 g849 851. f849 f850 852. g850 g851 853. f851 f852 854. g852 g853 855. f853 f854 856. g854 g855 857. f855 f856 858. g856 g857 859. f857 f858 860. g858 g859 861. f859 f860 862. g860 g861 863. f861 f862 864. g862 g863 865. f863 f864 866. g864 g865 867. f865 f866 868. g866 g867 869. f867 f868 870. g868 g869 871. f869 f870 872. g870 g871 873. f871 f872 874. g872 g873 875. f873 f874 876. g874 g875 877. f875 f876 878. g876 g877 879. f877 f878 880. g878 g879 881. f879 f880 882. g880 g881 883. f881 f882 884. g882 g883 885. f883 f884 886. g884 g885 887. f885 f886 888. g886 g887 889. f887 f888 890. g888 g889 891. f889 f890 892. g890 g891 893. f891 f892 894. g892 g893 895. f893 f894 896. g894 g895 897. f895 f896 898. g896 g897 899. f897 f898 900. g898 g899 901. f899 f900 902. g900 g901 903. f901 f902 904. g902 g903 905. f903 f904 906. g904 g905 907. f905 f906 908. g906 g907 909. f907 f908 910. g908 g909 911. f909 f910 912. g910 g911 913. f911 f912 914. g912 g913 915. f913 f914 916. g914 g915 917. f915 f916 918. g916 g917 919. f917 f918 920. g918 g919 921. f919 f920 922. g920 g921 923. f921 f922 924. g922 g923 925. f923 f924 926. g924 g925 927. f925 f926 928. g926 g927 929. f927 f928 930. g928 g929 931. f929 f930 932. g930 g931 933. f931 f932 934. g932 g933 935. f933 f934 936. g934 g935 937. f935 f936 938. g936 g937 939. f937 f9



## THÉÂTRE

## L'été polonais

Vingt troupes permanentes à Varsovie, des cabarets poétiques, une censure versatile, la vie du théâtre est riche de mémoire et de promesses.

« Vous, Français, êtes trop rationnels pour comprendre ce qui se passe ici », dit-on en Pologne. Comment comprendre, en effet, que cet acteur de Varsovie qui nous conduit à Petrikos, bourgade à trois quarts d'heure de la capitale, y soit propriétaire d'une superbe demeure — selon des modalités peu claires : elle est à lui, mais ouverte à tous, amplement visitée comme un témoin du livre d'or. Au mur, est accroché un sabre impérial dédié par le général Januszko.

Wojciech Siemion a recapté cette maison de maître entourée d'arbres, ceinte d'arbres entourés, l'a aménagée en un incroyable musée sentimental. Allure de paysan, visage extraordinaire collection de sculptures naïves en bois peint, dons de paysans amis, tout un bestiaire, plus un reliquaire dont les pièces sont soigneusement classées. Plus, au centre d'une table, un groupe de petits personnages gris et verts qui s'avancent, tête basse, vers... un four crématoire.

La maison est construite sur un plan traditionnel. Une triple volée d'escaliers conduit jusqu'à des moulin à vent, dont Siemion a entrepris la restauration. Il sait tout du bois, de bûche, du vent. « Nous sommes un petit pays, chacun doit se souvenir de ce que faisait son grand-père ».

Wojciech Siemion a la cinquantaine et appartient au théâtre Nowy, l'une des vingt troupes permanentes de Varsovie. Il est également directeur artistique d'un petit cabaret expérimental et poétique. Construit après la guerre, comme tout ce qui est debout à Varsovie, le Nowy dispose de plusieurs salles. En juin, Jean-Pierre Jaquet, un Français venu de Nantes, y a mis en scène *Juvenilia*, huit courtes pièces écrites par Witkiewicz à l'âge de huit ans.

Longtemps adulé à l'étranger, Witkiewicz semble susciter un regain d'intérêt en Pologne, où ses cendres ont été ramenées en 1987. Il s'était suicidé en 1939, en Pologne, région de l'est actuellement partagée entre l'Ukraine et la Biélorussie. En fin d'après-midi, au Nowy, on peut assister à une sorte de cabaret littéraire défilant, kitsch au possible. Après un *Eloge du tabac*, de Tchekhov, joué dans le bar, les comédiens entament une

parodie entre Shakespeare et Tintin. L'un d'eux, travesti en Walkyrie, est endormi, puis séduit par un roi féodal orné de plumes, qui boit du Coca-Cola. Le public adore, et offre des fleurs aux comédiens, c'est une tradition. La mise en scène est de Januszko, fils de l'adversaire, poète et dramaturge chéri des Polonais, dont le théâtre met en scène le drame de l'homme ordinaire, inadapté au monde. Il n'a plus rien publié depuis 1982.

En juin, un nouveau directeur a été nommé au Nowy : Adam Hanouchkiewicz, personnalité marquante et controversée. « Né dans le romantisme polonais », il a été responsable des émissions dramatiques à la télévision, puis a dirigé le Théâtre national de 1968 à 1981, ce qui lui a été reproché, bien qu'il ait été nommé pendant la loi martialle. Il a alors travaillé en Allemagne et aux Pays-Bas. Il se justifie : « Pendant ces années sombres et cruelles, je savais être le seul à pouvoir diriger le National. Je suis libre et je l'ai toujours été. »

Il a interprété un *Dam Juan* de Molière, resté dans les mémoires, a mis en scène *Crime et châtiment*, les *Frères Karamazov*, d'après Dostoïevski, *Un mois à la campagne*, de Tourgueniev, sur un vrai gazon : « Les billets s'échouaient au marché noir dix fois leur prix. Nous avons eu 97 % de remplissage dont seulement 8,5 % de spectateurs organisés ».

## Judas aussi est un personnage tragique

Adam Hanouchkiewicz a aussi monté les *Noces*, de Wyspianski, avec des mots : « Le spectacle s'est donné pendant vingt ans... Je suis atypique. Mes premières sont toujours houleuses. Notre théâtre n'est que politique, c'est sa force et sa faiblesse. Je pense, avec *Gombrowicz*, que l'art est plus politique, comme l'homme est plus polonais. Quand j'ai monté *Antigone*, les critiques m'ont reproché d'être pour le régime, dans la mesure où mon Créon n'était pas caricaturé. Que doit-on faire en Pologne aujourd'hui ? Personne ne le sait. Judas est aussi l'homme tragique, sans lui le Christ ne serait pas le Christ ».

On n'interroge pas Adam Hanouchkiewicz, il parle comme s'il réfléchissait à haute voix : « Le seul vrai réaliste est le visionnaire... Chez nous, on dit : voir les anges noirs qui volent au-dessus du théâtre... » Il dit encore que l'humour et le sarcasme sont le fondement de la mentalité polonaise. Et que pour lui un texte littéraire n'est jamais sacré :

« J'adore la littérature, mais la servir comme un esclave n'est pas mieux que servir le marxisme comme un esclave. En Pologne, notre littérature fonctionne comme la Bible pour les chrétiens. Dans les camps, on reconstituait les textes de mémoire ; et on se les transmettait ».

La guerre marque Varsovie. Tout visiteur doit, ses hôtes y tiennent, se rendre au Musée historique. Autre détour obligé : les jardins Lazienki, où a été miraculeusement préservé l'un des derniers théâtres en bois du dix-huitième siècle, qui se visite comme un musée, et retrouve sa fonction en été. Il faut encore avoir vu le nouveau sanctuaire : la tombe du Père Popieluszko, enterrée d'un chapel de pierres noires, énormes, posée sur un gazon tondé, brin d'herbe après bûche d'herbe, entourée de fleurs. Une femme fait visiter en sous-sol le petit musée où sont répertoriés les quatre mille rubans, les mille deux cents étendards, les milliers de médailles venus de la Pologne entière.

Ce double attachement à la nation et à la religion n'est pas sans ambiguïté. Il n'est pas du goût de tous les intellectuels, qui regrettent par exemple que l'aventure ait mauvaise presse, mais pas la peine de mort. Et l'Eglise a interdit les représentations de la Sainte Jeanne de Bernard Shaw pendant les journées « portes ouvertes » des acteurs au cours de ce que tous ici appellent la « guerre Januszko ».

La censure a existé, et elle existe encore. Mais les règles changent tous les six, voire tous les trois mois. Les comités grignotent de Mrozek, l'exilé, ont souvent été montés. Mais les directeurs de théâtre se succèdent sur un rythme rapide. Comment, dès lors, tenir une ligne artistique ?

Au Théâtre Powszechny, on vient d'ailleurs de commencer un nouveau directeur, Andrzej Wajda, qui a été ici même en 1975 l'affaire Danton. En juin, à Varsovie comme ailleurs, des adolescents ont arpenté nerveusement les couloirs du conservatoire. Ils ont passé leur concours d'entrée dans une salle fraîchement peinte en rose saumon, où l'on a conservé sur les murs les signatures des bêtes illustres, de Philippe Clay à Kirk Douglas. Sur trois cents candidats au premier tour, soixante sont restés pour le second. Vingt ont été retenus. Les études durent quatre ans. Sur une affiche dans le hall d'entrée, Andrzej Lapicki, député de Solidarité et professeur au conservatoire, pose en souriant aux côtés de Lech Walesa.

ODILE QUIROT.

## PHOTO

John Coplans à Marseille

## Géographie du corps

En un étrange rituel, l'émouvant hommage rendu à son corps vieillissant par un ancien peintre abstrait.

Historien et critique d'art, créateur de la revue *Art Forum*, organisateur d'importantes expositions de Warhol, Lichtenstein et Frank Stella, John Coplans, après avoir été une des figures de l'art américain, abandonne à soixante ans toutes ses activités. Comme un serpent se débarrasse de sa peau, il se tourne alors vers lui-même et commence à photographier son corps. Nu et seul dans un espace blanc, dévoilant plis, rides et cicatrices, il détaille sans pitié, mais non sans ironie, le flétrissement de sa chair.

Méditation sur l'identité, la culture, la mémoire et le temps, l'œuvre de John Coplans, réalisée en France par le Studio 666, est l'une des plus exemplaires de la photographie contemporaine. Sa puissance est restituée à Marseille, où on découvre la série des pieds, et surtout celle, surdimensionnée, des mains, que le cadrage en très gros plan apparente à la surhumaine expression d'un titan.

« Comment vous est venue l'idée de photographier votre corps ? »

« J'étais las. Je m'embêtais. J'étais conservateur de musée dans l'Ohio où il n'y a rien à faire. La nourriture est mauvaise. Les gens sont bêtes. On est livré à ses propres ressources. J'ai pensé qu'il serait intéressant de faire des photographies. J'ai acheté un appareil muni d'un déclencheur à retardement. Je voulais utiliser la technique, développer, agrandir. Mon désir était de voir comment voit l'appareil. J'avais dans l'idée qu'il est possible de « dessiner » avec un appareil photo d'après nature. Mais, dans l'Ohio, les femmes vêtues si facilement leurs vêtements, je me suis dit qu'il était plus facile de les enlever moi-même. J'ai donc retiré mes habits de directeur de musée. Je me suis mis face à l'appareil. J'ai pris la photo. Puis j'ai regardé ».

« C'était un Polaroid ? »

« Oui. A bon marché, avec négatif. C'est comme ça que j'ai commencé la photo sérieusement ».

« Quelle fut votre impression quand vous vous êtes vu la première fois ? »

« Oh, je m'étais déjà vu dans la glace. Le matin, en me rasant. Mais ce n'est pas de moi qu'il s'agit. Cette fois-ci, j'étais mon propre modèle ».

« Votre référence de départ n'était pas la photographie, mais les arts primitifs et la sculpture grecque archaïque ? »

« J'ai passé une partie de mon enfance en Afrique. Les Africains contrôlent parfaitement leur corps. Bien mieux que nous, qui en avons perdu le sens. Autrefois, j'étais un peintre expressionniste abstrait. Ma peinture avait beaucoup de rapport, avec les arts primitifs. J'ai aussi regardé attentivement les sculptures de Brancusi. J'ai assimilé les principes de l'art moderne. Pour composer mes images, j'ai utilisé ce qu'il y a de plus banal : le corps. Tout le monde en a un. Le mien n'a rien d'exceptionnel. Il est semblable à celui de dizaines d'autres vieux hommes. Mais mon but était de faire œuvre artistique. Première chose : couper la tête. Afin qu'on ne puisse pas me reconnaître. Deuxième chose : être nu. Ni décor, ni objet, ni temps. Et donc pas de langage. On peut alors commencer à traiter un thème universel ».

## Mort de la comédienne Marie-Blanche Vergne

Nous apprenons la mort de la comédienne Marie-Blanche Vergne, à l'âge de cinquante-deux ans.

[Née à Colombes, le 22 septembre 1936, Marie-Blanche Vergne avait été auparavant tout en suivant des cours d'art dramatique. Elle débuta en 1959 à la télévision, dans une version des *Trois Mousquetaires* réalisée par Claude Barma. Elle y tenait le rôle de Constance Bonacieux au côté de Jean-Paul Belmondo. Mince, blonde, charmante, Marie-Blanche Vergne se fit ensuite remarquer dans les émissions de variétés de François Castel. Devenue la compagne de Jean-Christophe Averty, dont la personnalité était liée avec la *Radios Verts* et « l'écriture électronique ». Marie-Blanche Vergne fut boudée par les autres réalisateurs de télévision. Elle se lança dans la chanson. Elle parut avec succès dans les spectacles de variétés d'Averty, ainsi que le « Festi-show ». Il la fit tourner dans la plupart des émissions. Elle tint des rôles importants dans *Mélie*, le *Magicien de Montmartre* et *Frégère*. Elle fut surtout la remarquable interprète féminine du téléfilm en couleurs *Un bon témoin*, d'après Julien Gracq (adaptation Jean-Claude Briville), tourné par Averty en 1967 et qui sortit quatre ans plus tard. On la vit plus récemment par la suite.

Maria-France Vergne était la mère de la jeune danseuse Karine Averty.]

JACQUES SCLIER.

Ce que je montre, ce n'est pas seulement moi. Mes photographies rappellent le souvenir de l'espèce humaine.

« L'histoire de l'art est bâtie sur la mémoire. Chaque fois que l'on crée quelque chose, cela repose symboliquement sur un souvenir. Ici, je suis un Africain. L'humanité naît en Afrique. Là, je suis juif. Ici, mes pieds sont égyptiens. Voyez mes chevilles. On dirait les colonnes d'un temple, un tronc d'arbre ou des pattes d'éléphant. Là, c'est une crucifixion médiévale. Il ne manque que les clous. Mes organes génitaux sont des fruits. Dans mes images, je me réfère à l'art assyrien, crétois, mélanésien. Toutes mes photos du début s'inspirent des motifs, des formes de l'art primitif ».

« En vous photographiant nu, vous affrontez le tabou de la nudité. Et vous vous exposez à tout au sein de la photo américaine qui valorise le corps beau, jeune et sain ».

« C'est la guerre du classicisme et de l'anticlassisme. Mapplethorpe, et d'autres, évoluent dans la tradition. Celle de l'idéalisation de la forme. Je suis contre l'idéalisation. Je dis la vérité sur ma laideur. Souvent je pense qu'il doit être choquant pour les gens de voir des photos si laides. La plupart des gens sont laids. La beauté universelle est une utopie. J'utilise l'appareil pour révéler la vérité. Et non pour me cacher derrière l'ordre classique de la beauté ».

« Par contre, vous revendiquez volontiers de Flaubert ».

« Je m'inspire intensément. Je pose des questions étranges auxquelles je donne d'étranges réponses. Dans une prochaine série, je me regarderai en train de dormir. Qui a photographié le sommeil avant moi ? Les seules personnes qui photographient des gens en train de dormir sont les savants. Ils tentent de découvrir les mécanismes du sommeil. Moi, je photographie mon sommeil dans un but ironique ».

« Au début, vous montriez le corps dans sa quasi-totalité. Maintenant, vous vous attachez à un détail : un

ongle ou un doigt. Comment êtes-vous arrivé à cette série récente sur les mains ? »

« Il y a très peu de mains dans l'histoire de l'art. On montre toujours le visage. Il y a la main de Michel-Ange, celle en prière de Rodin. J'ai eu envie de faire ce qui n'avait pas été fait auparavant. Et puis je me connais de mieux en mieux. Pendant que je fais les photos, je pense à ma vie. En puisant dans ma mémoire surgissent des choses incontrôlables. Je ne peux pas m'empêcher de vieillir. Je ne peux pas rajeunir. Mais il est possible d'arrêter tout cela en la photographie ».

« Qu'est-ce qui détermine la dimension de vos tirages, de plus en plus grands ? »

« Je me suis vite rendu compte qu'il fallait agrandir certaines images pour qu'elles soient bien regardées. Mais ce n'est pas toujours nécessaire. Chaque image a sa propre exigence. J'adapte le format à la dimension du lieu où j'expose. C'est le cas de Marseille ».

« Pourriez-vous photographier d'autres corps que le vôtre ? »

« Je ne crois pas. Ce serait artificiel. Ma vérité n'est pas celle des autres. Elle ne vaut que pour moi. En cinq ans, j'ai peut-être réalisé soixante-dix photos de moi. Mais j'ai travaillé tous les jours. C'est très difficile et très éprouvant de dire la vérité sur soi-même. Quand j'ai pris mes premières photos en 1973, j'ai eu peur et je me suis arrêté pendant six ans. Puis j'ai recommencé à photographier mon corps. J'ignorais que c'était une matière infinie. Un voyage sans fin comme celui d'Ulysse. Quand j'arriverai au bout, ce sera ma mort. Mais je compte bien rir encore longtemps ».

Propos recueillis par PATRICK ROGIERS.

« Autoportraits » de John Coplans, centre de la Vieille-Chartre, Marseille, avec le concours de la galerie Sylviane De Decker Heffler, jusqu'au 3 septembre : catalogue : 72 p., tirage reproductions : 1000, textes de Ben Létion, Bernard Millet, édition Mécènes de Marseille, Actes Sud, 110 F.

## ART

Du Cateau-Cambrésis à L'Isle-sur-la-Sorgue

## Trans-Matisse Express

Deux expositions de dessins pour célébrer, du nord au sud de la France, le grand classique du vingtième siècle.

Matisse à son fils Pierre, le 3 avril 1942 : « Depuis un an, j'ai fait un énorme effort en dessin. Je dis effort, c'est une erreur, car ce qui est venu, c'est une floraison après cinquante ans d'effort ». Floraison : le mot est juste, et l'on peut croire que Matisse ne l'emploie pas au hasard d'une métaphore. Car cette floraison a pour symbole l'exécution d'une série de dessins de bouquets de vases et de fleurs. En 1941 et en 1942, six suites de l'ensemble appelé par l'artiste « Thèmes et variations » reposent sur l'analyse et sur l'enrichissement d'un motif végétal. Rien de plus méthodique que ces travaux : un premier dessin, un fusain d'ordinaire, expose le thème, une branche de lilas, par exemple. Le développement procède de deux manières : en épaississant et en allongeant le dessin de l'objet, exercé mené à la plume et à l'encre ; et en l'associant à d'autres formes, autre fleur, citrouille sur une table, citrons dans une assiette. Les dernières variations sont aussi complexes et composées que la première pouvait sembler simple et, presque, pauvre.

On y voit à l'œuvre un Matisse réglé et précautionneux, qui conçoit le dessin comme une expérimentation et une éducation quotidienne de la main et de l'œil. Aussi une exposition tout entière consacrée aux thèmes floraux et végétaux permet-elle magnifiquement d'observer le système de

Matisse en ces années 40. Comme initiation à son mode de travail, on ne peut rêver mieux ni plus instructif. Plus large, complétée de peintures, la collection des bouquets matisiens serait assurément plus chatoyante. On y verrait non seulement un admirable « descripteur » de choses et de formes, mais encore l'arrangeur de couleurs et de lignes qui n'a cessé, des années « fauves » à la période nigro, et aux ultimes encre sur papier, d'emprunter à la nature ses plus ornementales fleurs : anémones, lilas, iris et roses. Il apparaîtrait que le motif floral appartient, au même titre que le nu, le portrait de femme, les fenêtres ouvertes et les danseuses, au registre des « images de volupté » de Matisse, et que le thème obéit à une logique du symbole clairement ordonnée. Mais ce serait alors un autre propos, qu'un musée aux moyens plus puissants que le petit musée du Cateau pourrait seul prendre à son compte.

## Le mérite de l'ironie

Autre lieu du proliférant culte matisien : le musée Camprodon, à L'Isle-sur-la-Sorgue, loin du Cateau. Il y a une trentaine de dessins prêts par Dina Vierny, dessins de toutes les périodes, de tous les genres et de toutes les techniques. Des femmes ployées sur un lit voisinant avec des bouquets, des autoportraits et des études variées, visages et ornements. L'importance des œuvres oscille entre l'admirable et le médiocre, du dessin abouti, nature morte en plongée, anatomie réduite à une hane et un masque, au croquis que le seul fait d'être de la

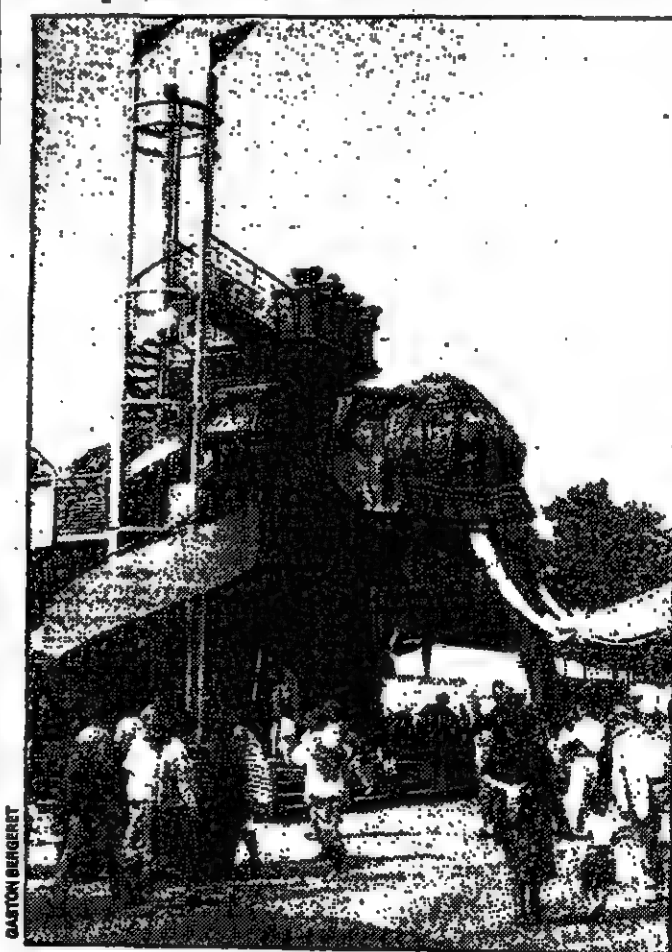
main du maître ne sauve pas du médiocre. Les autoportraits ont le mérite de l'ironie. Tracés dans les années 40, ils n'ont pas la majesté ni rien prétentieuse des toiles plus anciennes. Matisse y rit de sa calvitie, de ses larges oreilles, de ses mégots. Il rit donc, ce pape de l'art moderne ? Bonne et saine nouveauté.

Ritait-il du traitement qu'il subit pendant au Musée Camprodon ? Trouverait-il convenable d'être logé au second étage, tout en haut d'un épais escalier, quand les sculptures d'un Cornelis Zittman occupent le rez-de-chaussée et le premier ? On dit sculptures par courtoisie : poupées, mannequins, serait plus juste. Le bronze ne change rien à l'affaire : ces effigies de femmes à la poitrine pneumatique et au ventre tuméfié par l'excès de nourritures trop riches, modèles sans originalité, il y a quelque chose d'insultant à les loger près des nymphes de Matisse. On ne comprendrait rien à cette offense à la beauté si d'indiscrètes affiches, que l'on peut voir jusqu'au carrefour de Saint-Germain-des-Près, n'apprenaient au visiteur que Cornelis Zittman, artiste néerlandais de naissance, néerlandaise, est défendue en France — et avec quelle énergie — par la galerie Dina Vierny. C'est-à-dire par la préteuse des Matisse. Ce doit être ce qu'on appelle un échange de bons procédés.

## PHILIPPE DAGEN.

★ Dessins de fleurs, Musée Matisse, Le Cateau, jusqu'au 30 septembre. ★ Henri Matisse, dessins, Musée Camprodon, L'Isle-sur-la-Sorgue, jusqu'au 15 octobre. Et aussi : Matisse et l'écriture antique, Musée Oclier, Cluny, jusqu'au 10 septembre.

## L'éléphant de la Mémoire aux Tuileries



L'éléphant de la Mémoire s'arrête à Paris, dans le jardin des Tuileries, jusqu'au 27 août, après être allé brûler à Lille et à Dunkerque. Il a été inauguré à coups de trompe jeudi 17 août par Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire.

Contribution du conseil général du Nord au Bicentenaire, cet éléphant est la réplique de la maquette érigée en 1813 place de la Bastille, où il aurait, dans sa version définitive, été l'éléphant central d'une fontaine (le Monde du 12 juin 1988). Avant de disparaître à une date incertaine, il fut le temps d'être immortalisé par Victor Hugo, qui y logea Gavroche : « Dans cet angle désert et découvert de la place, le large front du colosse, sa trompe, ses défenses, sa tour, sa croupe énorme, ses quatre pieds pareils à des colonnes faisaient, la nuit, sur le ciel étoilé une silhouette surprenante et terrible. On ne savait pas ce que cela voulait dire. C'était une sorte de symbole de la force populaire ».

Moyennant quoi l'éléphant est, dans sa version actuelle (en polystyrène armé), accompagné de trois tentes, inévitablement baptisées Liberté, Egalité, Fraternité, et qui présentent une exposition sur les acquis de la Révolution. Dans l'éléphant lui-même, on tient à vingt personnes pour suivre un spectacle assez inaudible. Comme les foules sont enfin venues, après la belle saison du prix d'entrée, dans l'espace de parc d'attraction que sont devenues les Tuileries, les responsables de l'éléphant ont toutefois pu dénombrer trente-deux mille visiteurs en quatre jours.

Tout cela est aussi pittoresque qu'inutile. A moins qu'à la manière du cheval de Troie, l'éléphant ne soit, pour le conseil général du Nord, un moyen d'investir Paris. Depuis la prise de plans-reliefs, partiellement restitués depuis, les gens du Nord ont en effet acquis la réputation de stratèges redoutables.

Prochaine étape : Bruxelles, le 23 septembre.

F. E.







Audience instantanée, France entière 1 point = 302 000 foyers							
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30,4	Santa-Barbara 13,5	Journal révol. 1,2	Journal réglo. 9,4	Top 50 1,8	Dents de la mer 2,0	Poëts maîtres 2,1
19 h 45	33,6	Rose fortune 16,8	Gaëlle de la joie 2,4	19-20 Info 7,5	TOP 50 2,2	Happy Days 3,8	Cher cécile BBI 1,8
20 h 15	40,9	Journal 17,8	Journal 8,4	La classe 8,4	Alto Alto 0,8	Journal 4,0	80 <sup>ème</sup> ans service 3,3
20 h 55	44,9	Orages d'été 15,4	Louise 10,5	Le moulin 10,6	Pierre et Djemila 1,0	Deux amants 6,1	Opération haine. 1,9
22 h 8	40,7	Orages d'été 11,5	Louise 12,0	Soir 3 6,7	Dents de la mer 0,8	Deux amants 7,7	Opération haine. 2,8
22 h 44	28,9	Santa Amencia 5,5	Louise 12,3	Océaniques 2,1	Dents de la mer 1,1	L'acrobate 4,0	Théâtre 2,2







# Économie

## SOMMAIRE

■ Malgré la situation politique interne en Chine, le Japon décide de reprendre son aide économique à Pékin (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement de la Côte d'Ivoire dénonce certains scandales dans la campagne de com-

mercialisation du cacao (lire page 22).

■ Le groupe public français Thomson négocie le rachat des activités militaires de Philips (lire page 19).

■ M. Renaud de la Genière, président de la Compagnie financière de Suez, s'explique, pour la première fois, sur l'OPA qu'il a lancée sur Victoire, le deuxième groupe français d'assurances (lire page 19).

## Soucieux de préserver l'équilibre dans la région

## Le Japon reprend progressivement son aide économique à la Chine

TOKYO  
de notre correspondant

Le Japon a décidé de reprendre progressivement son aide économique à la Chine, suspendue à la suite de l'intervention de l'armée place Tiananmen, a annoncé, jeudi 17 août, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Déclarant que la situation était désormais calme, M. Taizo Watanabe a précisé que la reprise de l'aide japonaise s'opérerait sur une base sélective et ne concernerait pas les projets destinés à la région de Pékin, toujours placée sous la loi martiale. Tokyo n'est pas disposé, pour l'instant, à discuter de nouveaux crédits, a-t-il ajouté.

Le Japon aurait dû commencer à négocier cet automne l'affectation des 130 milliards de yens du troisième programme de prêts en monnaie nippone destinés aux cinq prochaines années. La majorité des maisons de commerce japonaises ont en outre repris leurs activités en Chine.

Avant même que les chars aient pris le contrôle de Pékin, au début de juin, sur le complexe de buildings flamboyant du quartier de Jiaoguoanmen, en face de l'ancien observatoire astronomique des jésuites, se déployaient des banderoles rouges sur lesquelles on pouvait lire : « Longue vie au glorieux Parti communiste chinois, dont la ligne est toujours juste ». Ces immeubles abritaient les bureaux des entreprises nippones à Pékin et les banderoles avaient été placées par leurs employés. Après une absolue de principe, aussi anticipée qu'entière, il n'est guère étonnant que les japonais aient été les premiers à se réinstaller à Pékin et à reprendre leurs affaires avec la Chine.

### En porte à faux

A la veille du sommet de l'Arche, Tokyo s'était trouvé une nouvelle fois en porte à faux par rapport au reste du camp occidental, observant une « retenue » dans sa condamnation de Pékin, même après les pro-

mises exécutions, qui contrastait avec la fermeté affichée de ses partenaires. Si le gouvernement japonais s'est finalement résigné à accepter la mention de la Chine dans la déclaration politique du sommet, il n'en a pas moins cherché parallèlement, et de manière officieuse, à rassurer les Chinois sur ses intentions. La suspension de l'aide économique nippone n'a d'ailleurs jamais été qualifiée de « sanction ».

Ce n'était pas la première fois que le Japon apparaissait en retrait en matière de solidarité internationale : ce fut le cas avec l'Iran et dernièrement avec l'affaire Rushdie. L'ambiguïté de son attitude à l'égard de l'Afrique du Sud étant un autre exemple d'un pragmatisme souvent critiqué dans des capitales étrangères.

Dans le cas de la Chine, le Japon est directement concerné : son appartenance culturelle au monde sinisé, ses relations économiques avec le continent et son souci de stabilité régionale sont autant de facteurs qui l'incitent à la prudence, alors que son appartenance au camp occidental et son alliance avec les

Etats-Unis le poussent, au contraire, à faire preuve de solidarité. Tirillé par des exigences contradictoires, Tokyo a cherché à trouver, gelant les nouveaux projets d'aide publique, mais se contentant de qualifier de « très regrettables » les événements en Chine du début de juin.

Il n'y a sans doute pas seulement, dans l'attitude japonaise, un pragmatisme oublieux de la défense de certaines valeurs. Si les intérêts commerciaux ont longtemps prévalu sur toute autre considération dans la définition de la diplomatie nippone depuis la guerre, le progressif retour du Japon sur la scène diplomatique, du seul fait de son poids économique, a conduit Tokyo à sortir de son cocoon attentiste. Les Japonais ne partageront cependant jamais le zèle missionnaire, non exempt d'une certaine naïveté à leurs yeux, de la diplomatie américaine à promouvoir la démocratie à l'étranger, ou à se donner bonne conscience.

En ce qui concerne la Chine, ils s'inquiètent de tout risque d'instabilité chez leur puissant voisin qui deviendrait aussi un facteur de déstabilisation régionale. Vu de Tokyo, mettre la Chine au ban des nations de manière prolongée ne pourrait qu'aggraver ses problèmes, polariser la population et isoler un pays qui pèse d'un poids considérable dans les équilibres asiatiques. Les Japonais sont en outre conscients qu'en raison du passé les sentiments antipathiques des Chinois sont toujours faciles à réveiller, et à manipuler.

Tout en estimant que les principes doivent être réaffirmés de manière forte, certains de nos interlocuteurs officiels ne cachent pas en privé, à la veille du sommet de l'Arche, que les réactions des pays occidentaux à l'égard de la Chine, à commencer par la France, leur semblaient « exagérées » et non exemptes, dans son cas, de considérations de politique intérieure.

Ils faisaient remarquer que la Chine n'a pas le monopole de la répression et que Paris ne s'était guère ému, en mai 1980, par exemple, lorsque l'armée sud-coréenne massacra de cinq cents à mille personnes à Kwangju, la suite d'une émeute (la France négociait alors

avec Séoul la vente de centrales nucléaires, contrat qui an d'ailleurs devait aller aux Américains...).

Si certains experts japonais de la Chine estiment que la politique de modernisation entamée par Pékin ne peut être que profondément affectée par les événements de ces derniers mois, d'autres sont moins catégoriques pour souligner les contradictions entre une volonté affirmée de poursuite des réformes et une répression accompagnée d'une reprise en main idéologique.

### Le deuxième partenaire commercial

Ils citent, pour illustrer leur thèse, les exemples de la Corée du Sud et de Taiwan, qui ont démontré, jusqu'à récemment, que des progrès économiques pouvaient être accomplis sans réformes politiques. Dans une telle perspective, les sanctions économiques ne pourraient qu'être improductives.

Les investissements japonais en Chine ainsi que l'aide au développement fournis par Tokyo constituent des éléments importants de l'effort de modernisation de ce pays. Le Japon est également le deuxième partenaire commercial de la Chine après Hongkong : les échanges entre les deux pays ont augmenté de 24 % en 1988. Au cours de la même année, les japonais ont investi pour 380 millions de dollars en Chine. Il existe désormais un accord de garantie des investissements entre les deux pays.

Si le gouvernement a décidé de reprendre l'aide publique, les investisseurs privés seront peut-être plus lents à s'intéresser de nouveau à la Chine, qui a sérieusement glissé dans la liste des pays à risques établie par le ministère de l'Industrie et du Commerce international. Quant aux banques privées, elles semblent préférer rester, pour l'instant, dans une prudente expectative.

PHILIPPE PONS.

## Salués par une hausse du dollar

## Les résultats de juin confirment le lent redressement du commerce extérieur américain

Dès l'annonce par le département du commerce, le jeudi 17 août, d'une contraction du déficit commercial des Etats-Unis à 8,17 milliards de dollars en juin, le dollar, très ferme depuis plusieurs semaines, a vivement progressé sur les marchés des changes. Il gagnait ainsi plus de 5 centimes à Paris, où la devise américaine s'échangeait à 6,64 F le vendredi 18 août, contre 6,59 F la veille. On l'a retrouvé également à 1,9630 deutschemarks et à 143,60 yens, son plus haut niveau depuis la fin du mois de juin.

Après la rechute de mai, les bons résultats du commerce extérieur américain, un déficit ramené à 8,17 milliards de dollars (53 milliards de francs), en juin, contre 10,05 milliards le mois précédent, ont surpris la majorité des analystes. Le temps des réductions spectaculaires est bel et bien révolu. Mais, sur six mois, le solde négatif de la balance commerciale revient à 54,3 milliards de dollars contre 60 milliards durant la période correspondante de 1988. Un argument supplémentaire pour ceux qui déclarent dans les derniers indices la confirmation d'un atterrissage en douceur de l'économie : les exportations restent dynamiques alors que les importations, à l'image de la consommation intérieure, se modèrent.

Les chiffres de juin en apportent une illustration, aussi tenue que les résultats mensuels : sur douze mois, les exportations américaines ont augmenté de 15,7 %, en valeur, leurs ventes à l'étranger, deux points de moins, seulement, qu'en janvier ; la progression des importations baisse de trois points dans le même temps pour s'inscrire à 4,8 %.

Certes, la balance industrielle reste le principal point noir du commerce extérieur et connaît en juin un déficit de 3,44 milliards de dollars en dépit de la hausse persistante des exportations de biens d'équipement. Mais l'agro-alimentaire constitue toujours un atout, le surplus de 734 millions de dollars portant à 5,5 milliards l'excédent des six premiers mois de l'année, près du double du premier semestre 1988.

Quant aux échanges pétroliers, ils ont bénéficié de la conjonction d'une baisse des cours de l'or noir et de l'apaisement de la demande, revenant en juin à 600 millions de dollars contre 900 millions en mai.

Les conditions d'une croissance plus lente mais plus équilibrée sont « presque idéales », lançait un économiste américain. Avant d'insister sur la nécessité, pour le moins délicate, de parvenir à éviter une véritable chute de la demande des ménages — ramené à un niveau de progression de 1,1 % en volume durant le deuxième trimestre — et les méfaits des poussées de fièvre sur le dollar.

Dans le premier cas, la très bonne tenue des investissements, une hausse de 7,2 % en volume durant les six premiers mois de l'année, ferait long feu. Dans le second, les exportateurs risqueraient de voir s'amenuiser au moment même où un tassement de la demande est prévu chez les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Ces incertitudes rendent volatiers prudents les analystes. Depuis quelques années, le second semestre est moins favorable au commerce extérieur que le premier. Rares sont ceux qui envisagent plus qu'un « grignotage » du déficit. Après avoir été réduit de 34 milliards de dollars durant la seule année 1988, il pourrait au mieux s'amenuiser de quelques milliards de dollars par rapport aux 118,5 milliards enregistrés pour l'ensemble de l'année dernière.

Loin des salles de change, les experts du département du commerce auront ces chiffres à l'esprit lorsqu'ils chercheront à tirer les conséquences des statistiques par zone géographique. Représentante de la Maison Blanche pour le commerce, M<sup>me</sup> Carla Hills n'a pas caché que les échanges pouvaient se détériorer au cours des dix-huit mois à venir.

Or, sur la base des données connues sur six mois, l'Europe fait figure de « bon » partenaire. Les Etats-Unis ont ramené à 1,5 milliard de dollars avec la CEE un déficit qui atteignait 4 milliards un an auparavant. Le solde négatif se stabilise avec les quatre « dragons » d'Asie (1) pour s'inscrire à 10,4 milliards contre 9,6 milliards durant le premier semestre 1988.

Le Japon risque par contre de faire les frais de toute poussée protectionniste du Congrès. En six mois, le déficit américain a représenté 24,5 milliards de dollars avec l'Empire du Soleil-Levant, 4,4 milliards de plus qu'un an auparavant. Quels qu'en soient les responsables, le défi reste patent pour les Etats-Unis.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour.

## Selon le FMI Le déficit commercial chinois a été de 5,3 milliards de dollars en 1988

Calculé, pour la première fois, selon les méthodes comptables du Fonds monétaire international, le déficit commercial chinois a représenté 5,32 milliards de dollars en 1988 (34,8 milliards de francs), le double de celui de 1987, annonce l'administration du contrôle des changes citée par l'agence Chine nouvelle.

Ce chiffre est proche des 7,7 milliards de dollars annoncés par les douanes, les statistiques jugées les plus fiables par les diplomates jusqu'à présent, alors que le ministère du Commerce avait fait état d'un excédent de 800 millions de dollars sur une base comptable différente.

## INSOLITES

### Yeux bleus interdits de vol

Les compagnies aériennes d'Extrême-Orient sont parties en guerre contre les lentilles de contact colorées que commercialisent les pilotes de Singapour Airlines, Malaysia Airlines et Japan Air Lines, pour ne citer qu'elles, ont interdit à leur personnel de cabine myope l'emploi de ce secours optique et postiche qui permet d'avoir, à volonté, des yeux bleus ou verts. Les plus hypocrites déclarent que la lentille de contact accroît les risques d'infections oculaires qui pourraient cloquer au sol des équipages entiers et désorganiser les vols des compagnies. Les plus francs, les plus esthètes ou les plus commerciaux, comme M. Said Abdullah Hussein, responsable du personnel de cabine de Malaysia Airlines, reconnaissent que cet entraînement est motivé par le désir de ne pas perturber la clientèle. Une « créature de rêve » asiatique qui sert une coupe de champagne à 10 000 mètres d'altitude peut-elle lancer une caillasse azurée ? Evidemment pas ! Le passager pourrait se croire transporté par un concurrent scandinave...

## LOGEMENT

## Le gouvernement met au point le nouveau décret sur les loyers parisiens

Une version remaniée du projet de décret limitant la hausse des loyers dans l'agglomération parisienne sera examinée, le 23 août, par la commission nationale de concertation, a annoncé, jeudi 17 août, le ministère du logement.

Le Conseil d'Etat avait rendu un avis défavorable sur le premier projet (le Monde du 12 août) sans notifier, comme il est de coutume, les raisons de sa décision. « Le gouvernement a décidé de compléter le projet dont le bien-fondé n'a pas été remis en cause », indique le ministère.

Des dispositions particulières, que ne contenait pas le premier texte, ont été ajoutées, précise-t-on. Elles concernent « les loyers manifestement sous-évalués pour lesquels les propriétaires n'ont pas été en mesure d'effectuer le réajustement depuis la fin 1986, date de l'entrée en vigueur de la loi Méhaignerie ». On ajoute que « le projet répond au

double souci du gouvernement de protéger le locataire et de favoriser le développement de l'investissement locatif ».

Le décret en préparation garde cependant son objectif premier qui est de limiter les augmentations de loyers dans la région parisienne à la lente hausse du coût de la construction. Il s'applique aux hausses de loyers lors des renouvellements de baux (tous les trois ou six ans) et lors des nouvelles locations de logements lorsque ceux-ci ne font pas l'objet de travaux importants (équivalant à un an de loyers) de la part du propriétaire.

L'indice INSEE de la construction, qui sert de référence aux révisions annuelles des loyers du secteur privé, s'est établi à 929 au premier trimestre 1989, contre 908 au premier trimestre 1988 (base 100 au quatrième trimestre 1953), soit une hausse de 2,3 % selon l'avis publié récemment au Journal officiel.

● Impôts : FO lance un appel à la grève en cas d'échec des négociations. — Avant l'ouverture des négociations prévue le 5 septembre, le syndicat Force-ouvrière des impôts s'efforce de faire monter la pression.

Ses responsables ont appelé, le jeudi 17 août, les agents à « préparer dès le 28 août, la généralisation de la grève dans tous les départements en cas d'échec des négociations (...), en collectant les fonds nécessaires à un mouvement d'ampleur et durable ».

De son côté, le SNUI (autonome), première organisation de la direction générale des impôts, s'est déjà prononcé en faveur d'une généralisation des grèves.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### La BNP en Algérie

Le Bureau de Liaison de la BANQUE NATIONALE DE PARIS à Alger sera ouvert à compter du 20 août 1989 ; il est installé à l'Hôtel El Aurassi, Boulevard Frantz-Fanon - Tél. : (2) 64.82.52. Sa direction a été confiée à Monsieur Claude GORDAN.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du premier semestre de 1989 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 67,2 milliards de francs et marque une augmentation de 16 % par rapport à celui du premier semestre de 1988. A structures et méthodes comparables, la progression est de 10 %.

Ces évolutions tiennent compte des modifications de structures intervenues au cours des douze derniers mois dont les plus significatives sont :

- la création de GEC Alsthom NV par CGE et GEC (Grande-Bretagne) ;
- la prise de contrôle des activités réducteurs de mesure et relais de Schlumberger (Groupe Baitau), Air Industrie Systèmes, Kiepe et Acac Energie par Alsthom ;
- la cession de la majorité du capital de SEMT Pielstick par Alsthom ;
- le rachat des sociétés Burnby et Souriau par Framatome ;
- la prise de participation majoritaire de Câbles de Lyon dans le Groupe Manuli et dans les Câbleries de Dour ainsi que l'acquisition de l'activité « câbles » d'Ericsson aux Etats-Unis ;
- le rachat par Alcatel NV de Dial en Italie et la prise en compte d'Indetel au Mexique ;
- la vente par Alcatel NV des sociétés Qume et Alcatel Information Systems aux Etats-Unis et de la division Christian Rovsing d'Alcatel Kirk au Danemark.

La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des premiers semestres 1988 et 1989 est la suivante :

(en millions de francs)	1989	1988
Énergie et transport	13451 (1)	12309
Nucléaire (2)	2236	2026
Entreprise électrique et contrôle industriel	5874	5617
Automatisme	2209	1759
Télécommunications, communication		
d'entreprise, câbles	42834 (3)	35544
Activités diverses (4)	2448	2351
Cessions entre secteurs	1682	1636
<b>TOTAL</b>	<b>67 170</b>	<b>57 970</b>

Les commandes consolidées s'élèvent à 67,2 milliards de francs en progression de 13 % par rapport à celles du premier semestre 1988 (59,7 milliards de francs).

(1) Facturation calculée à l'avancement en 1989. Le chiffre d'affaires d'Alsthom et ses filiales est retenu par intégration globale pour le premier trimestre. A partir du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires de GEC Alsthom NV et ses filiales est retenu par intégration proportionnelle à 50 %.

(2) Chiffre d'affaires de Framatome et ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.

(3) Dont Télécommunications publiques : 39 %, Communication d'Entreprise : 22 %, Câbles : 32 %, Électronique et divers : 7 %.

(4) Le Chiffre d'affaires du Groupe n'intègre pas celui de la Générale Occidentale qui fait l'objet d'une consolidation par mise en équivalence.

LA CGE EN DIRECT :

● MINITEL : 3615 code CGE

● Téléphone actionnaires (1) 42 561 561





# Économie

## AGRICULTURE

### Trois cent mille agriculteurs touchés par la sécheresse

La France se trouve actuellement coupée en deux le long d'une ligne reliant Cherbourg à Nice, à l'ouest de laquelle la plupart des régions souffrent d'un manque d'eau plus ou moins prononcé. Pour certaines d'entre elles, notamment le Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon, la situation est arrivée à un point de non-retour où d'éventuelles pluies ne pourront plus sauver les récoltes déjà perdues.

Lors d'une conférence de presse, jeudi 17 août, Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), a présenté une série de mesures qu'il proposera mardi à M. Henry Nallet, ministre de l'Agriculture.

M. Lacombe demande que le prix des céréales fourragères soit fixé à 60 centimes par kilogramme, contre environ 1,10 F actuellement, que les producteurs bénéficient d'un différé de paiement jusqu'à la fin juin 1990; que le taux des prêts « calamités » pour les régions les plus sinistrées soit réduit et que leur plafond soit relevé de 50 000 (soit 150 000 F au lieu de 100 000 actuellement). Il propose également un système moratoire permettant aux agriculteurs les plus sinistrés de ne pas payer de charges pour l'année en cours.

Selon le président de la FNSEA, « le problème d'équilibre budgétaire ne se pose pas en raison des économies réalisées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), qui se chiffrent entre 7 et 8 milliards de francs ».

Des négociations sont en cours depuis le début de juillet entre le ministère de l'Agriculture et la FNSEA qui attend une aide d'urgence aux trois cent mille agriculteurs victimes de la sécheresse. Ceux du département de l'Ariège ont décidé de manifester leur mécontentement vendredi 18 août.

### Les ventes de vins français au Japon ont crû de 52 % au premier semestre

Les vins et les alcools français s'exportent bien. Notamment au Japon. Au premier semestre 1989, le chiffre d'affaires global à l'exportation s'est élevé à 14,8 milliards de francs. Soit une hausse de 12 %. Grâce à une progression supérieure à 52 %, le Japon devient notre cinquième marché avec 1,3 milliard de francs. La Grande-Bretagne, les États-Unis et la RFA (République fédérale d'Allemagne) sont toujours en tête de liste parmi nos clients, mais enregistrent une croissance modérée.

Côté produits, le cognac reste la grande vedette des spiritueux. Il représente à lui seul 74 % des exportations de spiritueux, avec une croissance de 16 % (3,3 milliards de francs) au premier semestre. Les champagnes, eux aussi, améliorent leur position sur les marchés étrangers avec 19 % de progression par rapport à l'an dernier et 2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires. Mais ce sont les vins de pays qui enregistrent la plus belle percée sur les marchés étrangers, avec 23 % de croissance.

Le secrétaire général de l'OPEP, le Dr Suburo, prépare une nouvelle méthode de calcul des quotas de production de chaque pays membre, qui tiendrait compte de leur capacité de production. Le système actuel qui repose sur un ensemble de paramètres (population, PNB, production passée, réserves...) a été souvent contesté et il a été régulièrement question de l'amender. Le nouveau système accorderait la part des pays du Golfe, en particulier de l'Arabie saoudite, mais aussi de l'Irak face à l'Iran. Toutefois, il ne s'appliquerait qu'à la hausse et n'impliquerait pas une redistribution complète.

L'OPEP qui avait fixé à 19,5 millions de barils-jour, sa production globale pour le second semestre, semble dépasser allégrement - de plus de 2 millions de barils-jour - cette limite, du fait du non-respect de leur quota par plusieurs pays membres. L'organisation avait décidé, en juin, de réunir son comité de surveillance (haut pays), le 23 septembre, pour examiner la situation.

## AFFAIRES

### La restructuration de l'électronique militaire européenne

## Thomson négocie l'achat de deux filiales de Philips

Thomson marque un nouveau point dans la course à laquelle se livrent les industriels de l'électronique pour accroître les dimensions de leurs groupes. Il parait désormais bien placé pour reprendre les activités de défense de TRT, la filiale française de Philips, ainsi que HSA, une autre société du groupe néerlandais basée aux Pays-Bas (nos dernières éditions du 18 août).

Depuis plus de deux ans, Philips est engagé dans une grande restructuration, dont elle commence à recueillir les fruits : menant un sévère recensement sur ses métiers de base, le géant d'Eindhoven a clairement annoncé il y a quelques mois que, après l'électronique, son secteur de défense était à vendre. En effet, depuis que la manne pétrolière s'est tarie et alors que de nombreux pays cherchent à juguler leurs dépenses, la concurrence est de plus en plus féroce dans le secteur militaire, et seuls les plus puissants peuvent survivre. Pour financer leurs frais de recherche-développement - en particulier la concurrence - les industriels se sont donc lancés dans une course effrénée à la baisse. Trop nombreux en Europe, les groupes s'allient (mariage Daimler-Benz/Messerschmitt-Bölkow-Blumh

en RFA) ou attaquent leurs concurrents (OPA du britannique GEC et de l'allemand Siemens sur l'anglais Plessey).

Depuis deux ans, M. Alain Gomez, président de Thomson, ne cesse de dire que son entreprise, numéro deux mondial de l'électronique de défense, doit mener des alliances européennes si elle veut rester en scène. Il y a neuf mois, il était sur le point de racheter certaines activités (lutte anti-sous-marine) du britannique Plessey. Mais l'OPA lancée en novembre par GEC-Siemens sur le même Plessey lui coupa l'herbe sous les pieds. Non seulement son accord ne pouvait se concrétiser, mais un inquisiteur aux germano-britanniques se constituait dans l'électronique de défense.

Abandonnant après quelques hésitations l'idée d'une bataille boursière avec les deux poids lourds que sont GEC et Siemens (beaucoup plus riches que lui), le patron de Thomson devait se contenter dans un premier temps d'une alliance franco-française avec Aérospatiale dans l'électronique de vol (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre). Bien évidemment, les projets de désengagement de Philips l'intéressaient au plus haut point, et quelques autres industriels

avec lui, comme les allemands Siemens et AEG.

Bien que le groupe français se soit montré très prudent, il apparaît au fil des mois que deux filiales de Philips attireraient plus particulièrement son attention : HSA aux Pays-Bas et le secteur de défense de TRT (Télécommunications radioélectriques et téléphoniques), société située en France. Thomson coopère depuis 1988 avec HSA sur un système anti-aérien fabriqué par le français et choisis, il y a quelques mois, par le gouvernement néerlandais. TRT et son chiffre d'affaires de 1,5 milliard dans le militaire intéresse Thomson en raison du caractère complémentaire de ses activités. La filiale de Philips est en effet présente dans l'avionique - et Thomson vient, on l'a vu, de s'allier avec Aérospatiale dans ce secteur - mais aussi dans l'optique, un secteur qui fait l'objet d'une attention toute particulière dans le groupe d'Alain Gomez (il y réalise déjà 800 millions de chiffre d'affaires).

En outre, TRT a une compétence en radiocommunications militaires, à côté de ses télécommunications civiles, qui, elle, ne sont pas concernées par les discussions avec Thomson.

L'affaire est donc suivie de près par la Compagnie générale d'électronique (CGE), qui semble redouter de

voir Thomson revenir, via le secteur militaire, dans les communications civiles. Certes, l'entreprise de M. Alain Gomez avait accepté de sortir de ce secteur lors du grand partage des territoires effectué dans l'électronique française fin 1983. Mais les accords entre les deux groupes expirant à la fin de l'année. Même s'il n'est pas question d'un retour de Thomson dans la communication téléphonique - un métier dans lequel la CGE risque de se faire souffler la deuxième place mondiale par l'allemand Siemens - une reprise de TRT pourrait lui permettre de développer sa « compétence réseaux ». Une pierre dans le jardin de M. Pierre Suard, le patron de la CGE ? Il y a fort à parier que tout le monde le saura, même si on peut se demander comment les activités militaires et civiles de TRT seront séparées pour n'en vendre que les premières à Thomson. Cela explique sans doute pourquoi les deux groupes soulignent que les discussions demandent encore quelques semaines avant d'aboutir.

Reste que, pour TRT, ce déménagement sera difficile à accepter. Etienne « petit » de l'électronique française, géré par son statut de filiale d'un groupe étranger, certains se pressent à penser au destin du bonnet. Dès qu'une branche dépasse, elle est coupée.

FRANÇOISE VAYSSE.

### Air Inter achète vingt Airbus et Northwest trente-deux

Le consortium européen Airbus Industrie a reçu, le 17 août, une commande de la compagnie Air Inter qui a décidé d'acquiescer sept Airbus A-321, la version allongée de l'Airbus A-320, de transformer en achat ferme cinq options sur des A-320 et de prendre huit options pour des A-321.

Air Inter prendra livraison de son premier A-321 au printemps 1994. Cet avion sera équipé pour recevoir deux cent dix passagers et il sera propulsé par deux réacteurs GFM-36 franco-américains. Il prendra peu à peu la place des Mercure en service.

L'Airbus A-321 a fait l'objet, à ce jour, de quatre-vingt-sept commandes fermes et de soixante-six options, c'est-à-dire plus qu'il n'en faut pour permettre au conseil de surveillance du consortium d'en lancer officiellement la fabrication. Son prix est fixé à 45 millions de dollars (290 millions de francs).

En outre, la compagnie américaine Northwest a transformé en commandes fermes les options annoncées en 1987 pour vingt-six Airbus A-340, le futur quadricoureur long-courrier, et six A-330, le futur gros-porteur moyen-courrier. Cette confirmation porte sur 7,7 milliards de dollars (17,5 milliards de francs). Northwest est la première compagnie américaine à avoir acheté des A-340 et à exploiter, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, des A-320.

## La Bourse autorise l'OPA de Suez sur Victoire

(Suite de la première page.)

« Pourquoi n'avoir pas continué en conservant cette structure d'actionariat ? »

« Pour notre part, nous étions prêts à maintenir cet équilibre. Mais plusieurs modifications récentes sont intervenues. Tout d'abord, M. Francis, parti à la retraite, a été remplacé à la présidence de la Compagnie industrielle non pas par un homme indépendant des trois groupes d'actionnaires, mais par le dirigeant de l'un de ces groupes, M. Jean-Marie Vernes. De ce fait, l'autocontrôle ne relève plus maintenant d'une personnalité indépendante, mais de l'un des actionnaires. Depuis juin, il y avait là un élément de déséquilibre potentiel.

« Second élément : à partir du début du mois de juin, nous avons observé des mouvements importants en Bourse sur le titre de la Compagnie industrielle; pour notre part, nous n'y avons pas participé. Les cours ont flambé. Entre 5 et 6 % du capital ont ainsi changé de mains.

« M. Vernes ou ses amis ont acheté à ce moment-là ? »

« Nous ne le savons pas. Mais quel qu'un a acheté - un actionnaire, un tiers ? - menaçant ainsi à nouveau la structure du capital du groupe Victoire.

« Un troisième élément est ensuite intervenu : l'acquisition, à la fin du mois de juillet, de la seconde compagnie d'assurances allemande Colonia par Victoire.

« Vous n'êtes pas d'accord sur cet achat ou sur les conditions de son financement ? »

« Nous approuvons totalement cette opération. Elle est tout à fait conforme à la stratégie définie par M. Jack Francis et les trois groupes d'actionnaires, dont M. Vernes. Il s'agit d'un succès remarquable de Victoire en RFA, un marché difficile d'accès. Il n'y a d'ailleurs entre Suez et M. Vernes aucune divergence sur la stratégie de Victoire dans l'assurance, tant pour son développement européen que pour l'indépendance de gestion de son management.

« Il y a certes un problème de financement non négligeable, pour 5 milliards de francs environ. Nous sommes prêts à contribuer à ce financement. Mais nous voulons être sûr que la société à laquelle nous apportons un financement avait un actionariat complètement stabilisé.

« Suez n'est pas un suiveur. Nous voulons bien partager le pouvoir et le capital mais sur des bases équilibrées et en toute connaissance de cause. Le débat ne pouvant être conclu à l'amiable avec M. Vernes, avec cette OPA, nous allons laisser le marché et l'ensemble des actionnaires petits et grands trancher dans la clarté. Nous aurons préféré éviter cette épreuve de force. Nous y avons été contraints.

« Avec trois groupes d'actionnaires minoritaires et un autocontrôle, la structure du capital de

groupe Victoire n'était-elle pas malade ? »

« Il faut être pragmatique. Dans le cas de Victoire, les trois actionnaires ont toujours été, depuis le début des années 70, en parfait accord sur la stratégie à mener en matière d'assurance. Depuis vingt ans, cette organisation fonctionnait très bien. Il n'y avait aucune raison de vouloir la modifier.

« Une fois de plus, comme dans l'affaire de la Générale de Belgique, Suez réagit plus qu'il n'agit ? »

« Nous ne sommes pas, c'est vrai, à l'origine du conflit actuel. Ce n'est pas nous qui avons souhaité une modification de l'actionariat du groupe Victoire. Par rapport à l'OPA sur la Générale de Belgique, il y a une différence : Suez a des intérêts préalables considérables dans Victoire. Nous y sommes même le principal capitaliste. Nous avons environ 18 % de la Compagnie industrielle et 30 % de Victoire. Au total, nous possédons 42 % du groupe Victoire en consolidé. Nous avons dans cette affaire quatre fois plus d'argent que M. Jean-Marie Vernes. Or, pour le financement de l'achat de Colonia, sa position a consisté à dire : « Ou vous êtes dilués, ou vous payez quatre fois plus que moi. » C'était inadmissible, sans la contrepartie de la stabilité durable de l'actionariat.

« Je n'appartiens à aucun parti »

« M. Vernes ne cache pas ses sympathies RPR. Or vous présentez parfois comme un barbare soutenu par des socialistes, notamment dans votre conseil d'administration. Votre OPA ne serait-elle qu'un nouvel épisode de la politisation des affaires ? »

« Cela est une analyse complètement erronée qui ne repose sur aucune réalité objective. Suez n'est pas une société socialiste, RPR ou barbare. Suez est une société capitaliste. Ses dirigeants agissent pour le compte de leurs actionnaires, avec pour objectif la rentabilisation des capitaux qui leur sont confiés.

« Pour ma part, je n'appartiens à aucun parti politique. Ma conception de la fonction publique, lorsque j'étais fonctionnaire, m'interdisait d'être politicien. Je suis peut-être encore, dans ce domaine, de la vieille école.

« Dans le capital de Suez, il y a, c'est vrai, beaucoup d'entreprises publiques. Elles en possèdent entre 13 % et 14 %. Cette situation est normale dans le système français. Il serait insultant à mon égard d'imaginer que je puisse être perméable à des « ordres » en provenance de tel ou tel de mes actionnaires publics. Aucun d'entre eux n'a été d'ailleurs venu, ni dans le cas de la Générale de Belgique ni aujourd'hui, me dicter ma conduite; mais celle-ci a bien entendu été définie avec l'accord unanime des membres du conseil d'administration de Suez.

« Qu'est-ce qui vous intéresse dans le groupe Victoire : sa rentabilité ou son métier, l'assurance ? »



M. Renaud de la Genière, président de la Compagnie financière de Suez.

blité ou son métier, l'assurance ? Etiez-vous, vous aussi, un partisan des mariages entre banques et assurances ?

« Sa rentabilité exceptionnelle, certainement. Avec Victoire, l'assurance est l'une de nos participations traditionnellement les plus rentables. Après la Générale de Belgique et la Banque Indosuez, elle contribue, en 1988, à 27 % des résultats consolidés du groupe.

« A propos de la « bancassurance », c'est un concept intelligent. Entre les deux métiers, la banque et l'assurance, les synergies sont certaines, mais elles ne produiront peut-être pas des effets aussi mirobolants que le terme « bancassurance » pourrait le laisser penser. Les assureurs, comme les banquiers, sont très typés dans leur psychologie et leurs techniques.

« Pour nous, il y a trois métiers financiers : celui d'investisseur, celui de banquier et celui d'assureur. Suez a, par sa participation dans Victoire, une position traditionnelle dans l'assurance. Nous pensons qu'il est important - même si cela n'est pas vital - de valoriser autant qu'il est possible

cette troisième branche des métiers de la finance. A l'intérieur du groupe, toutes nos activités, très diverses, restent indépendantes et autonomes dans leur gestion.

« Si nous devenons majoritaires dans Victoire, nous conserverons la même philosophie : ce groupe gardera la même autonomie de gestion qu'actuellement.

« Peut-on imaginer un rapprochement entre toutes les sociétés d'assurances dans lesquelles Suez a des intérêts (les Assurances générales de Belgique, Victoire et Colonia) ? »

« Ce n'est pas imaginable. Mais, encore une fois, les dirigeants de ces sociétés sont indépendants les uns des autres, et c'est à eux qu'il appartient de se déterminer.

« Le capital de Suez réunit déjà plusieurs assureurs (UAP, GAN, AGF...). Ceux-ci ne prennent-ils pas ombrage de votre stratégie dans l'assurance ? »

« Au moment de la privatisation de Suez, lorsqu'ils ont pris une participation au capital, ces assureurs étaient parfaitement au courant des liens traditionnels entre Suez et Victoire.

« Un investissement de 3 à 4 milliards »

« Pour Suez, la réussite de l'OPA passe par un investissement de 23 milliards de francs. Disposez-vous d'une telle somme ? »

« Actuellement, Suez dispose de 42 % du capital du groupe Victoire consolidé. Pour atteindre 51 %, il nous faut donc acquérir un peu moins de 9 %, ce qui, compte tenu de la valeur intrinsèque de Victoire, représenterait un investissement définitif d'un montant limité, compris entre 3 milliards et 4 milliards de francs.

« Cela dit, il nous faut effectivement faire un montage intermédiaire. Nous nous proposons d'acheter l'ensemble des actions de la Compagnie industrielle et de Victoire, puis d'en reclasser une forte minorité, comme nous l'avons fait dans le cas de la Générale de Belgique.

« Quelques désinvestissements seront également imaginables. Au

### L'autocontrôle mis hors jeu

Pendant le déroulement de l'OPA, que faire des actions de la Compagnie industrielle détenues par ses filiales, les fameux autocontrôles de 14 à 15 % environ dont le président de la Compagnie peut théoriquement disposer ? Pour les dirigeants de Suez, ces actions - et les droits de vote égrillards - doivent être mis hors jeu.

Un calcul logique : si M. Vernes peut mobiliser en plus des 25,3 % détenus par sa Société centrale d'investissement et des 3 % à 5 % tenus par la navigation mixte, l'autocontrôle de 15 % et les quelques

pour cent ramassés sur le marché depuis début juin... il arrive bien près du seuil majoritaire.

Suez souhaite que soient mis sous séquestre les titres correspondant à l'autocontrôle par le tribunal de commerce de Paris : question de principe... et de prudence. Le vendredi 25 août auront lieu les plaidoiries en référé sur cette demande.

M. Vernes a jugé jeudi « totalement ridicule » la démarche de Suez, ajoutant qu'il avait « pris l'engagement devant M. de la Genière de ne pas utiliser » les titres en cause.

total, c'est environ 20 milliards de francs qui sont nécessaires. Compte tenu des disponibilités du groupe, des autorisations d'augmentation de capital d'ores et déjà acquises et d'éventuels crédits-relais, le financement ne pose aucune difficulté. Nous n'aurons pas besoin de recourir à de nouvelles augmentations de capital.

« Pourquoi n'avoir pas visé seulement la majorité du capital de la Compagnie industrielle, ce qui vous aurait procuré le pouvoir dans le groupe à un moindre coût ? Vous avez proposé en outre un maintien de cours sur les actions de Victoire ? »

« Il y a une certaine logique des affaires, une certaine rationalité, que la Commission des Opérations de Bourse s'efforce de défendre. Dans le cas d'offre publique d'achat, il faut préserver les droits des actionnaires minoritaires, petits et grands. S'il y a un changement de contrôle de la Compagnie industrielle, il y a un changement de contrôle chez Victoire aussi. C'est pourquoi il nous est apparu indispensable d'offrir aux actionnaires de Victoire un maintien de cours, ce qui permet de les traiter de la même manière que ceux de la Compagnie industrielle.

« M. Oubak, président de Centenaire Blazzy, a, avec 16 % du capital de la Compagnie industrielle, une position-clé dans la bataille. Avez-vous un accord avec lui ? »

« Suez n'a aucun accord avec Centenaire Blazzy. M. Oubak a fait connaître sa position. Elle est très claire. Il vendra au plus offrant.

« Vous proposez 13 000 francs pour une action (Compagnie industrielle) qui en valait moins de 4 000 au début de l'année. C'est cher ? »

« Le prix des actions a beaucoup monté cet été. Ces 13 000 francs sont le prix d'une prise de majorité.

« Si M. Vernes annonce une contre-OPA, êtes-vous prêt à suraccéder ? »

« Nous avons lancé une OPA, notre but est de la réussir. S'il y a une contre-OPA, elle devra porter nécessairement simultanément sur la Compagnie industrielle et sur Victoire. Dans ce cas, nous étudierons bien entendu la situation.

« Vous serez de toute façon gagnant : soit vous prenez le contrôle du groupe, soit vous réalisez une jolie plus-value boursière ? »

« La « jolie plus-value boursière » dont vous parlez n'est pas notre hypothèse de travail. Nous ne sommes pas dans l'assurance pour en sortir.

« Y a-t-il, de la bataille sur la Générale de Belgique, des leçons que vous tirez pour cette nouvelle bataille boursière ? »

« Il ne faut jamais sous-estimer les moyens des protagonistes... »

Propos recueillis par ERIK IZRAELWICZ et DNIER POURQUERY.

لقد كنت في الحب



## Marchés financiers

## Progression de 26 % des bénéfices du groupe américain Sara Lee

Le groupe américain Sara Lee, spécialisé dans l'agroalimentaire et le textile, vient de publier ses résultats pour 1988-1989. Avec 11,7 milliards de dollars, le chiffre d'affaires est en progression de 12,4 % par rapport à l'exercice précédent (10,4 milliards). Les bénéfices atteignent 410 millions de dollars, en hausse de 26 % (ils étaient de 325 millions de dollars en 1987-1988).

Surtout connu par ses marques comme La Maison du café, Bénédicta, Kiwi, Aspro, Catch ou Vapona, le groupe Sara Lee est en expansion continue depuis les années 70. Au cours de cette décennie, les ventes, réalisées pour 70 % dans le secteur de l'agroalimentaire, avaient déjà doublé.

## Un Canadien nommé directeur de la Bourse de Paris

M. Guy Béard, trente-quatre ans, de nationalité canadienne, a été nommé directeur de la Bourse de Paris. Il succède à M. Bernard Mirat, directeur général adjoint de la Société des Bourses françaises, qui exerçait cette fonction à titre provisoire.

M. Béard était jusqu'à présent vice-président de la Bourse de Montréal. Dans la nouvelle organisation de la SBF, le directeur de la Bourse est responsable de l'organisation et du fonctionnement des cotations (réglementation des négociations, surveillance des marchés, adaptation de l'outil informatique...).

● Nouvelle baisse du chômage britannique. — Pour le trentième mois consécutif, le chômage a baissé en juillet en Grande-Bretagne, touchant 1 789 000 personnes, soit 21 300 de moins qu'en juin, annonce le ministère de l'emploi. En pourcentage de la population active salariée, le taux reste inchangé à 8,3 %. Depuis l'été 1988, le chômage n'a cessé de diminuer par rapport à son niveau culminant de 3,2 millions de sans-emploi représentant un taux de 11,7 %. Mais le Trésor relève dans les derniers chiffres un ralentissement des créations d'emplois, à l'image de la conjoncture.

Sous l'impulsion de M. John H. Bryan, l'actuel PDG, le groupe s'est organisé autour de trois activités principales : alimentation en grande distribution, produits pour restauration collective, produits de bazar textile. Cette stratégie explique les événements qui ont marqué la vie de la firme américaine au cours du dernier exercice tel que le rachat des collants Dim au groupe Bie (qui fit de Sara Lee, le leader mondial des bas et collants) ou que la vente de la filiale américaine d'Electrolux, dont les activités étaient jugées peu rentables.

Cependant, dans sa politique de développement, notamment en Europe, Sara Lee se heurte à la Commission de Bruxelles qui a ouvert une enquête à propos de l'intégration du néerlandais Van Nelle dans Douwe Egberts, filiale de Sara Lee (le Monde du 16 mars 1989). Les autorités de Bruxelles, qui ont ainsi retardé cette opération qui aurait dû avoir lieu le 1<sup>er</sup> juillet, craignent qu'elle ne mette le nouveau groupe en position dominante sur le marché européen du café, du thé et du tabac.

Les dirigeants de Sara Lee ne pourront donc pas inclure cette société dans leur tableau de chasse lors de l'inauguration prévue en septembre prochain à Utrecht de leur nouveau siège social européen.

● GEC et Siemens soulignent les faiblesses de Plessey. — GEC-Siemens PLC, la compagnie commune formée par les groupes électroniques britannique et allemand, a justifié, jeudi 17 août, son OPA sur Plessey au prix de 270 pence par action. Selon GEC-Siemens, l'exercice 1988-1989 de Plessey n'apporte pas la preuve formelle que la compagnie est sous-évaluée. Les 12,1 millions de livres de bénéfices supplémentaires dégagés par Plessey ne proviendraient pas d'un redressement de ses activités, mais de la restitution de 5,3 millions de livres par un fonds de pension et de 10,9 millions de livres d'ajustements fiscaux au titre de l'année précédente. Pour GEC-Siemens, Plessey reste aujourd'hui une compagnie « vulnérable » aux changements qui interviennent dans l'industrie électronique.

## NEW-YORK, 17 août

## Repli

Wall Street ne saurait-il plus ce qu'il veut ? Après avoir, des mois durant, guetté une amibolisation des résultats du commerce extérieur, le marché américain a jeudi fait grise mine alors même que celle-ci se manifestait enfin. L'indice des industriels tenta bien une petite incursion au-dessus de la barre des 2 700 points, mais ce fut pour mieux reculer ensuite. A la clôture, il accusait une baisse de 13,66 points à 2 679,69.

En fait, la Bourse new-yorkaise a surtout réagi à l'ajournement du marché obligataire, essentiellement dû à l'éloignement de toute perspective immédiate d'une baisse des taux. Selon les professionnels, les opérateurs ont d'autre part jugé prudent d'ajuster leurs positions à la veille de l'ouverture des cotations à terme sur indices et sur options, dans l'attente d'une surprise désagréable au niveau des prix de détail dont l'indice doit être publié ce vendredi.

L'activité est généralement restée assez faible avec 158,94 millions de titres échangés contre 157,50 millions la veille.

VALEURS	Cours du 16 août	Cours du 17 août
Alcoa	73 1/8	73 3/8
A.T.T.	29 1/8	29 3/8
Bear	52 1/8	52 3/8
Boeing	52 1/8	52 3/8
De Pire de Hankook	117 1/2	117 5/8
Eastman Kodak	48 7/8	48 7/8
Exxon	44 3/4	44 3/4
Ford	61 5/8	61
General Electric	67 3/8	67 3/4
IBM	118 1/4	118 3/4
Johnson & Johnson	82 1/8	82 1/8
Medtronic	53 3/4	53 3/8
Pfizer	68 3/8	68 3/8
Schering	54 3/4	54 3/4
Tesoro	33 1/8	33
U.S. Steel	25 3/4	25 3/4
U.S. Steel	25 3/4	25 3/4
Westinghouse	69 1/8	69 1/8
Xerox Corp.	67 1/8	66 3/4

## LONDRES, 17 août

## Nouvelle progression

La baisse inattendue de Wall Street, après l'annonce d'une réduction du déficit commercial américain en juin, a quelque peu rafraîchi l'atmosphère à la Bourse de Londres jeudi. Toutefois, l'indice des actions a terminé sur une hausse de 0,60 % en raison des importantes hausses initiales. Cet indice s'élevait en fin de séance à 2 360 points en progrès de 14,3 points.

Dans la matinée, le marché britannique avait bien accueilli la progression du salaire moyen en Grande-Bretagne pour juin (hausse de 9 % contre 9,5 % prévue). Cette statistique laisse espérer une réduction de la fin de l'année des taux d'intérêt en Grande-Bretagne. La majorité des compartiments ont gagné du terrain, notamment les industrielles, les bancaires, les assurances, les électriques, les aéronautiques et les magasins.

British Telecom progressait légèrement après l'annonce d'une hausse surprise de son bénéfice au premier trimestre. La compagnie d'infrastructures de télécommunications restait fermée à la suite de la publication de résultats semestriels supérieurs aux prévisions les moins optimistes des analystes. Les fonds d'Etat ont gagné près d'un demi-point, soutenus par la fermeté du sterling. Irrégularité des mines d'or.

## FAITS ET RÉSULTATS

● M. Davis améliore son offre sur UAL. — M. Martin Davis qui avait, il y a une quinzaine de jours, lancé une OPA de 5,4 milliards de dollars sur la compagnie aérienne United Airlines (UAL), a augmenté son offre à 6,2 milliards de dollars, en proposant 275 dollars par action contre 240 dollars précédemment. Par ailleurs, pour empêcher UAL d'acquiescer de nouvelles actions et de mener sa plus grande OPA, M. Davis a, par lettre, demandé aux actionnaires d'UAL de voter le départ de tous les administrateurs de la compagnie à l'exception du président d'UAL, M. Stephen Wolf. Le 17 août, l'action UAL a gagné 13 3/4 dollars à 265,5 dollars après la surenchère de M. Davis.

● Report de l'assemblée générale de Louis Vuitton. — A la suite d'une nouvelle requête de la société dirigée par M. Henry Racamier, le président du tribunal de commerce de Paris a fixé au 15 novembre prochain la réunion de l'assemblée générale, au lieu du 15 septembre, date jusqu'ici retenue. Du côté de M. Bernard Arnault, président de LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy) qui possède 98 % de Louis Vuitton, il avait été décidé de ne pas s'opposer à cette demande.

● Nestlé : un bénéfice en hausse de 18 % en 1988 selon la SRS. — En 1988, le chiffre d'affaires de Nestlé devrait augmenter de 16 %, à 47,3 milliards de francs suisses (190 milliards de francs), selon les prévisions réalisées par la Société de banque suisse. Nestlé devrait réaliser ces bons résultats grâce notamment aux récentes acquisitions

## PARIS, 18 août

## Recul

Timidement amorcé depuis deux séances, le mouvement de repli s'est sensiblement accentué vendredi rue Vivienne. Déjà de 0,14 % à l'ouverture, la baisse des cours atteignait 0,6 % à 13 heures. Dans l'après-midi, l'indice continuait à s'inscrire à 0,61 % en dessous de son niveau précédent. En l'espace de cette courte semaine de trois jours, sa parité se chiffre à 0,75 % environ.

« Indivisible », assuraient les professionnels en évoquant l'accès de mauvaise humeur manifesté la veille par Wall Street. Malgré la forte réduction (-15,9 %) du déficit commercial américain pour le mois de juin, la Bourse new-yorkaise, pourtant perdue à ce type de statistiques, n'avait pas très bien accueilli la nouvelle (voir ci-contre). Pour une bonne raison : cette dernière traduit la persistance d'une activité économique encore importante outre-Atlantique, éloignant par là même la perspective d'une baisse des taux d'intérêt.

La Bourse de Paris a été d'autant plus encline à suivre l'exemple donné par la place américaine que le regain d'inflation en juillet dans l'Hexagone n'est pas de nature à favoriser un assouplissement de la politique de crédit. Elle est d'autre part à ses plus hauts niveaux, ce qui limite nécessairement les initiatives. Sur le parquet, les spéculateurs faisaient toutefois ressortir le manque de conviction de cette baisse, « enregistrée », disaient-ils, avec très peu d'affaires.

Beaucoup attendent avec impatience le lancement de l'OPA de Suez sur le groupe Victoire, via la Compagnie Industrielle, dans l'espoir que cette nouvelle grande manœuvre relance l'intérêt sur les valeurs. En début d'après-midi, la Société des Bourses françaises devait donner le feu vert à sa réalisation.

## TOKYO, 18 août

## Une pause

Après avoir volé de record en record cette semaine, la Bourse de Tokyo a terminé le début de vendredi sur une note irrégulière. L'indice Nikkei a cédé 26,97 points à 35 063,14 points. Le marché a donc senti le besoin de se reposer après une ascension rapide.

La vive hausse du dollar, après l'annonce d'une forte contraction du déficit commercial américain en juin, a fourni le prétexte à cette pause, remarquaient les opérateurs. La semaine s'achève néanmoins sur un gain de 350 points pour l'indice Nikkei.

Parmi les titres en baisse, on relevait ceux du secteur pharmaceutique, des aciers, du caoutchouc et de l'alimentation.

VALEURS	Cours du 17 août	Cours du 18 août
Alcatel	770	768
Asahi	1 800	1 780
Daewoo	1 800	1 800
Fuji Bank	3 800	3 700
Honda Motor	1 200	1 180
Hitachi	1 800	1 800
Hitachi Heavy	1 200	1 200
Sanyo Corp.	8 800	8 800
Toyota Motor	2 800	2 800

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,62 F ↑

Le dollar a nettement progressé le vendredi 18 août au matin, en raison de l'annonce, la veille, d'une contraction du déficit commercial américain en juin. La devise américaine s'échangeait à 6,6225 francs la veille à la cotation officielle. Les opérateurs attendaient la publication de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis en juillet, vendredi en début d'après-midi.

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

	16 août	17 août
Valeurs françaises	119,7	119,7
Valeurs étrangères	128,2	128,5
(SBF, base 100: 31-12-81)		
Indice général CAC	599,8	599,8
(SBF, base 1000: 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 826,2	1 825,96
(OMF, base 100: 31-12-81)		
Indice OMF 50	513,64	513,99
NEW-YORK (Indices Dow Jones)		
Industrielles	2 693,29	2 679,63
LONDRES (Indices Financial Times)		
Industrielles	1 961,8	1 975
Mines d'or	206,2	203,8
Fonds d'Etat	87,42	87,58
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	35 063,14	35 063,14
Indice général	2 652,96	2 652,96

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$E-U	6,3990 6,6250	- 5 + 10	- 5 + 20	- 8 + 30
\$Can.	5,6139 5,6239	- 170 - 134	- 226 - 277	- 824 - 718
Yen (100)	4,6283 4,6350	+ 136 + 156	+ 269 + 381	+ 789 + 864
DM	3,2789 3,2836	+ 47 + 64	+ 101 + 124	+ 287 + 347
FF (100)	2,9966 3,0062	+ 38 + 48	+ 79 + 95	+ 228 + 276
FR (100)	16,1196 16,1514	+ 46 + 133	+ 115 + 226	+ 294 + 649
£ (1 000)	3,9173 3,9226	+ 46 + 64	+ 181 + 226	+ 383 + 387
L (1 000)	4,6988 4,7057	+ 145 + 189	+ 277 + 335	+ 818 - 724
£ franc	16,3627 16,3771	+ 425 + 383	+ 837 + 765	+ 2334 - 2160

## TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	6/12	9/12	12/12	15/12	18/12	21/12	24/12	27/12	30/12
\$E-U	8 3/4	9	8 7/8	9	8 13/16	8 15/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	8 7/8
DM	6 3/4	7	6 7/8	7	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
FR (100)	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8
£ (1 000)	11 1/2	12 1/2	11 3/4	12 1/4	11 7/8	12 3/4	11 7/8	12 3/4	11 7/8	12 3/4
£ franc	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9	8 7/8	9	8 13/16	9 1/16	8 13/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27  
Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social:  
620 000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Wouff.

Rédacteur en chef:  
Daniel Verret.

Correspondant en chef:  
Claude Sales.

## Le Monde

## PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél.: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur: 206 136 F

## Le Monde

## TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437

ISSN: 0395-5237

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER: par voie aérienne sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de

vos chèques à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE: pour tous renseignements

tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ: PARIS RP

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_

Localité: \_\_\_\_\_ Pays: \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pologne : la formation du nouveau gouvernement. - La visite de M. Rocard dans le Pacifique sud.	6 M. Le Pen évoque les dangers de l'immigration nord-africaine. <b>COMMUNICATION</b> 9 M. Guillaume prend ses fonctions : FR3 : chronique d'un malaise prolongé. - Manœuvres autour de 6 % du capital de TF 1.	7 Les musulmans contre la politique du bulldozer à Charvieu-Chavagnieux. - Le futur parc naturel du Mont-Blanc. 8 Le pape rencontrera des milliers de jeunes à Saint-Jacques-de-Compostelle.	14 Théâtre : l'été polonais. - Photo : John Coplans à Marseille. - Art : deux expositions de dessins de Matisse en province.	18 La Japon reprend son aide économique à la Chine. - Le redressement du commerce extérieur des États-Unis. 19 Thomson négocie l'achat de deux filiales de Philips. - Air Inter achète vingt Airbus et Northwest 32.	Abonnements ..... 20 Annonces classées ..... 17 Cartes ..... 9 Jeux ..... 13 Loto ..... 8 Météorologie ..... 17 Philatélie ..... 17 Radio-Télévision ..... 16 Spectacles ..... 15	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE  Les offres d'emplois du Monde : 3615 tazes LM

« Pour discuter d'homme à homme des problèmes qui se posent »

## M. Chevènement s'entretiendra le 23 août avec des gendarmes tirés au sort

Le sous-officier mis mercredi 16 août aux arrêts dans une caserne de Perpignan est-il le premier gendarme puni pour avoir franchi « la ligne jaune » de la contestation ? En poste à Narbonne depuis dix-huit mois après avoir servi à Romans (Drôme), ce gendarme de quarante-quatre ans est suspecté d'avoir utilisé le système de transmission Saphir, interne à la gendarmerie, pour diffuser un message appelant ses collègues à la grève des PV.

La mesure disciplinaire prise à son encontre ainsi que le ton ferme adopté par le ministre de la défense dans son message ont suscité de vives réactions chez les « gendarmes en colère ». Le « groupe de réflexion gardés » qui s'était illustré par la publication d'un pastiche du bulletin interne de la gendarmerie, rebaptisé le *Képi déchaîné*, a décidé de « ne pas prendre en compte les déclarations » du ministre tant que leur collègue sera maintenu aux arrêts, menaçant d'autre part de déclencher une « grève du recrutement ». Réunis en « coordination », les gendarmes de l'Oise ont

d'ores et déjà décliné l'invitation de M. Chevènement à une réunion de concertation, estimant que cette rencontre « a pour seul objet de retrouver les meneurs ».

Malgré ces réactions, le ministre de la défense estime que l'offre de concertation « pour discuter d'homme à homme des problèmes qui se posent » a été plutôt bien accueillie, même si les gendarmes s'interrogent sur le mode de désignation et la représentativité des participants à la rencontre. Pour cette première, M. Chevènement aura autour de lui plus quatre-vingts interlocuteurs : un officier par région (6), ainsi qu'un commandant de groupement et un commandant de légion, 28 gradés et 36 gendarmes, tous tirés au sort parmi les volontaires, ainsi que des représentants des gendarmes spécialisés.

Le dialogue devrait donc s'instaurer alors que le malaise s'est généralisé. Les gendarmes en poste en Nouvelle-Calédonie ont dénoncé, comme les déclarations « du ministre tant que leur collègue sera maintenu aux arrêts, menaçant d'autre part de déclencher une « grève du recrutement ». Réunis en « coordination », les gendarmes de l'Oise ont

ment « un ministère et un budget propres à la gendarmerie ». Tout en condamnant l'envoi de lettres anonymes et en réclamant l'instauration du dialogue, l'Union nationale des personnels en retraite de la gendarmerie attire l'attention du gouvernement « sur le fait que le temps des promesses (...) est réellement terminé ». Les gendarmes retraités réclament des « mesures concrètes (...) dans les délais les plus brefs ».

Dans sa lettre, M. Jean-Pierre Chevènement rappelle qu'il s'est engagé à annoncer des mesures avant fin septembre. Le secrétariat d'État à la défense devra donc accélérer un projet de réforme à l'étude depuis plusieurs mois. Celui-ci prévoit notamment une concentration des brigades territoriales et des escadrons de gendarmes mobiles afin de « rééquilibrer le dispositif sur le terrain ». Par ailleurs, des négociations sont en cours avec les sociétés d'autoroute pour qu'elles prennent à leur charge les gendarmes en fonction sur leur réseau. Cette débudgétisation pourrait dégager quelque 2 000 postes.

Appelant au dialogue et à la concertation, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a regretté « que le gouvernement ait fait preuve jusqu'à présent d'une telle inertie ». M. Philippe Mestre, député UDF, a réclamé l'abdication de M. Chevènement par la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Selon le président de cette commission, M. Jean-Michel Boucheron (PS), la mission confiée au député socialiste d'Eure-et-Loir fera connaître ses conclusions le 20 septembre. Porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassouze estime que « M. Chevènement se trompe d'époque : on ne répond pas à un malaise tel que celui de la gendarmerie par un simple scrogneux ».

### La lettre du ministre de la défense

#### « La ligne jaune vient d'être franchie »

Voici le texte de la lettre adressée, jeudi 17 août, aux gendarmes par M. Chevènement, ministre de la défense :

« Le 27 avril 1989, je me suis rendu à la direction générale de la gendarmerie nationale, avec M. Remon, secrétaire d'État à la défense, à qui j'ai demandé de m'épauler dans la tâche difficile et de longue haleine qui consiste à apporter des solutions modernes aux problèmes de la gendarmerie dont la plupart datent de plusieurs années.

« Il s'agit essentiellement du temps et des conditions de travail, des relations humaines et des conditions de vie au sein de la gendarmerie, et, enfin, de la coordination nécessaire avec la police nationale. Mesurant les responsabilités qui sont les vôtres, je comprends aussi vos problèmes.

« Un travail de fond a été entrepris depuis lors au sein du ministère de la défense. Par nature même, il implique le gouvernement tout entier. Je me suis engagé à annoncer des mesures avant la fin septembre. Chacun comprendra que la plupart de ces mesures ne peuvent pas être improvisées.

« Or depuis plusieurs semaines une campagne se développe. Sans doute révèle-t-elle la volonté de disposer des moyens permettant à la gendarmerie de mieux remplir ses missions. Mais je considère que la ligne jaune vient d'être franchie. A des revendications dont certaines sont justifiées, la multiplication des lettres anonymes mêle désormais des attaques sans mesure et des prétentions exorbitantes qui sont la négation même du statut militaire de la gendarmerie.

« Vous sentez bien que cette campagne est maintenant largement orchestrée et exploitée de l'extérieur, par les uns et par les autres, à des fins politiciennes. Des appels anonymes vont même jusqu'à inciter les gendarmes, gardiens de la léga-

lité, à accomplir des actions illégales. Cela n'est pas acceptable et ne sera pas accepté. Cette campagne tend désormais à saper l'institution.

« Je suis pour ma part convaincu des vertus de la dualité police-gendarmerie du point de vue même de la République et de la garantie des libertés et je sais que vous pensez comme moi l'armée prestigieuse qu'est la gendarmerie doit être défendue et elle doit l'être dans les règles dont elle tire sa force, discipline et respect du droit.

« Je suis persuadé que les gendarmes, qui ont acquis depuis longtemps l'estime et la considération de la population par leur rigueur morale et leur sens élevé du service public, ne tomberont pas dans le piège tendu par ceux qui hésitent pas à déstabiliser l'armée pour satisfaire des ambitions étroites et partisans. Je combattrai résolument tous ceux qui veulent porter atteinte à l'image de la gendarmerie. Celle-ci n'a d'avenir que dans le service de l'État républicain. C'est là sa légitimité et c'est là son honneur. En retour il est juste que l'État reconnaisse pleinement la valeur de son service.

« Sachez que je m'y emploie. Je réunis dès aujourd'hui les responsables de la direction générale et les commandants de région. Je rencontrerai le mercredi 23 août des représentants des officiers et des sous-officiers de gendarmerie (présidents de toutes les légions), pour discuter avec eux de l'homme à l'homme et en toute liberté, des problèmes qui se posent.

« Je ferai alors connaître les orientations que j'entends prendre au nom du gouvernement.

« Je vous demande de me faire confiance comme je vous fais confiance. »

### EN BREF

● **AFGHANISTAN** : le conflit a tué 13 833 Soviétiques. — La Pravda a publié, jeudi 17 août, le bilan des pertes de l'armée rouge au cours de son intervention en Afghanistan, qui se monte à 13 833 tués et 330 disparus. Un bilan antérieur, fourni par Moscou en mai 1988 (*le Monde* du 26 mai 1988), faisait état de 13 310 morts et 311 disparus. L'année la plus meurtrière aura été 1984, avec 2 343 soldats tués. Par ailleurs, un Français, Vincent Gornion, travaillant pour l'organisation humanitaire Handicap International, a été tué dans une embuscade tendue, semble-t-il, par les forces gouvernementales d'un groupe de moudjahidins, dont douze ont également trouvé la mort, a-t-on appris, de source soviétique, vendredi 18 août, à Téhéran. L'incident s'est produit en début de semaine près de la localité de Marja, dans la province de Helmand (sud-ouest de l'Afghanistan). On est sans nouvelles d'un autre Français, qui aurait accompagné le groupe. — (Reuters, AFP.)

● **Un train à sustentation magnétique pour l'aéroport de Francfort**. — La société allemande AEG et l'aéroport de Francfort sont tombés d'accord pour construire un train à sustentation magnétique destiné à relier l'aéroport actuel et le terminal est, qui doit être édifié prochainement. Ce train comportera huit wagons et circulera à la vitesse de 50 km/h sur une voie longue de 1,7 km. Il sera entièrement automatisé et permettra à l'aéroport de Francfort de garantir à ses passagers de pouvoir changer d'avion en quarante-cinq minutes au plus. Cette initiative apparaît plutôt comme un lot de consolation que comme une véritable innovation. En effet, le train à sustentation magnétique ne parvient pas à s'imposer face au train à grande vitesse classique utilisant le roue et le rail. Néanmoins, une voie spéciale, il coûte beaucoup plus cher. Son seul avantage étant la vitesse (un prototype a atteint 418 km/h), on voit mal l'intérêt d'une liaison aéroportuaire dont le coût s'élèvera à 180 millions de deutschemarks (540 millions de francs).

### Le ministre ivoirien de l'agriculture tente de rassurer les producteurs

#### De nombreuses fraudes ont marqué la campagne de commercialisation du cacao

Le ministre ivoirien de l'agriculture, M. Denis Bra Kanon, a entrepris une tournée d'explication auprès des planteurs de la zone cacaoyère afin de rassurer les paysans après une campagne de commercialisation du cacao marquée par de nombreuses fraudes. Bon nombre d'acheteurs s'étaient respectés le prix fixé par l'État, tandis que les planteurs dans le besoin n'ont pas hésité à brader leurs récoltes.

ABIDJAN  
correspondance

La baisse du prix du cacao (ramené de 400 CFA à 250 CFA (1) le kilo), appliquée depuis le 3 juillet dernier, ne devrait finalement pas changer grand-chose au pouvoir d'achat des paysans : la presse nationale ivoirienne révèle que de nombreux planteurs ont été victimes d'acheteurs clandestins de cacao qui, durant la campagne précédente (88/89), ont acheté les fèves à un prix bien inférieur à celui qu'avait fixé le chef de l'État.

Même si le dossier cacao est considéré comme étant le « domaine réservé » du président ivoirien, les langues se délient, à la demande de M. Félix Houphouët-Boigny. Le chef de l'État estime en effet qu'une nouvelle donne et une meilleure moralisation des affaires dans ce

secteur devraient remettre la « machine cacao sur les rails ». En annonçant la réduction du prix d'achat du cacao, début juillet, le ministre de l'agriculture, M. Denis Bra Kanon, a mis en garde ceux qui, à l'avenir, ne respecteraient pas le prix d'achat officiel.

Au mois de mai, l'Assemblée nationale avait modifié une loi dans ce sens, obligeant les acheteurs à payer sans délai et intégralement les paysans. Le déficit de la caisse de stabilisation des prix des produits agricoles (CAIS-TAB) estimé officiellement à 250 milliards de CFA, n'a pas permis d'injecter la masse monétaire nécessaire pour faire tourner la campagne de commercialisation.

De leur côté, les banques, en Côte d'Ivoire, n'ont pu jouer le rôle de catalyseur faute de liquidités. C'est ainsi que l'enlèvement de la récolte 1988-1989 de cacao a commencé avec retard et dans une certaine confusion.

#### « Mettre la clé sous la porte »

Un planteur de la région de Divo, deuxième grand secteur productif avec 88 000 tonnes cette année, explique la mésaventure du groupement coopératif de son village : « Notre acheteur agréé tardait à venir car il ne disposait pas d'argent pour nous payer. On ne savait plus où entreposer la récolte. J'ai même été jusqu'à stocker des sacs dans ma chambre. Un transporteur guinéen est venu un jour nous enlever toute la récolte, soit 150 tonnes. Il a versé un acompte de 20 % du montant total. Depuis, on ne l'a jamais retrouvé. »

Ce genre de témoignage est courant. Le quotidien *Fraternité* matin révèle que des commerçants ivoiriens et libanais se sont livrés à un tel trafic, achetant le cacao cash bien en deçà de sa valeur, à 150 ou 200 CFA le kilo.

Aujourd'hui les autorités ivoiriennes ont mis la main sur quelques-uns de ces négociants indélicats.

Mais d'autres se sont volatilisés dans la nature. A Tinsale, un Libanais, connu sous le nom de Najib, avait payé les planteurs avec des bons remboursables en fin de récolte. Il s'est disparu avec un déficit de 484 millions de CFA. A Lakota, on estime à 61 millions de CFA la perte subie par les producteurs. Le préfet de la région de Divo reconnaît que plus de 466 millions d'impayés ont été portés à sa connaissance. Certains Libanais incriminés dans ces achats illicites déclarent avoir agi pour le compte d'autres gros planteurs qui ont par ailleurs de hautes fonctions dans l'administration ivoirienne.

Depuis une semaine, le ministre de l'agriculture a entrepris une vaste tournée dans la « ceinture cacaoyère » pour écouter et rassurer les paysans inquiets. M. Denis Bra Kanon a promis un meilleur soutien de l'État aux planteurs en vue de l'écoulement de leur prochaine récolte. Les paysans sont invités à se regrouper dans les GVC (groupements à vocation coopérative) qui représentent 40 % des planteurs et bénéficient d'un appui du gouvernement. De plus, des comités de suivi, sous la responsabilité des préfets, veilleront à ce que la nouvelle campagne se déroule dans la transparence.

A Abidjan, les milieux de la filière cacao se montrent très attentifs. Les exportateurs négocient avec la Caistab une révision du « différentiel cacao » pour une meilleure marge bénéficiaire. Certains se déclarent prêts à « mettre la clé sous la porte ». Quant au paysan ivoirien, il reste convaincu que « même à 200 CFA le kilo », il continuera à cultiver les cabosses de cacao.

ROBERT MINANGUY.

(1) 1 CFA = 0,02 FF.

### CHINE

#### Pékin dément le limogeage du ministre de la défense

PÉKIN  
de notre correspondant

Le ministère de la défense a démenti, vendredi 18 août, une information selon laquelle son titulaire, le général Qiu Juei, aurait été mis aux arrêts en même temps que plusieurs commandants militaires de la place de Pékin. L'information avait été publiée à Hongkong par l'agence américaine Associated Press. Un porte-parole du ministère l'a qualifiée de « fantaisiste » avant de préciser que le général Qiu, âgé de soixante-cinq ans, était toujours ministre de la défense. Précision qui, au demeurant, n'engage à rien, une règle non écrite voulant qu'un responsable limogé soit toujours officiellement détenteur de son poste jusqu'à ce qu'une réunion formelle de l'instance de tutelle l'en démette. C'est cependant en sa qualité de ministre de la défense que le général Qiu assistait encore, le

15 août, à une réunion du Conseil d'État (gouvernement).

Ancien commandant de la région militaire de Pékin, membre du bureau politique du parti, en poste au ministère depuis avril 1988 : il s'était presque ouvertement déclaré contre l'instauration de la loi martiale et partisan du secrétaire général du parti déchu, M. Zhao Ziyang, lors des troubles du printemps. Il s'était cependant rallié à M. Li Peng, premier ministre, tenant de la ligne dure, comme les autres militaires « dissidents », lorsque un arrangement intervint à la tête de l'armée pour éviter que ne soit brisée son unité. Quoique titulaire d'un portefeuille en principe important, le ministre de la défense ne joue pas un rôle très lourd dans l'organigramme de la République populaire : les véritables détenteurs du pouvoir sont les membres, parmi lesquels ne figure pas le général Qiu, de la commission militaire du parti, que préside M. Deng Xiaoping.

F.D.

### Député socialiste des Bouches-du-Rhône

#### M. Michel Pezet inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE

M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, a été inculpé, vendredi 18 août, en fin de matinée, de corruption, faux en écritures de commerce et usage, complicité et recel de faux en écritures de commerce et d'abus de biens sociaux dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE.

L'inculpation lui a été notifiée par M. Pierre Cahé, président de la chambre d'accusation de Paris. D'autres élus (six de droite et deux de gauche) ont déjà été inculpés dans la même affaire.

Dès les premiers actes d'instruction en février 1989, le nom du député des Bouches-du-Rhône avait déjà été prononcé. Son inculpation résulte, semble-t-il, des affirmations d'un des dirigeants de la SORMAE, M. Claude Papi, qui avait reconnu avoir « déposé » 1 million de francs pour financer *l'Hédomadaire*, périodique marseillais que M. Pezet avait lancé en 1987. C'est ce lancement qui aurait été à l'origine de fausses factures présentées par un promoteur immobilier proche de M. Pezet.

Le numéro de « Monde » daté 18 août 1989 a été tiré à 495 722 exemplaires

**LUNDI 28 AOÛT**  
réouverture  
**CAPÉLOU**

LITRES  
CONVERTIBLES  
ÉLÉMENTS-BOIS  
37 Av. de la République • 11 •

YVES DE MELLIS

**UN MAL QUI RÉPAND LA TERREUR**

UN ROMAN D'AVENTURES  
UNE ÉPIQUE DE SIDA  
MENACE LA PLANÈTE  
PARVENIR-ON À LA SAUVER ?  
DISTRIBUÉ PAR DISTIQUE

LIVRES

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

A C D E F G H